This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

**Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

**About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

55. b.
75.

5-5-.6:75-

# EFFETS

DU

# BLOCUS CONTINENTAL, &c.

# EFFETS

DU

## BLOCUS CONTINENTAL

SUR LE

## COMMERCE, LES FINANCES, LE CRÉDIT ET LA PROSPÉRITÉ

DES

## *ISLES BRITANNIQUES.*

Votre blocus ne bloque point,
Et grâce à votre heureuse adresse,
Ceux que vous affamez sans cesse,
Ne périront que d'embonpoint.
*Epître à Messieurs du Camp de Saint Roch.*

PAR SIR FRANCIS D'IVERNOIS.

*Seconde Edition, revue, corrigée et augmentée.*

*LONDRES:*

DE L'IMPRIMERIE DE J. B. G. VOGEL, 13, POLAND STREET, OXFORD STREET.

SE VEND CHEZ B. DULAU ET CO., SOHO SQUARE; DE BOFFE, NASSAU STREET; BOOSEY, BROAD STREET, ROYAL EXCHANGE; ARCHER, DUBLIN; MANNERS AND MILLER, EDINBURGH.

*Octobre*, 1809.

42

A Mr. . . . . a Riga.

*Londres, ce 24 Juillet,* 1809.

Monsieur,

Je m'empresse de répondre à la lettre où, en m'envoyant l'Ukase du 7 mai, vous déplorez sans réserve les maux qu'a déjà infligés à la Russie un genre de guerre si nouveau, et les maux plus graves encore que lui prépare ce redoublement inattendu de sévérité pour vous interdire tout commerce avec les Isles Britanniques. En faisant des vœux, que je crois sincères, pour qu'elles détournent le coup dont la France cherchait à les frapper ; vous me pressez, Monsieur, de vous dire si elles en ont éprouvé jusqu'ici les effets au même point que la Livonie. Je vais l'essayer avec la même franchise dont vous m'avez donné l'exemple, et me propose même d'entrer dans de grands détails. Au reste, il eût été hors de mon pouvoir de satisfaire plutôt votre curiosité ; car c'est seulement depuis quelques semaines qu'on a publié les registres

ducommerce extérieur pendant l'année 1808, la première où le blocus continental ait eu son entier effet.

Mais les haines nationales ont si fort embrouillé les idées relatives à cette matière, qu'il devient impossible de la traiter sans remonter aux principes.

Et d'abord, on a de tout tems atténué ou plutôt dénaturé les avantages du commerce extérieur, en les ramenant à ce qu'on appelle sa *Balance*;—le *solde en argent* qu'un peuple paye aux autres, ou reçoit d'eux, lorsqu'il règle ses comptes de l'année. Celui qui, à la faveur de ce solde, s'approprie la plus grande somme de métaux précieux, croit y avoir le plus gagné; et c'est presque toujours d'après cette somme, qu'on prononce à quel point le commerce est profitable à tel pays ou nuisible à tel autre.

Peu d'erreurs ont été aussi fertiles en jalousies nationales et plus funestes au repos du monde. Essayons de la détruire.

Le commerce d'un peuple au dehors, consiste dans l'échange des produits auxquels son sol, son climat ou son industrie le rendent plus propre que d'autres nations, et avec l'excédant desquels, il se procure en retour, les produits ruraux ou industriels que ces nations, placées dans des circonstances différentes, créent à moins de frais que lui. Un exemple expliquera combien ces échanges sont avantageux à toutes celles qui y concourent.

En y sacrifiant, comme la France, ses meilleures prairies et beaucoup d'engrais, l'Angleterre pourrait fort bien recueillir le tabac qu'elle consomme

et qui lui fournissent les Virginiens. Mais si le climat tempéré de cette île y favorise spécialement les pâturages et par cela même la multiplication des troupeaux, tandis que le soleil brûlant de la Virginie, ainsi que ses terres encore vierges, se refusent aux pâturages et produisent un tabac supérieur à celui de l'Europe; n'est-il pas clair que les Anglais et les Virginiens gagneront mutuellement à s'échanger le surplus de leurs laines contre le surplus de leurs tabacs?

Pour mieux connaître le gain qu'ils y font, je change la dénomination usuelle des valeurs, et substituant aux Livres Sterling et aux Dollars, des journées de travail; je dis:

A. a livré mille quintaux de laines ou lainages, qui lui ont coûté *cent mille journées* de travail, contre des tabacs qui auraient exigé *deux cent mille journées* s'il les eût cultivés et recueillis lui-même.

V. avec ses tabacs, qui ne lui ont coûté que cent mille journées, s'est procuré des étoffes de laine qui en auraient exigé deux cent mille, s'il eût voulu transformer ses champs en pâturages et ses laboureurs en tisserands.

Il n'est presque aucune branche du commerce d'un peuple dont on ne put développer les avantages de la même manière, s'il était possible de lui faire voir les pièces d'or qu'il livre ou reçoit, sous leur vrai point de vue; comme des jetons qui servent à mesurer les valeurs et à parachever les échanges. Non qu'à titre de métaux, ces jetons n'aient une valeur intrinsèque et ne doivent figurer dans le bilan de son

avoir : mais outre que cette partie de ses richesses, appelée *numéraire métallique*, n'en est qu'une fraction bien plus faible qu'on le suppose ; c'est précisément celle dont le besoin est le plus facile à suppléer à l'aide du papier monnaie ; tandis qu'un peuple ne peut se procurer les autres richesses qu'en les créant lui-même ou en fournissant des équivalens.

Combien de fausses notions ! que de conflits ! combien de guerres on aurait évitées et l'on éviterait encore, s'il était possible aux Etats Européens d'écarter de leurs bilans commerciaux la formule qui présente la balance des échanges en *argent*, pour la ramener à une balance exprimée en *journées !* Avec ce nouveau dénominateur, le commerce du dehors se présenterait à eux tel qu'il est, réciproquement profitable à toutes les nations qui y participent et croient n'y rien gagner. Celles même qui se plaignent d'y perdre, verraient bientôt qu'elles se procurent les objets de leurs besoins à beaucoup moins de frais et reçoivent fort au delà d'un équivalent.

Je ne vais pas néanmoins jusqu'à dire que le commerce extérieur soit également profitable à toutes les nations ; car ce profit dépend, entr'autres, du degré comparatif auquel elles ont abrégé et perfectionné les procédés du travail dont elles exportent les produits.

C'est à cet égard surtout, que les Anglais ont acquis de nos jours une prééminence décidée. Grâce à leur situation insulaire, à leurs mines de charbon et aux innombrables machines que la pompe à vapeur

met en mouvement; ils vendent au dehors les productions de leurs principaux ateliers, avec l'avantage d'un cultivateur qui ayant découvert la charrue, vendrait son grain en concurrence avec d'autres qui cultiveraient leurs champs à la bêche. Qu'il fût en butte aux jalousies de ses concurrens; que ceux-ci le taxassent *d'avidité*, qu'ils l'accusassent *d'entraver, d'enchaîner* leur industrie agricole; cela se conçoit. Mais que les acheteurs, eux-mêmes, formassent une ligue pour ne lui rien acheter, et même pour cesser de lui vendre; voilà ce qui paraîtrait inconcevable, si l'Europe civilisée ne venait d'en fournir l'exemple dans sa ligue universelle contre le commerce Britannique.

Qu'importe cependant à un Russe qu'à l'aide de leurs capitaux et de leurs machines, les Anglais aient filé et tissu, dans *une* seule journée, l'étoffe de coton ou de laine qu'il échange avec eux contre une quantité de chanvres ou de suifs qui lui a coûté et leur aurait coûté *deux* journées? Si dans l'état actuel de son industrie, il ne peut se procurer les matériaux de cette étoffe et la fabriquer, sans y consacrer *trois* journées, l'un et l'autre peuple aura gagné à cet échange l'épargne d'une quantité de travail correspondante, et pourra employer le travail ainsi épargné à créer d'autant plus d'étoffes, d'autant plus de chanvres, ou d'autant plus de tous autres produits. Ces échanges au dehors mettaient donc les Russes ainsi que les Anglais en mesure de pouvoir, avec la même quantité de bras employés au dedans, de telle ma-

# EFFETS

DU

## BLOCUS CONTINENTAL, &c.

ment propre ; il lui serait facile de planter ici les sapins que refuse la Norvège. Mais d'un côté ; outre la peine de les planter et de les enclore, il faudrait y consacrer quelques millions d'acres qui fournissent des produits non moins nécessaires et d'une valeur supérieure : de l'autre, les sapins de Norvège y croissent d'eux-mêmes, sans exiger ni soins ni frais ; et qui plus est, ils croissent sur un terrain exclusivement propre à cette production, laquelle périrait sur les côtes opposées, si l'Angleterre cessait d'en avoir besoin, ou si elle n'avait rien à offrir en échange. Auquel des deux peuples cet échange était-il le plus profitable ? Je l'ignore, et peu importe : le suspendre, même pendant la guerre, était le comble du délire.

Ce n'est pas la première fois que l'envie aura dicté de mauvais conseils : mais qui aurait pu s'attendre à ce que cette doctrine prêchée en France et en Russie contre le commerce maritime, trouverait, à Londres, des sectateurs qui affirment que leur île, en y renonçant, n'en serait que plus intrinsèquement riche ?

Jamais doctrine mieux calculée pour faire reculer le monde social vers la barbarie. Avant de l'admettre, il faudrait ;—ou nier qu'un peuple devienne plus producteur, plus consommateur et plus jouissant, à mesure qu'il a plus de motifs et de moyens pour produire, consommer et jouir ;—ou montrer qu'il peut se procurer en plus grande quantité, et en meilleure qualité, les objets dont il a besoin, en s'ob-

stinant à les produire tous lui-même, qu'en s'appliquant de préférence à produire ceux dans le travail desquels il excelle, afin d'en échanger le surplus contre ceux à l'égard desquels d'autres nations l'excellent à leur tour.

La nouvelle secte d'écrivains Anglais dont je parle, et en tête desquels s'est distingué M. Spence, s'appuye sur ce que le commerce intérieur fait naître et crée des produits, tandis que le commerce extérieur ne procure, selon eux, que des *équivalens*. S'ils entendent par-là qu'aucune nation commerçante ne donne au dehors rien pour rien, leur découverte pourrait aussi bien s'appliquer au commerce du dedans: mais je crois avoir montré que toutes les nations qui s'échangent leurs produits, reçoivent *au delà* d'un équivalent; ou en d'autres termes, que chacune d'elles donne *moins* pour recevoir *plus*. Le cas si familier du profit que trouvent le boulanger, le charron, le tailleur et le cordonnier d'un village, à avoir recours à leur industrie réciproque, plutôt que de faire, chacun d'eux, ce que les trois autres font mieux et plus vite, s'applique tout aussi bien au profit que trouvent les nations à s'employer mutuellement. Il n'y a ici de différence que du petit au grand.

Ces mêmes écrivains posent encore en principe qu'un peuple peut devenir riche et très-riche, quoique privé de toutes communications au dehors.— Leur principe, tout incontestable quil soit, ne sert ici qu'à éluder la question qui consiste à savoir si l'Angle-

terre, la Russie, l'Allemagne, la France et l'Italie ne deviendront pas, et plus riches, et plus vite riches, en échangeant les travaux pour lesquels chacune d'elles a le plus d'aptitude, contre les travaux pour lesquels chacune des quatre autres en a davantage.

Encore si ces contempteurs du commerce étranger s'en fussent tenus là ! Mais dans le mépris qu'ils vouent à tout ce qui n'est pas transactions intérieures et domestiques, ils vont jusqu'à soutenir que le commerce de l'Angleterre au dehors ne l'a point enrichie, qu'elle n'a rien gagné à le poursuivre et ne perdra rien à y renoncer :—(1) assertion suffisamment con-

---

1) " The wealth we derive from it is *nothing*; the utility of, " by far, the greater part of it, is to be resolved into its power of " procuring for us certain luxuries which we could do very well " without, and in exchange for which we give much more valua- " ble necessaries. Consequently our riches, our greatness and " our happiness are independent of it. . . . Whatever a nation im- " ports it pays an *equivalent* for, to the country of which it is " purchased. . . . A transfer then, not a creation of wealth has " taken place; whatever one gains, the other loses, and the " national wealth is just the same. . . . . No riches no in- " crease of national wealth can, in any case, be derived from " commerce of import. And although national wealth may, in " some cases, be derived from commerce of export, yet Britain, " in consequence of particular circumstances, has not derived, nor " does derive, from this branch of commerce, any portion of her " national wealth. &c. &c."—*Britain independant of Commerce by William Spence, F. L. G. Third edition.*

Telle est la nouvelle doctrine qu'on propage ajourd'hui dans la patrie d'Adam Smith? Certes, c'est grand dommage que l'Em-

tredite par l'accroissement prodigieux de ses richesses en tout genre; effets mobiliers, instrumens de travail, défrichemens, clôtures, plantations, caisses d'escompte, fonds d'assurances, routes de terre et d'eau, navires, magazins, chantiers, maisons, bestiaux, &c. &c. Or voici le fait remarquable. Cette foule de créations nouvelles, qui toutes attestent et constituent la richesse, datent, pour la plûpart, de l'avènement du Roi actuel au trône; époque du grand essor que prirent ses sujets vers la carrière commerciale.

Il faudrait s'aveugler à dessein pour ne pas voir que la cause première de tant de rapides créations tient au perfectionnement introduit dans les procédés des arts utiles; perfectionnement tel que les subsistances et les vêtemens d'une famille Anglaise ne coûtent guère aujourd'hui plus de la moitié du travail que coûtaient la même quantité de vêtemens et de subsistances il y a cent ans. D'où s'en suit;—qu'à égalité de travail, cette nation recueille environ le double de produits;—que ces produits, ainsi multipliés, sont à la portée d'un beaucoup plus grand nombre de classes;—que tout en augmentant leurs consomma-

---

pereur Français n'ait pas connu cet écrit à tems, pour en faire le *Considérant* de son décret de Berlin. Voilà néanmoins comment les extrêmes se touchent. Voilà à quel point le patriotisme peut égarer des hommes d'ailleurs éclairés; car M. Spence est certainement de ce nombre.

tions à mesure que leurs travaux sont devenus plus efficaces, c'est-à-dire plus productifs, ces classes peuvent, chacune dans sa sphère, mettre d'année en année, une plus grande partie de travail en réserve afin de faciliter et abréger toujours davantage le travail des années suivantes ;— qu'enfin cette économie redoublée dans le travail, et cette reproduction toujours plus active, sont principalement dues au commerce extérieur, qui pousse, dans l'intérieur, les classes laborieuses à perfectionner, à qui mieux mieux, les instrumens du travail ; certaines qu'elles sont, de ne point manquer de débouchés pour en débiter le produit au dehors s'il excède les besoins du dedans.

Recapitulons les avantages que les détracteurs du commerce étranger lui contestent, et que le célèbre A. Smith a plutôt indiqués que développés ; tant il lui paraissait superflu d'y insister, après l'avoir signalé comme le grand promoteur de la division du travail (2).

*Premier Avantage.*—Il épie constamment les besoins des nations, pour aller chercher chez les unes ce qu'elles ont de trop, afin de le porter chez celles qui n'en ont pas assez. Il ouvre à chacune d'elles la faculté de s'adonner au genre de travaux dans lesquels elle surpasse les autres, pour en échanger l'excédant, soit contre les produits ruraux que lui refuse son climat, soit contre les produits industriels dans le

(2) Chap. 1er. du Liv. IV.

travail desquels l'industrie des autres peuples surpasse la sienne ; d'où resulte :—en premier lieu, une plus grande création des produits du dedans ainsi qu'une plus grande consommation de ceux du dehors ;—en second lieu, qu'une quantité donnée de travail assure aux consommateurs et aux producteurs, non seulement une quantité additionnelle de jouissances ; mais des jouissances toujours plus variées et moins coûteuses. En faisant ainsi participer chacune des quatre parties du monde aux productions et à la prospérité des trois autres, le commerce les unit par le lien puissant de l'intérêt et les civilise de plus en plus, en leur rendant commune toute découverte que font les arts utiles pour ajouter aux aisances, aux commodités et au bien-être de la vie.

*Second Avantage.*—Le commerce active chez toute nation exportatrice, non-seulement le travail dont elle exporte les produits ; mais aussi le travail dont elle ne les exporte point : voici comment. A mesure que s'accroissent ses exportations, la classe qui s'en occuppe, y trouvant un emploi toujours plus sûr et plus lucratif, est de jour en jour, mieux logée, mieux meublée, mieux vêtue et mieux nourrie. Or, les autres classes qui la nourrissent, l'habillent et la meublent, y trouvant, à leur tour, un emploi plus sûr et plus lucratif ; il en resulte un accroissement insensible mais continuel de reproductions et de consommations intérieures, dont le mouvement se fait sentir jusqu'aux extrémités de l'échelle des travaux mêmes, qui semblent n'avoir aucune connexion avec

le commerce extérieur. Voilà pourquoi il a été et sera toujours une prime en faveur de l'agriculture, ainsi qu'une source d'enrichissement pour les peuples auxquels leur position géographique et leur système social permettront de se vouer de préférence aux travaux où ils excellent (3). Jetez les yeux sur

---

(3) Ce principe, comme presque tous les principes généraux, est cependant susceptible de diverses exceptions, selon les localités d'un pays.

Par exemple ; bien que les mines de charbon et de fer que possède l'Angleterre, lui donnent, pour la fonte des canons et des boulets, un tel avantage sur les Français que ceux-ci se les procureraient à moins de travail et de frais, en les achetant avec leurs vins ou leurs grains ; rien ne serait plus insensé que de se mettre, pour un besoin de ce genre, dans la dépendance d'une nation rivale. En cas pareil, aucun sacrifice ne doit être considéré comme trop coûteux.

Autre exemple : l'Electorat de Saxe étant le pays de l'Allemagne dont le sol sablonneux se prête le moins à la culture du froment, et dont les habitans sont le plus avancés vers les arts industriels ; ils auraient trouvé un avantage marqué à tirer leurs grains de Pologne, contre leurs toiles de lin et leurs lainages. Mais ce peuple étant situé entre deux voisins puissans qui le cernaient de tous côtés, et qui, d'un moment à l'autre, pouvaient lui refuser l'extraction de leur froment ; il devait, coûte qui coûte, faire tous les sacrifices nécessaires pour se mettre à l'abri de cette dépendance. Ce n'est qu'après avoir assuré ses moyens de subsistance et de défense, qu'un Etat doit et peut songer à ceux de multiplier ses jouissances.

Et ceci explique d'avance, pourquoi, (sans dévier néanmoins des principes dévéloppés ci-dessus) l'Angleterre doit adopter de nouveaux erremens et modifier son système rural et commercial

les Pays Bas et la Toscane. Si leur aisance contraste avec la pauvreté de leurs voisins, c'est que la population qui y habite, vit encore sur les anciens profits d'un commerce qui n'existe plus ; c'est que l'essor qu'il donna chez elle aux arts utiles n'a point pu s'arrêter tout à fait. L'engrais qu'il versa sur les terres s'apperçoit encore après trois siècles d'interruption; et les ennemis de la Grande Bretagne s'étaient flattés de la ruiner de fond en comble en gênant, pendant quelques années, l'une des branches de son commerce ! Etrange infatuation !

*Troisième Avantage.*—Le commerce extérieur est l'une des sources les plus abondantes du revenu public. Quiconque généralise assez ses idées pour ne voir dans l'argent, que la mesure, le signe, le dénominateur, et en quelque manière, le simulacre des richesses, se convaincra bientôt que ce qu'on appelle

---

par rapport, soit à la culture, soit à l'importation des fromens, des avoines, des chanvres et du lin. Depuis que tous les peuples qui jusqu'ici avaient couvert régulièrement son déficit dans ces productions rurales, se sont ligués pour lui refuser l'excédant qu'ils en ont, elle ne peut plus hésiter. Cette ligue universelle, dont il fallait avoir été témoin pour la croire possible, se dissoudra sans doute ; mais puisqu'elle a eu lieu, l'espoir d'affamer les Isles Britanniques pourra la faire renaître encore. Il ne leur est donc plus permis de s'exposer de nouveau à être prises au dépourvu, et dûssent-elles faire (ce qui n'est point le cas) des sacrifices coûteux pour recueillir elles-mêmes des grains en suffisance ; c'est là une obligation que leur impose désormais le succès de la confédération proposée, il y a huit ans, par M. Hauterive.

le *revenu imposable* d'une nation, ou la somme de ses *facultés contributives*, se réduit, en dernière analyse, à la SOMME DU TRAVAIL qu'elle peut consacrer aux besoins de son Gouvernement après avoir satisfait aux siens propres. Mieux les travaux y sont distribués, divisés et organisés, de manière à pouvoir, chaque année, produire au dedans davantage en moins de tems et avec moins de bras, afin d'échanger au dehors un plus grand excédant de ces productions, contre des productions qui auraient coûté davantage de tems et occupé davantage de bras ; enfin plus ces échanges accroîtront chaque année la masse des unes et des autres, plus sera grande aussi la part que pourra s'en approprier le Gouvernement. Toute l'histoire dépose de ce fait.

Si en passant ainsi en revue les principaux avantages du commerce, je me suis abstenu d'y inclure l'accumulation des métaux précieux; c'est qu'elle est de minime importance, quoique MM. Necker, de Calonne et la plupart des administrateurs Français, à l'exception de M. Turgot, y aient exclusivement ramené tous les autres. L'avantage majeur, celui qui devrait toujours fixer les regards d'une administration éclairée, sera l'accroissement ou le décroissement des échanges au dehors, dont la réaction sur les travaux du dedans est infaillible. Par exemple ; bien que la Grande Bretagne exporte et importe annuellement pour environ cent et huit millions Sterling de marchandises ou denrées, dont elle envoye pour 58 millions et reçoit pour 50; ce qui lui laisse, (à

ce qu'on croit,) une *créance* de 8 millions à réclamer; je n'hésite pas à dire que ce peuple marchera plus vite encore vers le travail, et par conséquent vers les richesses, s'il réussit à étendre son commerce au point d'expédier pour 75 millions de ses produits, tout en recevant pour une somme égale de produits étrangers. Ce nouvel état de choses le laisserait, à la vérité, sans balance quelconque en argent; mais il lui vaudrait une balance la moitié plus considérable en travaux. Or il faut toujours en revenir à ce principe:—Le prix vénal que reçoivent les peuples commerçans pour leurs exportations, ou qu'ils payent pour leurs importations, n'en est que la valeur *nominale.* Leur valeur *réelle* dépend de la quantité comparative de travail qu'ont coûté les premières et qu'auraient coûté les secondes. L'économie de travaux due à ces échanges, enrichit tout autrement l'Angleterre que les métaux précieux, d'après l'acquisition desquels, certaines personnes calculent son gain.

Moins j'ai cherché, Monsieur, à vous dissimuler les divers avantages dont elle est redevable au commerce extérieur; plus vous devez croire qu'il me serait difficile de nier les dommages qu'a dû lui causer son interruption soudaine. Je les nie néanmoins, et par une raison bien simple;—parce qu'en dépit de tous les décrets sous lesquels devait s'anéantir son commerce, il a plutôt augmenté que diminué.

J'avais eu ma bonne part d'alarmes à ce sujet, et quoique j'en sois revenu, je persiste à croire qu'elles se seraient réalisées, du moins en partie, si dans le

tems même où le Gouvernement Français prenait des mesures si violentes pour lui fermer les marchés de l'Europe, il n'en avait pas pris de plus violentes encore pour lui ouvrir ceux de l'Amérique méridionale. Son incursion dans la péninsule Espagnole ayant brisé tout à coup les chaînes du monopole auquel étaient soumis le Pérou, le Mexique et le Brésil; ces trois vastes colonies, déjà très-riches, quoique très en arrières dans ceux des arts utiles où la Grande Bretagne est le plus avancée, lui ont adressé leurs demandes à l'époque même où l'Europe cessait les siennes. Grâce à cet événement inattendu, le vide dont son commerce était menacé a été rempli et au delà.

Ouvrez le dernier registre soumis à la Chambre des Communes par l'Inspecteur Général des douanes; vous y verrez que pendant le cours de l'année 1808, les exportations, en *marchandises Britanniques*, se sont élevées à £40,881,671 sterling, valeur *réelle*, et ont surpassé celles de l'année précédente.

Elles sont, à la vérité, restées au-dessous de celles de 1806 qui excédèrent celles de 1805 et s'élevèrent à £43,242,176. Mais comme le montant plus au moins haut des exportations d'une année, prise isolément, peut tenir à des causes purement accidentelles, telles que l'arrivée accélérée d'une flotte ou le départ retardé de telle autre; il convient de prendre ici la *moyenne* des cinq années depuis le renouvellement de la guerre, moyenne qui laisse toujours l'avantage aux exportations de 1808.

Et cette comparaison des exportations, d'après

le prix courant des marchandises, ou ce qu'on appelle valeurs *réelles*, serait encore un guide incertain; puisqu'à l'aide d'une hausse rapide dans les valeurs, il pourrait arriver qu'une moindre quantité de produits eût été enregistrée en 1808, pour un plus haut prix que ne le fût une plus grande quantité en 1807. C'est donc la quantité *effective* et non la valeur *vénale* des produits exportés, à la recherche de laquelle il s'agit surtout d'aller.

Voilà pourquoi je me servirai de préférence de la valeur appelée *officielle*, valeur qui n'a point varié depuis un siècle où l'on commença à enregistrer les exportations et les importations, d'après un tarif qui est resté constamment le même, quoique l'intervalle ait suffi pour bouleverser tellement les prix que celui du café, par exemple, a baissé de moitié, tandis que celui de la plûpart des autres produits a plus que doublé en certains cas, et a haussé, en général, de 75 à 80 pour Cent. Mais n'importe; cette évaluation *officielle*, quoique fautive, étant toujours la même, le registre d'une année, comparé à celui de telle autre, est une indication certaine des quantités croissantes ou décroissantes de chaque article exporté ou importé.

La moyenne des EXPORTATIONS en manufactures Britanniques ayant été de £24,753,252, valeur *officielle*, pour les cinq années 1803, 4, 5, 6 et 7; et cette même valeur *officielle* étant de £26,692,288 pour l'année 1808; il en résulte, depuis le blocus, un

accroissement de £1,939,036 (4); ce qui indique, non l'accroissement des valeurs reçues, mais celui des quantités exportées.

Prenant désormais pour unique points de comparaison, l'année 1806 antérieure au blocus, et l'année 1808, où il a eu tout l'effet qu'on peut en attendre; je trouve ensuite que les IMPORTATIONS ont diminué dans le rapport de 250 à 237; ce qui, dans ma façon de voir, serait un événement fâcheux, et très-fâcheux, s'il n'était pas dû, en partie, à ce que cette

---

(4) Il s'était glissé dans la première édition Française, page 21, lignes 26, 28 et 30, une erreur typographique qui atténuait de près de moitié cet accroissement qu'on peut vérifier sur le relevé ci après.

| | | Valeur *officielle.* |
|---|---|---|
| | 1803— | £22,252,027 |
| EXPORTATIONS | 1804— | 23,935,703 |
| de manufactures | 1805— | 25,004,337 |
| Britanniques. | 1806— | 27,402,685 |
| | 1807— | 25,171,422 |
| TOTAL..... | | £123,766,264 |
| *Moyenne* des cinq années de guerre..... | | £24,753,252 |
| *Exportations* de l'année 1808..... | | 26,692,288 |
| *Différence en plus*, depuis que le blocus a eu son effet. | | £1,939,036 |

Par une méprise d'un autre genre, mais qui avait le même effet; le produit des six principales taxes indiquées page 28, s'y trouvait atténué de tout le montant des droits additionnels de guerre qui auraient dus y être ajoutés.

île a réussi à recueillir au dedans, les quatre cinquièmes des grains qu'elle tirait du dehors. Mais aux yeux des adversaires de la Grande Bretagne, qui aspirent à ne rien importer et à beaucoup exporter, cet événement devrait achever de confondre leurs espérances ; puisque d'un côté, elle a moins acheté, et que de l'autre, elle a vendu davantage (5).

---

(5) Les trois articles d'EXPORTATIONS, dont la vente a le plus décliné, de 1806 à 1808, sont :

Les cotons filés, dans le rapport de 85 à 57,
Les sucres raffinés, idem . . . 11 à 9,
Les étoffes de laine, . . . . . 62 à 48,

Mais d'un autre côté, la vente des toiles de lin a augmenté de 80 à 87, et celle des étoffes de coton de 9 à 12 ; chose bien remarquable à une époque où le marché de l'Europe leur a été, pour ainsi dire, hermétiquement fermé ! Or, cet accroissement dans l'exportation des cotons tissus, compense le décroissement qui a eu lieu dans celle des cotons filés, et bien au delà ; parce que le premier a porté sur une vente, qui de £9,896,616, s'est élevée à £12,835,803, valeur *officielle* ; et le second, sur une vente de £854,409, laquelle n'a diminué que d'environ trois cent mille Livres, tandis que l'autre a augmenté de près de trois millions. C'est à dire, que depuis les décrets de la France, ses sujets ou ses alliés ont reçu tricotés, tissus, brochés, ou brodés, les cotons que l'Angleterre leur vendait auparavant *en fils* et dont ils lui ont payé une somme *dix* fois plus forte.

Indépendamment de ces ventes qui n'ont rapport qu'aux marchandises manufacturées dans l'île, et qui comprennent les sucres raffinés, mais non les sucres bruts ; on tient un registre à part des exportations en marchandises étrangères, com-

Dès qu'il est une fois bien constaté que ses ventes au dehors se sont accrues, loin de décroître;

---

merce de *transit* ou *d'entremise (the carrying trade)* auquel on attache peut-être, ici comme en Amérique, trop d'importance, puisqu'il n'employe que les marchands, les navigateurs, constructeurs et approvisionneurs de navires.

Ce commerce consiste, entr'autres, à porter aux autres nations, les cafés de St. Domingue ;—les sucres des Isles Anglaises ou colonies conquises ;—les épiceries, mousselines, salpêtres et indigos de l'Inde ;—les thés, soies et nankins de Chine ;—les tabacs de Virginie ;—les toiles de Russie et d'Allemagne, &c. &c.

Cette branche d'exportations a déchu dans le rapport de 91 à 78, déchet que j'évalue, par apperçu, à près de deux millions sterling. Quoique l'Angleterre ne fasse, sur celles-ci, d'autre bénéfice que celui du frêt, de l'assurance et de la commission : le décroissement de ces ventes balance, ou à peu près, l'accroissement qui a lieu dans celles de ses propres manufactures ; ensorte qu'en partant de là, son commerce peut être considéré comme étant resté *stationnaire* en 1808.

Le déchet dans le débit des marchandises étrangères au dehors, a porté principalement.

| | |
|---|---|
| Sur celui du café, diminué ..... | de 30 à 18 |
| de l'indigo, idem ..... | 57 à 32 |
| des tabacs ..... | 16 à 12 |
| des toiles de Russie et d'Allemagne.. | 11 à 8 |

Mais en revanche, les deux articles dont la vente a le plus augmenté, sont les poissons salés de Terre-Neuve, qui me sembleraient devoir être classés parmi les produits des manufactures Britanniques, et dont le débit s'est accru de 11 à 30 ;—le rum, de 21 à 34 ;—et les sucres bruts de 68 à 78.

Quant aux IMPORTATIONS ; leur déchet a principalement porté sur les grains et farines, dont l'extraction a déchu de 54 à 14

vous ne devez plus être surpris, Monsieur, si ses revenus et son crédit public ont échappé au coup dont la France avoit cru frapper son commerce, qu'elle considérait comme leur unique *point d'appui.* Ses espérances, ainsi que vos craintes, tenaient à un contingent futur qui n'a point eu lieu et n'était qu'un épouvantail.

---

| | |
|---|---|
| Sur les tabacs, idem..... | de 22 à 7 |
| Sur les lins, ..... | 69 à 40 |
| Sur la graine de lin, ..... | 11 à 6 |
| Sur les chanvres, ..... | 61 à 21 |
| Sur les suifs, ..... | 56 à 14 |
| Sur les soies d'Europe, ..... | 82 à 24 |
| Sur le bois de charpente, ..... | 12 à 6 |
| Sur le coton en laine, ..... | 19 à 13 |
| Sur les laines, ..... | 36 à 12 |
| Sur les toiles de Russie et d'Allemagne, .. | 31 à 6 |

Il est essentiel d'observer que ce déchet dans les importations de la Grande Bretagne, en grains, suifs et lins, aurait été tout autrement considérable qu'il ne paraît d'après ce relevé, si les Irlandais n'eussent pas suppléé aux ventes qu'on lui refusait, en envoyant ces trois articles en beaucoup plus grande quantité qu'avant le blocus, surtout les avoines, ainsi que les lins bruts et filés; articles qui néanmoins figurent ci-dessus, comme venant de l'étranger. Depuis le blocus, les exportations de l'Irlande entrent pour un cinquième dans les importations de la Grande Bretagne, et *vice-versa,* les exportations de celle-ci entrent pour près de moitié dans les importations de l'autre. Si donc l'on veut ne point s'exagérer l'étendue du commerce extérieur des Isles Britanniques, il faut en séparer celui que font entr'elles les deux îles et qui n'est réellement qu'une branche de leur commerce intérieur et domestique.

Veuilliez maintenant rapprocher le rapport officiel ci-dessus, de cet autre rapport que M. Gaudin, ministre des finances Françaises, présenta à l'Empereur son maître, le 19 septembre 1807, en lui soumettant ses comptes de l'année.

" Il est impossible que l'Europe ne reconnaisse " pas aujourd'hui que les changemens, que le génie " de V. M. vient d'opérer (le décret qui déclarait les Isles Britanniques en état de blocus), renver- " sent le fondement unique de l'ancienne puis- " sance du Gouvernement Anglais : car on ne " saurait nier qu'une telle révolution n'a jamais pu " entrer dans le calcul des chances que ce Gouver- " nement a pu se croire dans le cas de redouter. " Aucun politique n'a jamais pu supposer ou pré- " voir qu'il arriverait une époque à laquelle les " aigles Françaises planant sur les embouchures de " l'Ems, du Veser et de l'Elbe, écarteraient de " l'Europe continentale les produits de l'industrie " Anglaise ; à laquelle la France, délivrée de toutes " les rivalités, de toutes les jalousies, pourrait di- " riger tous les moyens d'une confédération puis- " sante contre la seule Angleterre réduite à ses pro- " pres forces ; l'obliger, en la menaçant chez elle, " à *dépeupler* ses manufactures pour recruter une " armée toujours impuissante pour sa défense ; *trou-* " *bler son commerce dans toutes les parties du monde* " *et lui ravir par là, tout à la fois, et le gage du* " *passé et les espérances de l'avenir.*

" Aujourd'hui, tout prestige cesse, toute illu-

" sion est détruite. Le secret de la force de l'An-
" gleterre est bien connu. Sa situation peut donc
" être jugée par tout le monde, et son système de
" finances, habilement organisé, sans doute, d'après
" des circonstances sur la durée desquelles elle s'était
" crue autorisée à compter, *s'écroule évidemment*
" avec le *point d'appui* sur lequel il reposait ; le
" commerce exclusif de l'univers favorisé par l'em-
" brasement périodique du Continent ..... Le sort
" de l'Angleterre devient donc facile à prévoir.....
" Déjà surchargée d'impôts, elle a été encore forcée
" d'ajouter un nouvel emprunt de 400 millions à
" la dette immense sous le poids de laquelle elle
" doit, si elle s'aveugle plus long-temps, *succomber*
" *bientôt*, en consommant la ruine de tous ceux
" qui séduits par de trompeuses apparences, auront
" eu l'imprudence de lui confier leurs capitaux.....
" Ces réflexions, Sire, m'ont paru n'être pas étran-
" gères au compte que j'ai à rendre à V. M. de
" l'administration des finances en 1806."

Comparons ces prophéties avec leur accomplissement, en prenant toujours pour point de départ, l'année 1806, que les ennemis de l'Angleterre envisageaient comme le zénith de ses finances, de son commerce et de son crédit ; comme l'époque, à dater de laquelle, ce triple édifice devait *évidemment s'écrouler*. Voici les faits : ils sont parlans.

| | Douanes. | Excise. | Timbre. | Total net des Recettes. |
|---|---|---|---|---|
| 1806. Année antérieure au blocus. | Revenu *brut.* | Revenu *brut.* | Revenu *brut.* | |
| | £ 12,769,243 | 25,338,927 | 4,586,690 | 56,902,099 |
| 1808. Année où il a eu tout son effet. | 12,337,315 | 26,769,013 | 4,969,424 | 60,354,782 (6) |

Intérêt des Emprunts.

1806 —— £4 19s 7d. pour Cent.
1808 —— 4 14 6½

(6) Cette augmentation est due, en grande partie, à des impôts additionnels : mais il n'en est pas moins vrai que le produit des anciennes taxes à continué à s'accoître à côté des nouvelles !

Dans les derniers comptes rendus, le total *net* des contributions et revenus de 1808 est porté plus haut et s'élève à £63,026,183.—Mais on y insère, pour la régularisation des dépenses, quelques sommes qui n'appartiennent qu'indirectement aux revenus de la Grande Bretagne, entr'autres celles que fait passer l'Echiquier de Dublin pour cette partie de la dette Irlandaise qu'elle a garantie.

Afin de mieux éviter ces doubles emplois, l'article ci-dessus a été transcrit des résolutions de finance proposées par M. Vansittart dans la dernière session.

| | |
|---|---|
| Revenus ordinaires | £39,914,186 |
| Recettes accidentelles | 148,183 |
| Taxes de guerre, votées pour | 20,000,000 |
| Loterie | 292,413 |
| Total *net*, en 1808 | £60,354,782 |

Em-

Cette baisse de l'intérêt présente un fait inconnu dans les annales de la finance Anglaise et absolument inverse de ce qui avait eu lieu dans toutes les autre guerres, où l'emprunt de chaque nouvelle campagne avait presque toujours coûté un peu plus cher que celui de la campagne précédente. Dans la guerre actuelle, qui devait donner le coup de grâce au crédit du Gouvernement Britannique et l'empêcher de trouver de nouvelles dupes, *assez imprudentes pour lui confier leurs capitaux,* il a eu le secret de leur en soutirer d'année en année davantage, en leur dictant des conditions toujours un peu plus dures ! Pour mieux en juger, il faut remonter à l'emprunt de 1804 et descendre à celui de 1809. Mais avant tout, il faut comparer ce décroissement marqué de l'intérêt, avec l'accroissement non moins marqué qui s'était manifesté vers le milieu des deux dernières guerres.

Emprunts de

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1777 | £4 | 5 | 2 prCent. | 1796 | £4 | 12 | 2 prCent. |
| 1778 | 4 | 18 | 7 | 1797 | 5 | 14 | 1 |
| 1779 | 5 | 18 | 10 | 1798 | 6 | 6 | 10 |

| | |
|---|---|
| Ci contre | £60,354,782 |
| Emprunt, l'escompte déduit | £11,965,669 |
| Billets de l'échiquier fondés | 4,000,000 |
| Avances par la Banque | 3,500,000 |
| | £75,820,451 |

| Emprunts de | | | |
|---|---|---|---|
| 1804 | £5 | 9 | 2¼ pour Cent. |
| 1805 | — 5 | 3 | 2¼ |
| 1806 | — 4 | 19 | 7 |
| 1807 | — 4 | 14 | 7 |
| 1808 | — 4 | 14 | 6½ |
| 1809 | — 4 | 12 | 10 (7) |

Si Bonaparte se fut abstenu de l'invasion de l'Espagne, je ne doute guère que le commerce Anglais n'eut diminué, quoiqu'à un degré moindre que ne l'annonçaient ses ministres en lui ouvrant le grand livre de l'avenir : mais il aurait fallu bien du tems pour que le crédit et le revenu publics en eussent éprouvé les atteintes d'une manière sensible. Ce dernier dépend sans doute des exportations, en ce qu'elles activent et enrichissent la classe qui y travaille : mais les principales recettes du fisc Britannique dépendent surtout des importations, ou plutôt des consommations en bières, liqueurs spiritueuses, thés, sucres, vins,

(7) Il est cependant juste d'observer que pendant les deux précédentes guerres, le taux des emprunts retomba un peu, à mesure que parut s'approcher l'époque de la paix. Celui de 1780 fut fait à £5, 16*s.* 8*d.* et celui de 1799 à £5, 5*s.* Mais la guerre actuelle est la seule où l'intérêt ait été constamment en diminuant, à dater de l'année 1804.

Les deux premières colonnes ci-dessus, sont tirées de l'écrit intitulé : *The terms of all loans :* by J. J. Grellier, 1799.

sels, tabacs, &c. &c.(8). Or, il faut bien des années de déclin avant de réduire les consommations habituelles d'un peuple. Voyez la Hollande où elles se soutiennent, à peu près, à leur ancien taux, quoiqu'elle ait, pour ainsi dire, perdu jusqu'au souvenir du commerce qui l'avait enrichie, et sur les anciens bénéfices duquel elle paye en-

---

(8) Voici le relevé de ce que ces sept articles ont produit en 1808.

| | |
|---|---|
| Les bières, la drêche et le houblon ; *brut*..... | £8,262,893 |
| Les thés, tant aux douanes qu'à l'excise ; *brut*.... | 4,120,455 |
| Les sucres ; *net*..... | 3,818,315 |
| Les liqueurs spiritueuses de manufactures Brit. *brut* | 2,757,802 |
| Les vins ; *net*..... | 2,186,401 |
| Le sel ; *brut*..... | 1,547,133 |
| Les tabacs ; *net*..... | 1,310,759 |

Telles sont les sept branches des revenus de la Grande-Bretagne qu'on peut envisager comme leur principal *point d'appui*. La seule que pouvaient donc atteindre les décrets lancés contre son commerce, était celle des Douanes et de l'Excise, par la diminution des droits sur les suifs, bois, soies, et quelques autres articles reçus en moindre quantité qu'avant le blocus. Aussi le produit de ces droits a-t-il éprouvé un déchet assez considérable. Quoiqu'il ait été couvert en partie par le timbre, qui a rapporté £382,534 de plus qu'en 1806, il en est cependant résulté une différence en moins, de £358,172 dans le grand total des recettes du fond consolidé, d'après l'évaluation présumée du Budjet. C'est au Gouvernement Français à prononcer, si ce *déficit;* car c'en est un, répond à sa prophétie que les finances de l'Angleterre allaient *évidemment s'écrouler* sous le poids du blocus continental. Mais c'est surtout au peuple Russe à calculer si ce déficit, quand il eût été double, décuple ou centuple, serait une compensation du déficit de 30 à 40 millions de roubles qui a eu lieu dans ses ventes au-dehors.

core d'énormes tributs. Le produit de la principale taxe directe *(the property tax)*, qui correspond à ce qu'on appelait en France, les *deux vingtièmes*, s'est accru en 1807, et d'une manière plus notable encore en 1808, où il s'est élevé *net*, à £11,120,131. Quant aux taxes indirectes ; elles sont si peu en train de décheoir, que depuis une vingtaine d'années, durant lesquelles on a doublé les droits sur le sucre, la consommation annuelle s'est accrue, peu à peu, de 1,200,000 quintaux à 2,800,000 ; accroissement qui est de 4 à 500 mille quintaux depuis le renouvellement de la guerre, et qui prouve, entr'autres, un accroissement général d'aisance chez les classes inférieures.

Si les ministres Français avaient pris la peine de remonter ainsi aux principales sources des recettes du fisc de l'Angleterre, ils se seraient convaincus que le coup dont ils menaçaient son commerce, en admettant qu'ils eussent réussi à le porter, n'aurait atteint ses finances qu'à la longue. Cela seul les eût tenus en garde contre cette autre erreur, transmise par l'ancien régime au nouveau ;—que si les revenus du Gouvernement Anglais venaient une fois à péricliter, il se trouverait, d'un moment à l'autre, dans l'impossibilité de continuer ses dépenses de guerre, et par cela même dans l'obligation d'implorer la paix.—Comment n'ont-ils pas vu, ou n'ont-ils pas voulu voir, que si, par impossible, au lieu d'augmenter de trois à quatre millions, ce revenu eût diminué

d'autant ; il aurait été tout aussi facile à M. Perceval d'en emprunter, cette année, *dix-huit*, que d'en emprunter *onze ?*

J'attribue encore, en grande partie, les décrets du Gouvernement Français et les espérances dont il s'est si long-tems bercé, à une autre méprise qui lui a été commune avec la plûpart des Gouvernemens du nord de l'Europe. Chacun d'eux envisage son pays, comme fournissant, par ses vastes achats, le suc nourricier du commerce Britannique; tandis que les achats de l'Europe n'en nourrissent qu'une branche : branche productive sans doute ; mais malgré l'amputation de laquelle l'arbre continuerait à fructifier. La position géographique de l'Angleterre et la supériorité décidée de sa marine lui assurent l'heureuse facilité de remplacer un marché qui se ferme, par un autre qui s'ouvre. Vous ne devineriez jamais, par exemple, où elle expédie en ce moment des sucres rafinés, et où la Jamaïque envoye des sucres bruts . . . A St. Domingue, où, depuis qu'on leur enleva Toussaint, les nègres ont renoncé à la culture de la canne comme trop pénible, pour celle du café qui ne l'est nullement, et dont ils ne savent que faire, tant ils en recueillent ! Croiriez-vous que les seules îles de l'archipel Américain prennent aujourd'hui huit ou neuf fois plus d'objets des manufactures de ce pays que n'en prit la France, après le traité de commerce qui l'en avait

*inondée*, disait-elle (9)? Croiriez-vous que les habitans de Manchester commençent à envoyer leurs mousselines grossières dans l'Inde, et ceux d'Etruria de la porcelaine commune à la Chine, où le prix de la main d'œuvre est si bas? A la vérité, ce ne sont encore là que des essais; mais ces essais des navigateurs et des marchands Anglais suffisent pour juger si l'on a *troublé leur commerce dans toutes les parties du monde*, comme le prophétisait M. Gaudin. Ils vous expliquent pourquoi l'ouverture de nouveaux débouchés a si exactement correspondu avec la clôture des anciens, et comment les manufactures Britanniques, au lieu de se *décourager* et de se *dépeupler*, ont réussi à donner un nouvel emploi à leur capital ainsi qu'un nouveau cours à leurs travaux et à leurs expéditions. Je ne prétends point nier que quelques ateliers n'aient souffert; mais tandis que ceux-ci assaillaient le Parlement de leurs cris, d'autres ont prospéré en silence; et à tout prendre, l'Angle-

(9) La valeur *réelle* des manufactures Britanniques qu'achetait alors la France, se borna à environ £1,250,000 st. En 1808, la valeur *réelle* des mêmes manufactures exportées aux îles et colonies de l'archipel Américain, s'est élévé à £10,461,564. Encore cette somme ne comprend-elle point les importations faites directement d'Irlande, et qui, tant en toiles, qu'en produits ruraux, peuvent s'estimer à deux ou trois millions sterling.

Au reste, il est vraisemblable et même certain, que ces îles ne consomment point à elles seules tous ces achats. Elles sont le dépôt où le Continent Américain fait une partie des siens.

terre s'est peu ou point ressentie de la perte de son commerce avec le Continent Européen. N'allez cependant pas en inférer qu'on se félicite ici de cette perte. S'il est une vérité palpable ; c'est que pour les Isles Britanniques, comme pour l'Europe continentale, ce commerce était le plus avantageux, en raison de la proximité du théâtre des échanges et de la rapidité des retours.

Après vous avoir prouvé arithmétiquement que le débit des manufactures, prises en masse, s'est soutenu sur le même pied et s'est même accru ; il me reste encore à répondre à cette question que vous m'adressez :—Jusqu'à quel point le peuple Anglais a-t-il souffert de la clôture subite du grand marché Européen, où il s'approvisonnait de tant et tant d'articles dont il avait contracté l'habitude, et dont le besoin doit s'être fait sentir dans la plûpart de ses ateliers et de ses familles (10) ?

Ici, je manque de faits positifs et ne puis vous répondre que par des conjectures. Etait-il approvisionné en surabondance des produits dont l'Eu-

---

(10) Les registres constatent qu'en 1805, ses achats en productions du *nord* de l'Europe, s'élevèrent à..... £5,939,048
et ceux en productions du *midi* de l'Europe, à..... 2,974,249

£8,913,297

Et cette valeur *officielle* correspondait à £19,299,316, valeur *réelle*, dont la Russie seule fournissait vraisemblablement e tiers ou tout au moins le quart.

rope et l'Amérique lui ont, tout à coup, interdit l'achat ? leur renchérissement a-t-il favorisé la contrebande du dehors, ou introduit une plus grande économie dans l'emploi de ces produits au dedans ? ou a-t-on réussi à y suppléer par d'autres, ainsi qu'à se les procurer, soit ici, soit en Irlande, soit ailleurs ? J'ignore laquelle de ces causes a été prépondérante ; mais elles ont toutes concouru à détourner le coup ; et ce qui paraît à peu près avéré, c'est que l'Angleterre n'a manqué de rien, quoique ses importations ayent diminué d'environ *un douzième*, et que certains articles ayent considérablement renchéri.

Deux des plus vives inquiétudes étaient de savoir où se défaire des sucres dont l'excédant s'élève à près d'un million de quintaux, et où se procurer les deux à trois millions de quintaux de grains que l'Europe envoyait annuellement en retour, et qui remplaçaient une quantité d'orge à peu près égale, employée ici par les distilleries, pour en tirer des eaux-de-vie. Le sucre y étant tout aussi propre et fournissant une quantité de liqueur deux ou trois fois plus forte, le Parlement a ordonné de le substituer aux grains pour la distillation des liqueurs spiritueuses ; ce qui a eu le triple effet,—de débarrasser ce pays d'une partie du surplus des sucres que vous refusez de lui acheter,—de couvrir en entier le déficit des grains que vous refusez de lui vendre,—et de relever un peu la valeur vénale du sucre et du rum, qui, depuis quelques années, ne remboursaient

plus aux planteurs leurs frais. Cette classe de propriétaires en a long-tems souffert ; mais elle ne doit s'en prendre qu'à son aveugle cupidité. Sans son opposition, la traite des nègres eût été abolie en 1789 : or, comme en ce cas, la Jamaïque et les Antilles auraient deux ou trois cent mille esclaves de moins, et que leurs produits n'excéderaient point les consommations du Royaume Uni ; le prix du sucre se serait soutenu à un taux suffisant pour que les planteurs eussent continué à s'enrichir au lieu de commencer à s'appauvrir. Afin de mieux venir à leur secours, l'Amirauté a interdit, à bord de la flotte, l'usage des eaux-de-vie de vin, pour revenir à celui du rum qui remplace déjà, en tout ou en partie, les deux millions de gallons d'eaux-de-vie et de genièvre qu'envoyaient annuellement la France et la Hollande (11).

On avait craint un moment que le manque de soies d'Italie ne suspendit celles des fabriques qui s'en servaient pour leurs tissus. Mais la nécessité les a forcées à organsiner, de leur mieux, la soie du Bengale et celle de la Chine dont elles sont sûres de ne jamais manquer et qui coûtent moins.

Quoique la difficulté de recevoir des laines d'Espagne ait sensiblement renchéri le drap superfin, la classe riche est la seule qui s'en habille, et si quelques individus se plaignent, ils méritent d'autant moins d'être écoutés que le drap de laine Anglaise est assez

(11) La consommation de la flotte en *rum*, a augmenté depuis le blocus, de 250 mille à 1,563 mille gallons.

beau et la moitié meilleur marché. D'ailleurs, les troupeaux Espagnols se naturalisent très-bien ici et sans rien perdre de la finesse de leurs laines. Le nombre des Mérinos, déjà considérable, va même tellement en croissant, que d'après des recherches, dont Sir Frédéric Eden a publié le résultat; en 1818, ou au plus tard en 1819, ils fourniront toutes les laines fines dont, jusqu'à ces dernières années, l'Angleterre avait acheté environ six à sept millions de livres pesant.

La grande consommation de viandes que fait ce peuple, ne suffisant point à ses besoins en peaux, en suifs, mais surtout en savons; on a invité les habitans du Brésil et de Buénos Ayrès à tirer parti des innombrables troupeaux qui errent dans leurs plaines. Leurs envois de suifs, quoiqu'ils aient bien réussi, n'ont cependant pas empêché que le prix des chandelles et du savon n'ait augmenté. S'il a baissé dernièrement, je l'attribue, à ce qu'on attend des chargemens plus considérables de l'Amérique méridionale, à ce que les classes pauvres auront appris à s'éclairer avec l'huile de baleine, et peut-être aussi à l'invention du gas carbonique, que plusieurs grands ateliers ont déjà substitué à la chandelle avec une économie notable. (12)

---

(12) Quoique cette invention remonte à une trentaine d'années, ce n'est qu'en 1807 qu'on a réussi à l'utiliser au point que la Chambre des Communes vient de publier les recherches d'un Comité nommé pour lui en faire son rapport. On y lit que plusieurs grands ateliers s'éclairent déjà avec le gas carbonique, et que M. G. Lee,

On avait craint de même que les fabricans de toiles, soit ici, soit en Irlande, ne manquassent de

---

entr'autres, se procure ainsi dans le sien une lumière égale à celle de 2,500 chandelles, et sujette à moins d'inconvéniens.

Six livres d'un charbon, dont le quintal ne coûte que 13½d, donnent, en le décomposant, autant de lumière qu'une livre de suif, et cette lumière ne coûte en réalité que l'intérêt de la somme déboursée pour l'achat des fourneaux, gazomètres et tubes. Voici pourquoi. Après sa décomposition, le charbon non calciné conserve, à peu de chose près, la même valeur qu'avant d'en avoir extrait le gas. Mais ce dernier n'est point, tant s'en faut, le seul produit qu'on en tire ; car à l'aide des mêmes procédés chimiques, on en obtient du goudron, de la résine et une espèce de térébenthine que les manufacturiers Anglais assurent être égales et même supérieures à celles de ces trois productions qu'ils tiraient du nord.

Il a déjà été question d'éclairer les rues de Londres avec ce fluide lumineux, en le promenant, comme l'eau, par des canaux souterrains qui auraient des embranchemens pour porter, à droite et à gauche, la lumière dans les maisons. De peur de créer un monopole et d'étouffer les entreprises particulières, la Chambre des Communes a refusé un acte d'incorporation aux actionnaires qui le sollicitaient. Mais si, comme on s'en flatte, on réussit à simplifier assez l'apparatus, pour que la première mise en fonds n'excède pas les moyens pécuniaires des petits ateliers ; grâce à ses inépuisables mines de charbon, voilà, jusqu'à la fin des siècles, l'Angleterre approvisionnée de goudron, de poix, de térébenthine et même de suif, du moins quant à ce qui concerne l'usage qu'on en fait pour s'éclairer. Au reste, comme la consommation du savon s'accroît et doit s'accroître encore parmi les habitans des deux îles, en proportion de leur enrichissement ; le peuple Russe, à moins que l'Ukase du 7 Mai n'institue un état de choses permanent, ne doit pas trop s'effrayer de la découverte du gas carbonique. Mais les papiers publics en annoncent une autre qui dispense déjà les Anglais de recourir à lui pour *l'isinglass*, espèce de colle, tirée d'un poisson Russe,

lin : il faut bien cependant, ou qu'ils s'en soient procurés du dehors, ou qu'ils l'aient eux-mêmes cultivé au dedans, puisque la fabrication des toiles Britanniques s'est accrue cette année. C'est surtout d'Irlande qu'est venu ce secours opportun ; car bien que l'exportation de ses toiles ait augmenté de plus de trois millions d'aunes, celle de ses lins filés a triplé depuis le blocus : et ce qui est plus extraordinaire encore, celle du lin brut s'est tout à coup élevée, de 328 quintaux, à 48,882 !

On s'est beaucoup plaint et l'on se plaint encore du renchérissement excessif des bois de bâtisse dont l'importation a beaucoup diminué. Ce renchérissement est tel que quelques-uns des grands propriétaires d'Ecosse anticipent la coupe de leurs bois de sapin dont ils ont envoyé, à l'Irlande seule, cinq cent et quatre tonnes l'année dernière. Mais ce sont surtout le haut et bas Canada, le nouveau Brunswick, la nouvelle Ecosse, et l'île de Terre Neuve qui en ont profité, puisqu'il est parti d'ici

---

qu'on y croyait exclusivement propre, et qui est indispensable pour purifier les bières. Depuis qu'on cessa d'en recevoir du nord, son renchérissement a été tel, qu'on s'est appliqué à améliorer celle qu'on tirait des poissons de mer. Le succès a été complet, dit-on, et ce qui le ferait croire, c'est que les achats qui, en 1806, s'élevèrent à £102,800, valeur *réelle*, se sont réduits, en 1808, à une somme tout-à-fait insignifiante. Ceux qui se vantent de cette découverte, assurent que les Isles Britanniques fourniront bientôt l'isinglass aux peuples dont elles l'achetaient avant le blocus.

des navires en suffisance pour y charger environ cent mille tonnes. Jusqu'à présent ces colonies, dont les immenses forêts sont encore intactes, n'avaient pas même su approvisionner les îles à sucre: voilà qu'elles entreprennent d'approvisionner la métropole! et elles y réussiront, pour peu que la Livonie et la Norvège s'obstinent à laisser périr leurs arbres sur pied, plutôt que de les lui vendre. Du reste, et quoiqu'on se plaigne de ce que plusieurs édifices se trouvent suspendus ou rallentis; jamais l'on n'a bâti plus qu'aujourd'hui: mais jamais aussi l'on n'a porté plus loin l'art d'économiser le bois dans la charpente des maisons et dans la construction des navires. A votre retour ici, Monsieur, vous y verrez de toutes parts des créations nouvelles. Il en est une, entr'autres, qui vous étonnera; celle des trois ports ouverts près de Londres, depuis que la Tamise ne pouvait plus contenir les vaisseaux marchands qui y arrivent et en partent. Pour l'en désencombrer, on a creusé, à droite et à gauche, des bassins environnés de magasins, où les navires entrent par une écluse et sortent par une autre, après y avoir chargé ou déchargé leurs cargaisons avec une grande épargne de tems, de travail et de frais. Ces trois bassins, qui sont des lacs, ces magasins, qui sont des villes, ont été creusés et élevés si promptement, qu'ils datent de la bataille de Marengo, jour où la première pierre en fut posée. Observez que ces utiles et durables monumens, dont le Roi d'Angleterre a fait

un peu moins d'étalage que l'Empereur Français des embellissemens qui doivent faire de Paris, *la Métropole de l'univers*, ont coûté soixante et douze milljons tournois : mais observez aussi que rien de tout cela ne s'est fait aux frais de l'Etat, qui n'y a contribué qu'en accordant aux actionnaires une chartre d'incorporation. Je vous le demande : serait-il donc arrivé au terme de sa prospérité, un commerce, qui, au milieu d'une guerre énormément dispendieuse, a pu faire de pareilles avances à l'espoir d'une prospérité future? Une singularité qui vous surprendra peut-être davantage ; c'est qu'au moment où votre Cour menace les négocians de Londres de leur fermer pour toujours le commerce du nord, et redouble de rigueur pour les empêcher de recevoir vos bois de bâtisse, ils viennent d'entreprendre et poussent avec activité un quatrième et un cinquième ports destinés à ce même commerce!

Ces vastes établissemens ont éminemment contribué à déjouer la mesure du blocus, par cela seul, que depuis leur existence toute récente, l'importateur n'étant appelé à payer les droits d'entrée qu'en disposant de ses marchandises ; lorsqu'est survenue la suspension du commerce avec la Russie et l'Amérique Unie, ils contenaient un fonds de réserve qui a fourni aux besoins, pendant qu'on s'est pourvu ailleurs des produits qu'elles refusaient. S'il y avait eu quelqu'entrepôt semblable pour les bois étrangers, on en aurait beaucoup moins ressenti la disette ; aussi est-ce là l'objet spécial de l'un des

deux nouveaux bassins auxquels on travaille en ce moment. (13)

(13) Les trois bassins dont il vient d'être fait mention, et qui ont coûté environ trois millions sterling, sont les *West India,—East India,—et London Docks.* Le profit des propriétaires du premier, entrepôt général des denrées coloniales, surpasse déjà le dividende que la chartre leur permet de se partager, et qui ne peut excéder *dix* pour Cent. Ceci explique pourquoi d'autres actionnaires se sont mis sur les rangs pour agrandir le *Commercial Dock* et y creuser un bassin de 40 acres, où l'on recevra toutes espèces de bois, qui participeront ainsi à l'avantage de ce système d'emmagasinage, appelé *bonding system.* L'ardeur pour ce genre d'entreprises est maintenant telle, qu'avant même d'avoir obtenu du Parlement leur acte d'incorporation, les entrepreneurs du bassin, appelé *East Country Dock,* destiné à recevoir les cargaisons de tous les pays, depuis le Texel jusqu'au fond du golphe de Finlande, viennent d'achever une superbe écluse d'entrée, pendant que les propriétaires du *Commercial Dock* l'ont ouvert à tous les vaisseaux étrangers, après l'avoir environné des magasins qui lui manquaient.

Il serait difficile de dire à qui ces magasins publics sont le plus utiles,—aux actionnaires qui s'y enrichissent,—au commerce qui y trouve économie et sûreté,—ou au fisc qui, sans exiger le droit d'entrée avant que la marchandise soit vendue, y a trouvé, de son côté, la meilleure des garanties contre la contrebande, par cela même qu'ils sont sous sa surveillance et sous sa garde. Aussi obtiennent-ils sur les magasins particuliers une préférence chaque jour plus sensible, et qu'ils doivent, entr'autres, à l'avantage (pour les acheteurs inappréciable) de rassembler dans un même lieu, toutes les cargaisons qui viennent d'un même pays, ou appartiennent à une même branche de commerce.

Ce nouveau régime a tellement systématisé et simplifié les opérations du commerce étranger, que le commerce de cabotage est à la veille d'en profiter à son tour, par la construction d'un autre bassin, nommé *Grand Surry Dock,* pour servir d'entrée

Le danger de manquer de chanvres, objet si important pour la marine militaire, se présentait à tous les esprits et a forcé de prendre des mesures pour tirer du Bengale celui, dont la Russie seule envoyait ici 40 mille tonnes, année commune (14). Comme les agricoles Irlandais se sont mis aussi sur les rangs pour en produire, l'Amirauté contracta, il y a quinze mois, le double engagement d'acheter, au

---

et d'entrepôt au canal qui doit environner Londres du côté du sud, en passant par Rotherhithe, Camberwell et Clapham. Celui-ci est un bassin oblong, d'environ 800 pas de longueur, sur 4 à 500 de largeur, en y comprenant une espèce de presqu'île entourée de quais qui le divisent par le milieu.

La ville de Liverpool qui, la première à ce que je crois, avait creusé des bassins de ce genre, les juge déjà trop resserrés pour sa marine, quoiqu'ils puissent contenir six cents vaisseaux. Pendant qu'elle se prépare à les agrandir, celles de Hull, de Bristol, de Grimsby, de Leith et de Grenock achèvent les leurs, et dans peu, on en verra infailliblement de semblables dans la plûpart des ports de la Grande Bretagne ; que son commerce s'étende ou non.

Ces nouveaux monumens de l'industrie Britannique m'ont paru d'autant plus dignes d'être cités, qu'ils se projettent, s'exécutent et se multiplient, à l'époque où le commerce avec l'Europe se trouvait fermé, et où la Livonie et la Norvège refusent obstinément leurs bois de bâtisse pour des constructions dont elles ne profiteront guère moins que les Anglais.

(14) En Avril 1808, la Compagnie des Indes s'engagea envers le Gouvernement, à lui en fournir 5000 tonnes la première année, 6000 tonnes la seconde, 8000 la troisième, et ensuite, tout autant qu'il en voudra. Ce chanvre, qui à la vérité, est inférieur à celui du nord de l'Europe, ne coûte aux Indes qu'environ £20 st. la tonne, et revient ici à près de £60 st. avec le frêt. Mais ce dernier est le double plus cher pendant la guerre qu'en tems de paix.

prix courant, quelque haut qu'il soit, tout le chanvre qu'ils enverront, et de le payer à 60 liv. sterl. la tonne, dans le cas où il tomberait au dessous. Cette prime, jointe à d'autres avantages que l'Irlande accorde, de son côté, à ceux de ses habitans qui se vouent à la culture du chanvre (15), lui a déjà donné un tel essor qu'ils viennent de solliciter et d'obtenir un bill qui autorise et encourage le desséchement du marais d'Allen; marais si vaste et si particulièrement propre à cette production, qu'on le représente comme pouvant, à lui seul, fournir du chanvre en surabondance pour les besoins des deux marines militaire et marchande.

Quoique les Isles Britanniques ayent été conduites, malgré elles, à toutes ces mesures, je ne suis point, Monsieur, du nombre de ceux qui en désirent un succès complet et permanent; ou qui, afin de se passer, le plutôt possible, et d'une manière durable, de presque tous les produits de votre Empire, proposent déjà des mesures semblables pour faire fabriquer dans l'Inde, jusqu'aux toiles à voile et aux cordages. Si ja-

(15) La dîme *en nature* a été commuée *en argent* pour le chanvre, et réduite à 5 sh. par acre Irlandais.

A dater de cette commutation, qui remonte déjà à plusieurs années, l'Irlande a pourvu, ou à peu de chose près, à ses propres besoins et ne saurait tarder à pourvoir à ceux de l'Angleterre et de l'Écosse, puisque depuis le blocus, ses importations en *graine de chanvre* ont augmenté de $124\frac{1}{2}$ muids à 465.

Le Canada et la nouvelle Écosse se livrent aussi avec activité à cette culture, quoique leurs premiers essais aient manqué, en raison de la mauvaise qualité des graines.

mais les Russes n'ont plus rien à envoyer ici, que pourront-ils en recevoir ? Vendre sans acheter, est la pierre philosophale du commerce.

Pour le malheur de l'espèce humaine, il a paru tout à coup, sur la scène du monde, un grand et puissant personnage qui s'est entiché de cette vieille chimère à laquelle il sacrifiera, jusqu'au bout, sans le moindre scrupule, le bien-être de ses sujets et à plus forte raison celui de ses alliés. En s'acharnant ainsi à pure perte contre le commerce maritime, il a perdu de vue que si la population des Isles Britanniques est la plus exportatrice, elle est aussi la plus consommatrice qui ait jamais existé. Il a surtout oublié que leur situation géographique, ainsi que l'appui de leur marine, leur donnent la chance de trouver, pour le surplus de leurs produits, des nouveaux débouchés dans les parties du nouveau monde qui se sont civilisées et enrichies, pendant que la vieille Europe s'est appauvrie par dix-sept ans de guerres et de bouleversemens. Celle-ci est-elle également sûre de trouver des débouchés pour le surplus de ses productions lorsqu'elle aura forcé et habitué les Anglais à s'en passer ?

C'est cependant ce point qui décidera, en dernière analyse, à qui ce nouveau genre de guerre aura nui davantage. Ou je me trompe, ou lorsqu'après la paix, on en viendra à faire, non le compte des profits, mais le décompte des pertes ; c'est-à-dire, le tableau comparatif des jouissances dont on se sera gratuitement privé, et des tra-

vaux qui n'auront point eu lieu ; on trouvera ces trois résultats :—que la Grande Bretagne sera restée à peu près stationnaire, ou n'aura éprouvé que des pertes *négatives* :—que l'Irlande aura avancé rapidement vers le travail et la richesse :—et que les peuples ligués contre le commerce de l'une et de l'autre auront rétrogradé vers l'appauvrissement.

Toujours puis-je vous assurer que jusqu'ici le peuple Anglais en a ressenti les privations beaucoup moins que je ne m'y attendais, que l'épreuve n'a été ni longue ni pénible, et qu'il faut entr'autres, lui rendre la justice d'avoir éminemment déployé son caractère national, en se roidissant contre les obstacles. Mais quel bruit n'eût-il pas fait si ses ministres avaient été les auteurs primitifs de cette extravagante mesure, ou s'ils eussent hésité à en braver les conséquences et à agir de représailles !

Vous me demandez, Monsieur, s'il en a été ici, comme chez vous, où les négocians prudens et probes se sont retirés d'une profession qu'ils ne pouvaient poursuivre qu'en subornant les officiers du fisc, ou en se portant à des actes de faux, afin de tromper leur propre Gouvernement. Le commerce Anglais, du moins pour la partie qui s'en faisait avec l'Europe, a éprouvé une révolution assez semblable à celle que vous déplorez. Le blocus continental ; mais surtout les modifications contradictoires, qui tantôt l'adoucissent, tantôt le rendent plus sévère, ont ouvert à Londres des chances de profits et de pertes si soudaines, que beaucoup de maisons res-

pectables ont renoncé à un genre d'affaires qui ne leur offrent plus qu'un jeu de hasard. De leurs mains, ces affaires ont passé dans celles d'hommes nouveaux qui en ont encore augmenté le risque en accaparant, tant ici qu'au dehors, certains produits bruts dont ils se flattaient que la rareté deviendrait extrême en raison des caprices du Gouvernement Français et de son influence en Europe. J'ai entendu citer, à cette occasion, des gains prodigieux faits l'année dernière, par le monopole des laines d'Espagne, dont le renchérissement fut considérable. Ces spéculations avantureuses n'ont pas laissé de déconcerter les opérations régulières de plusieurs manufacturiers, et comme dans le jeu des fonds publics, les uns ont perdu ce que gagnaient les autres. Cependant le mal qui s'en est suivi paraît avoir été, en quelque manière compensé, parce qu'afin de se préserver de ces monopolistes, il a fallu s'ouvrir de nouvelles sources, en tirant de différentes contrées, les productions dont on craignait ici la disette artificielle ou réelle. Mais si l'immoralité répandue parmi les négocians continentaux est aussi générale que vous le dites, Monsieur ; l'Angleterre est condamnée à en éprouver les effets, lorsqu'elle renouera ses relations commerciales avec eux. Peut-être même sera-ce là pour elle, en dernière analyse, le résultat le plus fâcheux du blocus Européen.

J'en prévois cependant un autre qui ne se fera sentir non plus qu'au retour de la paix ; quand les produits de l'Ostfrise, de la Pologne, de la Russie et de

la Norvège viendront ici se vendre en concurrence avec les chanvres de l'Inde, avec les fromens de l'Angleterre, avec les avoines et lins de l'Irlande, ou avec les bois de l'Amérique Anglaise. Les capitalistes qui ont fait dans la baie de Fundy des établissemens coûteux, afin de pourvoir la métropole de bois de bâtisse, se trouveront pour long-tems hors d'état de lutter contre les vôtres et ceux de Norvège. Serait-il prudent, je vous le demande, de les réduire à renoncer à des exploitations qu'ils ne seraient plus disposés à entreprendre de nouveau, si jamais le blocus continental se renouvelle? Les bois, le chanvre, le froment, l'avoine et le lin, sont pour la Grande-Bretagne cinq besoins de *première nécessité*, et à l'égard desquels, elle ne doit plus s'exposer à être prise au dépourvu (16). Il est donc vraisemblable qu'on aura recours à ce qu'on appelle ici, *Protecting Duties*; c'est-à-dire, à des droits d'entrée suffisamment élevés, pour que ceux des indigènes ou des colons qui viennent de se vouer à ces travaux, les poursuivent avec l'assurance qu'aucun producteur étranger ne pourra les rivaliser sur le grand marché national, que lorsque le prix couvrira leurs dépenses et leur assurera un bénéfice raisonnable. Ces droits ne laissent pas, j'en conviens, que de déranger le cours naturel des choses; mais le blocus Européen et l'embargo Américain en ont fait sortir l'Empire Britannique, et le forcent à se replier sur lui-même pour songer à l'avenir. La me-

(16) Voyez Note 3, page 18.

sure la plus efficace, comme la plus simple, serait celle d'un droit invariable. Du reste, liberté parfaite de commerce; et sur toutes choses, ni *primes*, ni *prohibitions*, en aucun cas.

Je viens, Monsieur, de vous déployer, sans réserve, toutes les pertes qu'a fait le commerce Anglais, et qui me paraissent se réduire à ce que le blocus a, sinon suspendu, du moins rallenti sa marche progressive. Mais, lorsque je vous ai représenté ce peuple comme à peu près *stationnaire*, ce n'est que sous le rapport du commerce; car jamais le grand atelier des campagnes n'avait encore fait tant de progrès dans le court espace de deux années; conséquence toute naturelle de ce que l'agriculture a pu s'approprier les nouveaux capitaux créés par le commerce ou les manufactures, et qui sont restés disponibles pour elle seule. Si l'on tenait un registre des produits de la terre, ce registre en fournirait une foule de preuves: mais il vous suffira de savoir que malgré un accroissement rapide dans la population, l'Angleterre n'a apperçu aucun indice de disette, quoiqu'elle ait cessé tout à coup de recevoir des fromens de l'étranger, et qu'à dater du blocus, l'Irlande lui en ait envoyé moins, parce qu'elle en consomme davantage.

Au défaut du régistre dont je viens de parler, il en est un qui y supplée, celui des Actes Parlementaires, qui autorisent la clôture, tant des communes que des champs communs *(common fields)*. Ces derniers, assujettis au droit de parcours et de pâture

après la récolte, existent sous un régime qui, en empêchant de les enclore, multiplie les dégâts, s'oppose à la suppression des jachères et est un fléau pour l'agriculture; car il n'en est point de bonne sans enclos, ou du moins, sans une division de propriétés qui permette aux propriétaires d'en tirer tout le parti qu'ils croient le plus utile à leurs intérêts. Le nombre des Bills qui ont autorisé, soit à enclore ces champs communs, soit à se partager les communes, est donc la meilleure des données pour juger si la culture Anglaise avance ou recule.

Ces bills, durant les seize années qui précédèrent la révolution Française, furent au nombre de 509. Pendant les seize années de guerre, ce nombre a doublé et au-delà; sans même y comprendre 152 pétitions présentées cette année pour en obtenir de nouveaux. Or, ce nombre toujours croissant de bills et de pétitions constate,

1º Que les enclos et les défrichemens sont, d'année en année, plus actifs.

2º Que l'agriculture est celui des arts utiles, qui, durant ces derniers tems, a fait le plus de progrès; et cela, bien moins parce qu'on a cultivé beaucoup de terres en friche, que parce qu'on a beaucoup perfectionné la culture des terres déjà cultivées; car les actes Parlementaires ont bien plus porté sur le partage des champs communs que sur celui des communes.

3º Que de jour en jour, elle attire à elle plus de capitaux, puisque le droit d'enclore et

de défricher accordé ainsi aux Paroisses, serait nul, si elles n'étaient pas en mesure de faire les avances nécessaires à ces exploitations; avances tellement considérables, qu'Arthur Young assure que pour tourner à profit, la plûpart exigent une mise en fonds, cinq ou dix fois plus forte que la valeur même du terrain (17).

Et cependant, malgré que depuis la guerre on eut obtenu tant de Bills pour défricher et surtout pour enclore; le nombre de ceux qu'on sollicite est plus grand que jamais!

Le blocus y a beaucoup contribué, je n'en doute pas; mais moins peut-être que les disettes de 1798 et 1800, durant lesquelles le fermier fit des gains énormes, parce que le prix de ses denrées s'éleva dans une bien plus grande propor-

---

(17) Voici ce qu'il en dit dans son dernier écrit:—"If tithe "be not commuted previously to the enclosure of a waste, upon "which from *five* to *ten* times the value of the fee simple must be "expended in the improvement, it is sufficiently obvious that "such wastes could not be cultivated at all. I have known lands "hired and purchased for improvement, the rent of which was "from 1s. to 2s. 6d. per acre. The expence of improvement "has amounted from £10 to £12 per acre, and the produce "raised in consequence has been from £4 to £6."—*On the advantages which have resulted from the establishment of the Board of Agriculture.* 1809.

Je présume que les exemples cités ici par M. Young sont rares; mais ils suffisent pour donner une idée des capitaux qu'exigent celles des exploitations rurales dont les actes Parlementaires attestent le redoublement depuis le blocus.

tion que le déficit réel de ses récoltes. Ces disettes furent un double stimulant pour perfectionner la culture des terres cultivées et pour défricher les terres incultes. Tant il est vrai qu'il y a dans la nature une force réparatrice, qui fait sortir le bien du mal, et que rien n'est impossible sous les ailes d'une constitution qui élève un peuple à la liberté et laisse à chaque individu l'exercice de ses facultés !

Par un concours d'événemens, tout aussi inespérés et en apparence non moins alarmans, l'embargo Américain, le décret de Berlin et les ukases de Pétersbourg, sont encore venus accélérer l'effet de ces deux disettes, en dotant l'agriculture des capitaux que les autres ateliers et le commerce se seraient appropriés s'ils eussent continué à s'agrandir comme auparavant. Admettons que cet accroissement de capitaux ait accru seulement de 24 boisseaux, à 25, par acre, la quantité de grains qu'on recueillait; cela seul, sans parler des défrichemens, suffira déjà pour expliquer comment la Grande Bretagne est parvenue à couvrir le déficit qu'elle éprouvait, et qui date du milieu du siècle passé, lorsque le commerce y prit un si grand essor (18).

(16) Si, comme on a tout lieu de le croire, la population qui est aujourd'hui de onze millions, ne s'élevait guère alors qu'à sept, il a bien fallu que l'agriculture fît des progrès proportionnels pour nourrir cet accroissement d'habitans. Néanmoins, et par cela seul que vers la fin du règne passé, la Grande Bretagne exportait des

Ainsi, par son blocus continental, Bonaparte aurait réalisé, dans cette île, le vœu de tant d'hommes éclairés, qui voyaient avec regret, que depuis la guerre de sept ans, les manufactures y avaient pris une extension disproportionnée à celle de l'agriculture!

Grâce au décret de Berlin, les voilà maintenant qu'elles marchent de front; car si l'exportation des marchandises Britanniques a triplé depuis le commencement du règne de George III, la rente des terres a aussi triplé: Et ce qu'il y a de remarquable; bien que les fermiers payent une rente triple, sans que le prix de leurs denrées ait augmenté dans un rapport égal, ni tant s'en faut; cette profession devient de jour en jour plus recherchée, plus honorable, et plus lucrative: d'où je conclus, que ceux qui s'y vouent ont réussi à obtenir plus de produits avec moins de travail et de frais; mais surtout, que la terre paye un intérêt toujours plus usuraire pour les avances toujours plus considérables qu'ils lui font.

---

grains pour £750,000; tandis qu'avant le blocus elle en importait pour une somme triple; la plûpart des Anglais se sont plaints de ce que la culture n'y a point suivi une marche aussi rapide que la population. Ceux d'entr'eux qui l'ont cru et s'en affligeaient, me semblent avoir oublié que le tiers, tout au moins, de la valeur de leurs draps (dont l'exportation a tant augmenté dès lors), est le prix de la laine; et que la vente croissante de ce produit rural, doit avoir balancé, ou à peu de chose près, l'achat des comestibles qu'à fait leur île depuis cinquante ans.

Je ne saurais, Monsieur, terminer ce tableau de la prospérité croissante de cette île, sans vous prévenir que quelques personnes m'en contestent les résultats, en alléguant que si son commerce s'est soutenu et s'est même accru, en 1808, il en est redevable à l'ouverture subite des marchés de l'Amérique méridionale, où les envois ont été poussés fort au delà des besoins. Ces mêmes personnes en infèrent que beaucoup de marchandises y ayant été expédiées et non vendues, les expéditions de l'année courante seront d'autant plus faibles que celles de l'année dernière avaient été plus fortes. Il paraît, en effet, que le marché du Brésil est engorgé de marchandises Anglaises, et que quelques cargaisons, ou certains articles de ces cargaisons, s'y sont vendus à perte : mais pour mieux savoir à quoi m'en tenir sur ce point (19), et afin de répondre distinctement au désir que vous témoignez de connaître les résultats immédiats de l'ukase du 7 mai, je me suis procuré et vous envoie le relevé comparatif des exportations du port de Londres, pendant les trois mois écoulés depuis cet ukase.

---

(19) A dater de l'année 1793, où commença la guerre, on a toujours cité quelque fait semblable, dont on tirait l'horoscope d'un décroissement prochain d'exportations ; horoscope auquel M. Pitt répondait toujours, l'année suivante, par un tableau d'exportations croissantes. Dans un commerce aussi étendu que celui

Exportations des trois mois échus le 29 Juillet :—valeur *officielle*

| | 1808. | 1809. |
|---|---|---|
| Cotonnades et toiles de lin | £744,840 | 1,536,890 |
| Lainages | 106,115 | 126,262 |
| Café | 326,560 | 1,647,695 |
| Sucre | 165,924 | 370,304 |
| Autres articles | 604,852 | 1,198,333 |
| TOTAL | £1,948,291 | 4,879,484 |

Ce document, qui ne comprend que les envois du port de Londres, et en Europe seulement, permet de conjecturer que les exportations de l'année courante, en produits du pays, dépasseront celles de l'année précédente, autant et même plus que ces dernières avaient dépassé celles de l'année 1807.

Et cette conjecture ne vous paraîtra guère ha-

---

de la Grande-Bretagne, il y aura constamment des spéculations hasardées. Pendant que ceux qui en sont victimes, s'en plaignent, font sonner leur perte bien haut, l'exagèrent et annoncent le dépérissement du commerce; la baisse de prix qui a lieu sur les marchandises dont ils ont surchargé tel ou tel marché, contribue à mettre de plus en plus celles-ci à la portée des consommateurs; et une fois que ces derniers en ont contracté le goût et l'habitude, ils ne veulent plus s'en passer lorsqu'elles remontent à leur prix naturel; ce qui ne tarde guère. Voilà comment, tout en occasionnant des pertes individuelles, ces sortes de spéculations aventureuses et exagérées ne laissent pas de contribuer à l'extension et à la prospérité générale du commerce.

sardée, en apprenant que l'ensemble des marchandises Britanniques exportées durant le premier trimestre de cette année, l'emportait déjà, de plus de deux millions, sur le trimestre correspondant de 1808.

Il s'était borné à ..... £4,526,164
celui des trois premiers mois de 1809,
a été de ..... 6,785,247

Quoique le relevé général du second trimestre ne soit point encore dressé, on s'attend à ce qu'il sera non moins brillant : mais ce à quoi je ne m'attendais pas, c'est que les exportations en denrées coloniales et marchandises étrangères, dont on tient registre à part, et qui s'étaient rallenties, ainsi que je l'ai dit, p. 26, semblent avoir repris leur ancienne activité.

Le premier trimestre de celles-ci avait
été, en 1808, de ..... £1,277,170
Le trimestre correspondant en 1809,
a été de ..... 1,934,437

Mais tout ce que je viens de passer en revue, ne concerne encore que la Grande-Bretagne, c'est-à-dire, l'Angleterre et l'Ecosse. Pour mieux connaître les effets, présens ou éloignés, de l'anathème qui devait *ravir* aux Isles Britanniques, et *partout à la fois, le gage du passé* ainsi que *les espérances de l'avenir*; c'est en Irlande qu'il faut se transporter.

# PROSPÉRITÉ

*De l'Irlande depuis l'Acte d'Union et depuis le Blocus Continental.*

Les exportations de l'Irlande, en manufactures et produits de son cru, exportations qui, en 1806, avant le décret de Berlin, montaient à £9,314,854, valeur *réelle*, se sont tout à coup élevées,

en 1807, à ..... 10,110,385,

et en 1808, à ..... 12,577,517.

Cette augmentation de plus d'un tiers, dans le court espace de deux ans, est sans exemple dans les annales commerciales. Celles de l'Angleterre elle-même, n'ont jamais présenté un pareil redoublement dans les travaux que vivifie le commerce extérieur.

Singulier phénomène ! avec une population de deux ou trois millions plus faible que celle des Etats-Unis de l'Amérique ; l'Irlande, depuis leur embargo, les a non-seulement atteints, mais dévancés dans le développement des facultés exportatrices. Ce qu'elle a exporté de ses produits en 1808, est d'un *cinquième* plus considérable, que ne fut en 1806, l'ex-

portation des Américains, qu'on regardait comme le peuple de l'univers qui faisait les pas les plus gigantesques vers le travail et la richesse (20) !

Autre phénomène, non moins singulier ! les revenus publics de cette île ont plus que triplé depuis l'union.—En prenant la *moyenne* des trois années 1796, 7 et 8, ils ne montèrent qu'à £1,860,797 *net.* —En 1808, ils se sont élevés à £6,174,561.

Reste à savoir, allez-vous dire, si la levée de ce revenu croissant n'a point excédé les facultés

---

(20) En l'année échue le 30 sept. 1806, année qui fut pour eux la plus prospère ; le montant total des exportations en produits de leur propre cru, s'éleva à 42,387,002 dollars, valeur *réelle* ; ce qui ne fait qu'environ 10,500,000 liv. sterl. monnaie d'Irlande.

Il est cependant vrai que leur commerce *d'entremise* était plus considérable. Mais ce commerce, qui consistait, en partie, à porter aux autres peuples les produits industriels des Isles Britanniques, et principalement à soustraire aux poursuites de la marine Anglaise les produits ruraux des Colonies Françaises, Hollandaises ou Espagnoles, n'occupait que quelques milliers de marchands, commis, matelots, supercargues, constructeurs et approvisionneurs de navires ; tandis que l'exportation des produits du cru de l'Amérique-Unie occupe presque tous ses habitans, chacun dans sa sphère. Là ils se présentent comme producteurs, tandis que dans l'autre commerce, ils ne sont que voituriers de mer et entremetteurs.

Ainsi, avec une population de moitié plus forte que celle de l'Irlande, les Américains exportaient pour deux millions sterling de moins de leurs produits ; et cependant, ils ne payent guère que *deux* dollars d'impôts par tête, tandis que les Irlandais en payent *six* !

contributives d'un peuple qui, lorsque vous le visitâtes, Monsieur, il y a onze ans, vous avait paru pauvre, découragé, mécontent ; et que vous jugiez fort bien en observant qu'il fallait, avant tout, lui donner des besoins. Ce doute serait très en place, si l'accroissement dont il s'agit, était dû à des contributions *directes*, auxquelles les contribuables sont hors d'état de se soustraire, et dont le produit, triplé, pourrait n'indiquer autre chose que des retranchemens proportionnels dans leurs jouissances. Heureusement pour les Irlandais et pour leur fisc, sa fortune rapide est due en entier aux droits qu'il lève sur les consommations (21) ; et voici de quoi

---

(21) Ni la taxe foncière, ni la retenue de 10 pour Cent sur les revenus individuels (*the property tax*), n'existent en Irlande. On n'y connaît d'impôts *directs*, que sur les maisons, foyers, fenêtres, domestiques mâles, chevaux et voitures de luxe. Encore sont-ils si modérés que leur montant réuni ne s'élève qu'à £429,824, même en y comprenant certains droits, qui, tels que ceux sur les cartes à jouer, n'appartiennent point aux taxes directes. Or, les additions faites, en 1804, au tarif de ces taxes, n'en ayant accru le produit que de £87,166, n'entrent que pour un cinquantième dans l'accroissement général du revenu public.

Tous, ou presque tous les nouveaux impôts mis depuis l'union, ayant été assis sur les consommations ; ils auraient risqué de diminuer ce revenu au lieu de l'augmenter, si les facultés consommatrices ne s'étaient pas accrues dans le même rapport que les droits dont on a successivement chargé les vins, les boissons spiritueuses ; mais surtout le thé et le tabac.

En 1808, les droits sur les vins, bières, houblons et liqueurs

vous convaincre que l'accroissement des jouissances de ce peuple a marché de front avec l'accroissement de ses tributs.

Prenons pour exemple la consommation du sucre ; denrée non moins nourrissante qu'agréable et salubre, et dont l'usage est tout à la fois un besoin de première nécessité pour les classes riches ou aisées, et un véritable luxe pour la classe pauvre.

| | | |
|---|---|---|
| Valeur *officielle* des sucres importés ; laquelle indique, non leur prix *réel*, mais la quantité relative de la consommation à ces trois époques..... | 1806 | £652,520 |
| | 1807 | 930,527 |
| | 1808 | 1,129,381 |

Observez, Monsieur, que cette denrée paye un droit qui, l'année dernière, a produit £642,420 ; et que cependant, depuis l'époque assez récente où l'Irlande ne consommait que la moitié des 447,404 quintaux de sucre qu'elle consomme aujourd'hui, ce droit y a été porté de 16*s.* 3*d.*—à £1, 9*s.* 3*d.* par quintal (22).

---

spiritueuses, se sont élevés *brut*, à £1,887,191 ; ce qui fournit un revenu *net*, à peu près égal aux sommes que versent, dans le trésor de Napoléon, tous les nouveaux impôts dont il a frappé la vente des boissons, tant en gros qu'en détail.

(22) Les sucres candis, terrés et raffinés payant un droit plus fort que le sucre brut, cela explique pourquoi le nombre de quintaux

Permettez-moi de vous arrêter ici à un rapprochement non moins curieux qu'instructif.

Les registres de vos douanes, antérieurs au blocus de la Baltique, évaluent l'importation des sucres bruts et rafinés dans toutes les Russies, à quatre millions de roubles; ce qui devait correspondre à l'achat d'environ cent mille quintaux. Quant à la France, le dernier rapport officiel qu'on possède à ce sujet, celui de M. Chaptal, qui remonte à l'année 1800, constate que la consommation du sucre, bien que double de celle qui avait eu lieu sous le Gouvernement Directorial, s'était bornée à 320 mille quintaux (23).

Admettons que Bonaparte n'ait réussi à la diminuer dès-lors que de moitié, par les droits qu'il a doublés, quadruplés, octuplés, coup sur coup, pour mettre cette denrée hors de la portée des Français, et afin de mieux leur faire perdre le goût ruineux

---

indiqué ci-dessus, ne correspond pas exactement avec les produits du droit.

Il est essentiel d'observer que l'accroissement de cette consommation a été moins fort, de 1808 à 1807, que de 1807 à 1806; et n'était par conséquent point dû à la loi relative aux distilleries, laquelle n'a été décrétée qu'en 1808, et n'a commencé à avoir son effet qu'en 1809.

(23) Son rapport, inséré dans le Moniteur du 24 germinal an X, contient un fait qui exclut toute idée qu'il fut entré des sucres en fraude. Les droits sur le sucre rafiné ne montaient alors qu'à 7 fr. 50 c. par quintal. Ils sont aujourd'hui douze fois plus forts.

de ces jouissances exotiques : toujours en résultera-t-il que les *cinq* millions d'individus qui habitent l'Irlande, consomment aujourd'hui, à eux seuls, deux fois plus de sucre que les *quatre-vingt millions* d'hommes qui composent la population des deux vastes Empires de l'est et de l'ouest!

De grâce, Monsieur, suspendez votre surprise. Voici un fait non moins extraordinaire que le précédent et qui en donne la clef. Depuis l'union entre les deux îles, mais surtout depuis la coalition de l'Europe et de l'Amérique-Unie contre le commerce de l'une et de l'autre, celui de l'Irlande s'est vivifié au point, qu'en 1808, ses exportations et ses importations réunies se sont élevées à £21,437,848, valeur *réelle* (environ quatre cent soixante-douze millions tournois (24) : ce qui ne laisse pas de présenter pour cette île, naguère si insignifiante et si pauvre, un commerce aussi étendu et des échanges aussi considérables que tous ceux des Français! Bien entendu, que je ne parle point de la

---

(24) En voici le relevé :

| | Valeur *officielle.* | | | | Valeur *réelle.* | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Exportations* | £5,696,897. | 5*s.* | 5¾*d.* | — | £12,577,517. | 10*s.* | 11*d.* |
| *Importations* | 7,129,507 | 11 | 1¼ | — | 8,860,325 | 12 | 4 |
| | | | | TOTAL | £21,437,848. | 3*s.* | 3*d.* |

La livre sterling Irlandaise, valant un treizième de moins que la livre Anglaise, ne doit être évaluée qu'à 22 livres tournois.

France Impériale agrandie, mais appauvrie, comme elle l'est par ses conquêtes (25) ; je parle de l'ancienne Monarchie, à l'époque la plus brillante

(25) Dès l'an IX, première année du Consulat, Bonaparte s'empressa de féliciter la république de ce que l'événement du 9 brumaire, ainsi que les dispositions toutes pacifiques et si bien connues du nouveau Gouvernement, suffiraient pour rendre, dans peu, au commerce Français, toute son *ancienne splendeur*. Ses Ministres firent même ce à quoi l'ancien régime n'avait jamais consenti ; ils publièrent le registre des importations et des exportations, en donnant clairement à entendre que l'administrateur éclairé, auquel les républicains Français venaient de confier le soin de leurs destinées, voulait être jugé désormais par l'accroissement ou le décroissement de leur commerce, de leur industrie, de leurs travaux et de leurs jouissances.

Or, il faut bien que leurs jouissances et leurs travaux eussent considérablement diminué dès lors, et long-tems avant le décret de Berlin, puisqu'au retour même de la paix, M. Chaptal eut ordre de discontinuer la publication de son inventaire, tant des ventes que des achats de la France au dehors. Comment expliquer cette discontinuation soudaine, sinon par la crainte de fournir un tableau vivant du résultat des cent mille conscrits qu'on enlève chaque année à la charrue, aux ateliers et aux écoles, pour les traîner sur les champs de carnage ?

Aucune administration ne saurait publier, tout à la fois, des Bulletins hebdomadaires et triomphans sur les victoires non interrompues de ses armées, et des Bulletins annuels également triomphans sur les progrès non interrompus de l'agriculture, des manufactures et du commerce de ses administrés. Il faut de toute nécessité opter entre les uns et les autres. Dès l'année 1802, où Bonaparte résolut d'établir, comme *loi de paix*, la conscription qui, jusqu'à lui, n'avait été qu'une *loi de guerre* ; il fit son choix, en

de son commerce; quand, pour la première fois, M. Necker en déroula le magnifique tableau et s'écriait:—" Quel spectacle étonnant de puissance! " que de motifs pour cesser d'être jaloux! et quelle " source de regrets lorsqu'on ensanglante la terre " pour obtenir un petit accroissement de supériorité " dont on n'a pas besoin, au prix du bonheur pu- " blic où il y a tant à ajouter!"

Les recherches de ce ministre, très-éclairé sur cette matière, présentaient, il y a vingt-cinq ans, une importation annuelle de 230 millions et une exportation de 300. Total—*cinq cent trente millions tournois* (26). La différence entre le commerce des Irlandais en 1808, et celui des Français en 1783,

---

défendant à ses ministres de publier le tableau des exportations et des importations.

A la vérité, s'il ne met plus de prix à exporter les productions de son Empire, il fait mieux, il en exporte annuellement environ cent mille producteurs, qui, jusqu'ici du moins, et soit qu'ils reviennent où non, lui ont valu, chaque année, environ cent millions de francs, en *Recettes Extérieures!* Serait-ce là ce qu'il entendait par ce mot énigmatique qui lui était échappé comme Premier Consul?—*la fin du dix-huitième siècle ne doit ressembler en rien aux siècles qui nous ont précédés.*

(26) Voyez chap. III. vol. 2, et chap. XXXIII. vol. 3, de *l'Administration des Finances de la France*, par M. Necker.

Que dirait aujourd'hui ce ministre, en voyant Bonaparte, qu'il avait appelé L'HOMME NÉCESSAIRE, mettre, pour la quatrième fois, l'Europe en feu; non plus, comme ses prédécesseurs, sous prétexte de se disputer le commerce maritime et dans l'espoir de s'en

serait donc de cinquante-huit millions en faveur de ces derniers; si, sur leurs trois cent millions d'exportations, les denrées coloniales, qui sont le produit du travail des Africains, n'y étaient pas entrées pour soixante et quinze, tandis que toutes celles de l'Irlande sont le produit du travail de ses propres habitans (27).

---

arracher les lambeaux, mais pour contraindre toutes les nations Européennes à s'en passer?

Que dirait surtout ce ministre philantrope, lorsqu'en parcourant les griefs qui ont forcé *l'homme nécessaire* à reprendre les armes contre l'Autriche, il en viendrait à ce grand crime *international* dont elle a été atteinte et convaincue; ... celui d'avoir fermé les yeux sur l'entreprise de cinq ou six navires Maltais, qui avaient débarqué quelques denrées coloniales à Trieste?

Etrange grief! de la part de ce même homme, qui, trois ans auparavant, disait à Ulm:—je ne veux que des *flottes*; je ne veux que du *commerce*; je ne veux que des *colonies*.

(27) M. Necker insérait aussi dans son inventaire, pour dix-huit millions, les réexportations de la France en thés, étoffes de la Chine ou de l'Inde et autres marchandises étrangères; au lieu que les réexportations de l'Irlande ne figurent point dans le tableau présenté ci-dessus de son commerce. Elle réexporte cependant quelques produits qui ne sont pas de son cru, et qu'elle tire surtout d'Angleterre. Ce commerce *d'entremise*, qui fait l'objet d'un registre à part, a presque quintuplé depuis l'union et doublé depuis le blocus.

*Réexportation* de marchandises étrangères: Valeur *officielle*.

| | | |
|---|---|---|
| 1790 | — £ | 40,071 |
| 1806 | — | 157,443 |
| 1808 | — | 235,694 |

Leur valeur *réelle*, en 1808, a été de £329,810

En

Observons en passant que la *balance*, ou le surplus de leurs exportations sur leurs importations, s'élève à quatre millions sterling; surplus

---

En séparant des deux côtés ces réexportations, et en retranchant aussi du commerce de la France les 75 millions de denrées coloniales qu'elle vendait au dehors; l'exportation de ses produits propres se réduisait à 207 millions tournois; somme inférieure à la valeur de l'exportation actuelle des produits de l'Irlande qui est de 277 millions tournois.

Il est cependant probable que la hausse, qui, durant l'intervalle, a eu lieu dans les valeurs par la dépréciation de l'argent, rétablit l'équilibre et au-delà; car selon toute apparence, les mêmes productions Irlandaises qui, en 1806, se sont vendues pour £12,577,517 st. ne l'auraient guère été pour plus de 6 millions en 1783. Mais il n'en est pas moins vrai que les Irlandais, qui étaient au plus bas degré de l'échelle commerciale, lorsque la France se vantait d'être au sommet, l'ont, sinon dévancée, du moins atteinte, et cela dans l'espace de vingt-cinq ans.

C'est ici le lieu de dire que près de la moitié des exportations actuelles de l'Irlande consiste en produits manufacturés, dont l'accroissement atteste que tous les arts utiles y font des progrès correspondans. L'exportation de sa seule manufacture de toiles, après avoir presque triplé trois fois en soixante et dix années, s'est encore accrue, depuis le blocus, de £2,611,662 à £2,933,109; valeur *officielle*, à laquelle il faut ajouter précisément cent pour cent pour connaître la valeur *réelle*, qui a été de £5,859,043.

Cette vente de toiles de lin au dehors est donc le double plus forte que celle de toutes les étoffes de soie exportées par la France dans le tems de la splendeur de Lyon; lorsque l'Abbé Raynal félicitait ses compatriotes de ce que cette superbe manufacture leur avait assuré partout le *sceptre de la mode*.—*Le joug est subi*, ajoutait-il, *l'Europe n'en reviendra plus.*

presque double de celui qu'avait aussi découvert M. Necker en faveur du commerce Français (28); et dont la découverte lui arracha cette autre réflexion.—" On s'étonne sans doute quand on voit " un seul Royaume en état d'acquérir habituelle- " ment une créance de commerce qui surpasse la " moitié de l'or et de l'argent que l'Europe reçoit " chaque année. A l'aspect de cette prospérité on " s'écrierait volontiers ; que lui faut-il de plus!"

Les Irlandais éclairés ne me pardonneraient point, Monsieur, si, à son exemple, j'essayais de rehausser les avantages de leur commerce en vous étalant l'accroissement de richesses métalliques dont ils lui sont redevables. Il y a déjà près d'un siècle, que le Dr. Berkeley, Evêque de Cloyne, leur apprit que pourvu qu'une nation ait assez de numéraire, réel ou fictif, pour nouer le cercle

---

(28) Valeur *réelle* des exportations de l'Irlande, en 1808.

| | | |
|---|---|---|
| | | £12,577,517 |
| Valeur *réelle* de ses importations | £8,860,325 | |
| dont elle a réexporté pour - - - - | £329,810 | |
| | £8,530,515 | |
| | | 8,537,515 |
| *Balance*, ou *solde* à réclamer, | | £4,040,002 |

Quoique, d'un côté, la contrebande, et de l'autre, le profit des négocians qui exportent ou importent, rendent toujours ces sortes de calculs incertains; il y a de fortes raisons de croire, qu'en Irlande du moins, la balance réelle, ou la *créance*

de ses transactions pécuniaires, tout ce qu'elle en possède au delà, est pour elle un fonds mort, un luxe coûteux et plus nuisible qu'utile (29). D'ailleurs, toute ou presque toute la *créance* qu'acquièrent les Irlandais par leur commerce, reste chaque année en Angleterre, soit pour les intérêts de cette partie de leur dette publique qu'ils y ont contractée, soit pour la dépense de ceux de leurs riches propriétaires fonciers qui, y ayant fixé domicile, y attirent leurs revenus. Mais les sommes

---

acquise, est encore plus considérable qu'elle ne paraît d'après les registres. Dans son interrogatoire devant un Comité Parlementaire en 1804, M. Marshall, Inspecteur général des douanes Irlandaises, développa ces raisons d'une manière lumineuse et probante.

(29) Cet Evêque qu'on doit considérer, avec le Doyen Tucker, comme les précurseurs d'Adam Smith en économie politique, faisait les questions suivantes dans un petit écrit, unique dans son genre et intitulé : *Queries relating to the trade and prosperity of Ireland.*

" Whether there can be a greater mistake in politics than to " measure the wealth of the nation by its gold and silver ?"

" Whether there be not a measure or limit, within which, " gold and silver are useful, and beyond which they may be hurt- " ful ?"

" Whether he must not be a wrong-headed patriot or poli- " tician, whose ultimate view was drawing money into a country " and keeping it there ?"

" Whether it be not agreed that paper has, in many respects, " the advantage upon coin ?"

" Provided the wheels move, whether it is not the same " thing, as to the effect of the machine, be this done by the force " of wind, of water, or animals ?"

que la Grande-Bretagne verse en Irlande par ses vastes achats de productions rurales, lui reviennent surtout par les achats non moins vastes que lui font les Irlandais de ses productions industrielles, et qui, depuis l'union, ont augmenté de £2,087,672, à £4,500,000. Voilà le point où il faut s'arrêter; car à tout prendre, les importations d'un pays, pourvu qu'elles se soutiennent et ne rétrogradent point, sont un symptôme d'enrichissement non moins sûr que ses exportations. Et c'est ainsi qu'en jugeait M. Chaptal, lorsqu'en 1801, il félicita les Français de ce que leurs achats au dehors s'étaient accrus. En partant de ce principe, je défie de citer un peuple, qui, dans le court espace de deux ans, ait fait vers la prospérité, des pas aussi rapides que les Irlandais.

Il ne suffit point cependant de savoir que leurs achats en Angleterre aient si considérablement augmenté, il faut aller à la recherche des principaux articles sur lesquels a porté ce surcroît de demandes; car s'il eût exclusivement porté, par exemple (comme autrefois en Pologne), sur les vins, étoffes de soie, ouvrages de modes, &c. il n'indiquerait encore qu'une plus grande opulence chez la classe déjà riche. Ce qui importe est de savoir si le tiers état s'est acheminé vers la richesse aussi vite que les riches vers l'opulence; et surtout de constater si la classe pauvre qui, avant l'union, passait pour être plus

pauvre que la même classe dans le pays de Galles ou en Ecosse, a eu sa part proportionnelle à cet accroissement soudain de jouissances et de bien-être. Jugez, Monsieur, de ma satisfaction, en trouvant pour résultat, que tandis que la classe riche s'est assez enrichie pour doubler et même tripler la plûpart de ses consommations en objets de luxe, celles de la classe aisée et de la classe pauvre ont non-seulement marché de front, mais les ont surpassées.

Tout vrai que soit ce résultat, il a quelque chose de si invraisemblable, que bien que je l'eusse tiré des documens Parlementaires, beaucoup de gens ont hésité à y ajouter foi, par cela seul qu'il n'en a pas été fait mention dans les débats de la dernière session.

Pour mieux lever leurs doutes et les miens, j'ai voulu remonter à la source même, et suis parvenu au registre original des douanes Irlandaises dont le double existe à Londres. Les treize volumes des treize dernières années m'ont fourni un extrait, en deux pages, que je crois pouvoir vous soumettre comme le tableau de prospérité le plus extraordinaire qu'ait jamais offert la statistique.

Ce registre a, sur les papiers soumis au Parlement, un avantage précieux. Bien que la valeur *officielle* inscrite sur ces derniers, offre un excellent compas pour mesurer le montant respectif de tels achats ou de telles ventes, entre telle et telle année; cette mesure laisse,

toute fois, ceci de vague, qu'à moins de connaître le tarif des prix appelés *officiels*, on ne saurait juger la quantité *effective* d'articles achetés ou vendus. Le Grand Livre des douanes au contraire, spécifiant, selon la nature de ces articles, leur nombre, poids, ou volume, ne laisse rien à désirer (30).

Or, l'accroissement des achats d'un peuple, établissant celui de ses jouissances, comme l'accroissement de ses ventes établit celui de ses travaux et en étant le fruit, j'ai cru devoir commencer par le relevé des premiers. Afin d'y constater, autant que possible, ce que l'Irlande doit à l'union, en le séparant de ce qu'elle doit au blocus ; j'ai placé,—dans une première colonne, la *moyenne* de ses importations durant les trois années qui précédèrent l'acte d'union,—dans une seconde colonne, *la moyenne* de ses importations pendant les trois années qui ont précédé le décret de Berlin,—et dans la troisième, les *importations* de l'année 1808, où il a eu son entier effet.

J'ai également essayé d'en faire trois divisions, dont la 1re comprend les achats qui montrent les progrès de l'agriculture, de l'horticul-

(30) Il faut pourtant en excepter certains articles de fantaisie, comme modes, dentelles, ameublemens, instrumens de musique, miroirs et autres objets de ce genre, dont les douanes ne peuvent évidemment enregistrer que la VALEUR, telle qu'on l'accuse en payant les droits.

ture et de tous les autres arts utiles; la 2e, les achats qui indiquent le progrès du luxe chez la classe opulente; et la 3e, ceux qui attestent l'accroissement d'aisance chez les classes aisées et de bien-être chez la classe pauvre. Mais la plûpart de ces achats se trouvant plus ou moins répartis entre telle ou telle classe (31); cette sub-

(31) On peut être sûr, par exemple, que la classe aisée a participé à l'achat des vins placé exclusivement au compte de la classe riche, et il n'est point impossible que celle des journaliers ait eu la plus forte part dans l'achat des draps communs et étoffes de coton. Toutes classifications de ce genre rentrent nécessairement, plus ou moins, les unes dans les autres.

Du reste, ce relevé a été fait avec un soin particulier; entr'autres par deux raisons:

1° Parce que les registres des douanes n'étant point publics, peu de personnes seront à portée d'y recourir pour vérifier l'extrait que j'en présente et le contredire, s'il était inexact. Cependant, et à tout prendre, les papiers Parlementaires offrent une donnée suffisante à quiconque voudra comparer les *prix officiels* qui y sont enregistrés, avec les *quantités effectives* indiquées dans les deux tables ci-jointes. Quoique ces *prix* et ces *quantités* soient sur une échelle différente, chacun peut les réduire à une même échelle, pour voir si les secondes correspondent aux premiers. C'est même afin d'aider ce travail, qu'en indiquant dans quel rapport ont augmenté ou diminué telles ventes ou tels achats de la Grande-Bretagne, je n'ai point réduit ces rapports à leur moindre terme. Au lieu de dire que l'exportation en étoffes de coton a agmenté de 10 à 18, ce qui aurait été le moindre terme, j'ai préféré celui de 9 à 12, parce qu'en ouvrant le papier Parlementaire, intitulé: *Accounts respecting the Trade and Navigation of Great Britain, for the Year ended the 5th of January* 1809, on y verra, qu'en

division, nécessairement imparfaite, peut tout au plus servir à éclaircir les idées sur un état de chose si nouveau.

Arrêtons-nous y un moment, tant pour les éclaircissemens qu'il demande, que pour les observations qu'il suggère.

*Première Observation.*—Il est difficile de démêler qui de l'agriculture ou des autres arts utiles, ont fait le plus de progrès. Si, d'un côté, la demande en graine de tréfle a triplé depuis l'union, ce qui semble constater que les prairies artificielles

---

1806, cette exportation fut de £9,896,616, et qu'en 1808, elle s'est élevée à £12,836,803. En me bornant ainsi à prendre, de chaque côté, les deux premiers des chiffres qui se correspondent, j'ai cru rendre la confrontation plus facile.

2°. Parce que dans la première édition Française de cet écrit, où se trouvait, page 57, une *table* de la valeur *officielle* des importations de l'Irlande, il s'est glissé, à la première colonne, une transposition dont l'effet est tel que plusieurs articles y étaient portés, ou trop haut ou trop bas; tandis que tous les articles des trois autres colonnes étaient parfaitement exacts, ainsi que ceux de la table correspondante page 59. Cette transposition ne portant que sur la colonne des achats antérieurs à l'année 1800, et non sur le tableau comparatif des importations avant et après le blocus, n'altérait point le fait principal et laissait par cela même dans toute leur force, les conséquences qu'en avait tirées l'auteur. Cependant, pour mieux réparer cette méprise, dont il s'est aperçu trop tard, il a travaillé et réussi à se procurer un tableau beaucoup plus complet, et s'est déterminé à publier une seconde édition, ainsi qu'à l'annoncer bien avant que la première fût écoulée. Un travail du genre de celui-ci n'a nul mérite, si les tables qui l'accompagnent ne sont pas aussi exactes que possible.

ont aussi triplé ; de l'autre, il en a été de même, ou à peu de chose près, pour la plûpart des matières premières destinées aux ateliers. Que les Irlandais eussent acheté au dehors le double d'étoffes de laine et de coton ; un pareil fait en dirait déjà beaucoup, puisqu'il est, je crois, sans exemple. Mais ce qui le rend à peine croyable, c'est que leur achat simultané en laines filées et en cotons bruts ou filés, a surpassé, dans son accroissement, celui de leurs demandes en étoffes déjà fabriquées. Or, toutes ces laines et tous ces cotons s'employent à la fabrication de toiles communes et autres étoffes grossières, exclusivement destinées à vêtir ou à meubler les habitans de l'île. Le registre de ses ventes en fait foi, puisqu'elle n'exporte point de lainages, et qu'après avoir tissu cette énorme quantité de cotons, elle n'en a expédiés au dehors que pour £18,918. Les manufactures et l'agriculture ont donc marché de front.

*Seconde Observation.* — Quoiqu'il ne soit guère moins difficile de dire chez laquelle des classes se sont le plus accrues les facultés consommatrices, la balance semble pencher en faveur de la classe nourricière, celle des hommes de travail et de peine. J'en juge ainsi, surtout par l'importation des *couvertures de laine*, qui a décuplé depuis l'union, et qu'on me cite comme l'un des premiers besoins du petit peuple dans ce climat humide. Ce juge-

ment paraît confirmé par le tableau des exportations où l'on voit que les branches qui ont le plus dépassé toutes les autres, sont celles du lin filé et du lin brut, deux genres de travaux beaucoup mieux adaptés à l'industrie des petits laboureurs qu'à celle des grands cultivateurs. A dater du blocus qui a fermé sur le continent aux Anglais, l'achat des fils de lin ; l'exportation qu'en a faite l'Irlande a triplé, et celle de ses lins bruts s'est élevée, tout à coup, de 328 quintaux à 48,882. Or, le seul surcroît de ces deux ventes, dont j'évalue le prix vénal entre 3 et £400,000 st. doit avoir amplement suffi à payer le surcroît des achats du petit peuple en couvertures, lainages, cotonnades, vêtemens, vitres, poterie, coutellerie etc. Il se peut néanmoins que l'inventaire des achats en articles de luxe justifie l'opinion que la classe riche a encore plus avancé vers l'opulence que la classe pauvre vers l'aisance. S'il en est ainsi, Monsieur, voyez du moins combien s'étaient trompés ceux des Irlandais qui repoussèrent l'union par la crainte, assez naturelle, qu'en transférant de Dublin à Londres le siège de leur législature; l'absence des familles riches qui l'y suivraient, ne condamnât à l'oisiveté et à la misère, ceux des indigènes voués aux arts de luxe. Beaucoup d'entr'elles se sont en effet fixées en Angleterre; et cependant vous avez sous les yeux la preuve que la demande en voitures, tapis, soieries,

s *douze dernières années ; où se*
*·ticles exportés :*

5 Mars 1799.
ıinées le 5 Janvier 1807.
Blocus Continental a eu son entier effet.

ndique les *poids, mesures* et *quantités,* pour
chaq qu'elle est la seule dont ils fassent mention.

L d'orge 224 livres,—et celui d'avoine 196 livres.—
La *ton* ıx ;—et la mesure appelée *stone* est de 16 livres,
pour c

| ːs ːs le 07· | *Exportations* de l'année 1808. | *Accroissement* depuis le Blocus Continental. | *Accroissement* depuis l'Union. |
|---|---|---|---|
| Toil 3 | 43,904,382 | 2,046,609 | 7,729,980 |
| Eto 5 | 18,919 | 9,794 | 8,075 |
| Lin 8 | 48,882 | 48,554 | 48,813 |
| Lin 9 | 25,392 | 17,143 | 8,609 |
| Lair 2 | 2,634 | | 2,499 |
| Moi 3 | 264,844 | 94,731 | 193,618 |
| Jam 6 | 11,611 | 9,425 | 10,058 |
| Bœ 0 | 122,064 | 18,134 | |
| Beu 3 | 346,856 | 29,163 | 46,563 |
| Org 6 | 59,891 | 37,855 | 27,447 |
| Avo 4 | 935,850 | 542,306 | 335,416 |
| Plu 0 | 4,198 | 2,008 | 3,039 |
| Sou 6 | 5,410 | 2,584 | 3,613 |
| Porc 8 | 168,603 | 66,605 | 18,604 |
| Grai 6 | 7,089 | | 2,528 |
| Savo 2 | 19,095 | 9,163 | 13,779 |
| Suif 4 | 13,762 | 7,398 | 955 |
| Fro 1 | 79,189 | | 41,234 |
| Bœu 6 | 14,122 | | |

Cette table appartient à la p. 78.

glaces, modes, ameublemens, &c. a, en général, *doublé* depuis le blocus, et *triplé* depuis l'union. N'est-on pas en droit d'en inférer, que là où une famille riche a émigré, trois familles sont sorties de la seconde classe pour prendre rang dans la première, et auront été remplacées dans la classe qu'elles quittaient, par un nombre triple de familles pauvres qui se sont, à leur exemple, élevées d'un étage dans l'échelle des fortunes? L'enrichissement d'un peuple est toujours la cause d'une révolution de ce genre. Ce qui rend celle de l'Irlande remarquable entre toutes les autres, c'est qu'elle ait été opérée en si peu de tems, et que sa marche se soit si fort accélérée durant les deux dernières années.

*Troisième Observation.*—L'accroissement soudain et prodigieux qui a eu lieu dans la consommation des liqueurs spiritueuses, sucres et thés, sort d'autant plus des règles ordinaires, qu'il s'est précisément manifesté dans un intervalle, durant lequel ces denrées ou boissons ont été chargées de droits additionnels, qui, en tout autre pays, auraient équivalu à une prohibition absolue. Si, à dater de l'union, la consommation du vin n'a augmenté que de moitié; observez que les droits additionnels mis depuis cette époque, montent à £25. 6. 0. par tonne, sur le vin de Portugal, et qu'en raison, soit de ces droits, soit de la hausse considérable survenue dans le prix de ce vin qui a remplacé ceux de France; les con-

sommateurs, pour en acheter la moitié plus, doivent y dépenser une somme trois fois plus forte (32). Et le fisc Irlandais ne s'est pas moins appesanti sur les liqueurs spiritueuses étrangères, puisque

---

(32) Les droits mis depuis l'union, sont de £33. 0. 6 sur les vins de Madère et d'Espagne, et de £36. 8. 0 sur les vins de France; mais dans le fait, tous ces droits sont *d'un douzième* plus hauts, parce que dans la session de 1804, le Parlement décréta qu'ils seraient payés en monnaie Anglaise, augmentation de 8 $\frac{1}{3}$ pour cent, qui, à elle seule, a opéré un accroissement de £150 à £200,000 dans le revenu des douanes.

Depuis l'année 1798, où la pipe de vin de Porto coûtait £45, son prix s'est élevé à £90, et cependant les Irlandais en achètent la moitié plus!

Si en Angleterre, on envisage comme un signe d'enrichissement que la consommation du vin n'ait presque pas diminué depuis qu'on y a presque triplé les droits, et si l'on s'en étonne, que penser de l'Irlande où un droit additionnel d'environ £27 par tonne, a été suivi d'un accroissement de moitié dans la consommation?

Deux circonstances rendent cet accroissement plus étonnant encore.—En premier lieu; les vins de Portugal et de Madère, beaucoup plus spiritueux que le vin de Bordeaux, ont presque entièrement remplacé celui-ci dans la consommation Irlandaise, où il jouait autrefois le premier rôle, quoiqu'il n'y figure plus que pour 231 tonnes.—En second lieu; il s'est opéré dans les mœurs en Irlande, une révolution qui a fait cesser les excès de vin dont l'usage allait souvent jusqu'à l'intempérance. Or, s'il s'en consomme beaucoup moins dans la plûpart des familles riches, et que cependant la consommation générale ait augmenté de moitié; il faut bien en conclure que cette boisson, quoique deux fois plus chère qu'avant l'union, est aujourdhui à la portée d'un nombre de familles deux ou trois fois plus considérable.

l'ensemble des nouveaux droits, dont à six reprises successives, il les a frappées depuis l'année 1799, s'élève à 2s. 4d. per gallon. Notez que ces droits, accumulés ainsi coup sur coup, n'ont point empêché cette consommation de s'accroître graduellement, de cent vingt et un mille, deux cent quarante-huit gallons,—à *un million, cinquante deux mille, neuf cent soixante-huit* (33). Ainsi, quoique les droits aient été doublés, la consommation a octuplé et le revenu qu'en tirait le fisc est seize fois plus fort (34). Quelle distance pour l'Irlande,

(33) *Le Rum* compose près des trois quarts de cette importation.

(34) Les tabacs et les thés font deux exceptions qui exigent de remonter à la cause.

Quoique le déchet survenu depuis le blocus, dans l'importation du tabac, soit évidemment dû à ce que les Américains ont refusé d'en exporter, comme il s'était manifesté dès les années 1804, 5 et 6; on ne peut l'attribuer alors qu'aux nouveaux droits dont on venait de charger cette consommation. Durant les six années précédentes où elle n'avait payé que 4d ¾ par livre pesant, elle s'était élevée rapidement, dans le rapport de 30 à 74; puis elle commença graduellement à décliner dès qu'on eut doublé ce droit, et elle est redescendue jusqu'à 39, après que la Virginie eut cessé ses envois. Cependant, malgré l'embargo Américain, malgré le doublement du droit et malgré le déchet dans l'importation, le fisc Irlandais en perçoit encore un revenu plus considérable qu'auparavant.

Quant aux thés; quoique leur importation eut presque doublé depuis l'union, elle a diminué depuis le blocus; de peu de chose à la vérité, et seulement de 207,810 livres sur 3,914,381. Peut-

entre l'époque actuelle, et celle où le Doyen Swift désolait les financiers de Dublin en leur reprochant

être ce déchet n'est-il qu'accidentel : mais en tout cas, il s'explique assez naturellement par un droit additionnel de 20 pour cent, *ad valorem*, qui n'a commencé à se percevoir que vers la fin de l'année 1807, et qui succéda à un doublement sur les droits précédens. Rien ne prouve mieux l'aisance croissante des consommateurs, que lorsque des droits si forts, et mis coup sur coup, diminuent si peu la consommation de la denrée sur laquelle ils portent. Au surplus, le fisc Irlandais a pleinement rempli son objet, puisqu'en 1808, le produit des droits anciens ou nouveaux sur le thé, s'est accru de £55,533, et celui des droits sur le tabac, de £95,935.

Voici le relevé du produit *brut* de ces droits pour les sept principaux articles, en prenant, pour point de comparaison, l'année terminée le 25 Mars 1798.

| | 1797. | 1808. |
|---|---|---|
| Sucres | £226,054 | £642,420 |
| Thés | 65,884 | 563,698 |
| Tabacs, tant aux douanes qu'à l'excise | 177,994 | 487,636 |
| Vins | 46,223 | 836,961 |
| Liqueurs spiritueuses étrangères | 15,508 | 288,504 |
| Charbons | 23,674 | 61,779 |
| Eaux-de-vie de grains distillées dans l'île | 358,796 | 903,570 |

Il n'est pas inutile d'observer que ce dernier article est le seul dont les droits aient diminué en 1808, puisqu'ils avaient produit £1,236,244, l'année précédente. A moins que ce décroissement ne soit dû à un accroissement dans les moyens d'échapper aux droits du fisc, ou au renchérissement des grains, il est d'un heureux augure ; car il indiquerait que les Irlandais donnent la préférence aux eaux-de-vie de sucre qui sont, tout à la fois, et moins préjudiciables à la santé que leurs eaux-de-vie de grains, et beaucoup plus chères.

d'avoir oublié qu'en arithmétique fiscale, 2 et 2, loin de faire toujours 4, font quelquefois moins de 2 !

*Quatrième Observation.*—La consommation progressive des produits du dehors (la seule dont on puisse tenir registre), autorise à croire que celle des produits du dedans aura suivi une progression, sinon aussi forte que celle des liqueurs spiritueuses, du moins semblable à celle du sucre ou du sel. Deux circonstances en fournissent la preuve indirecte—1° Tandis que l'exportation en bestiaux vivans et en chairs de bœuf salées a diminué depuis l'union ; par un contraste remarquable, à dater de l'année 1806, les envois en suifs, savons, laines crues, et peaux non tannées, ont augmenté ;—les premiers, de 12 à 13 ;—les seconds, de 5 à 19 ;—les troisièmes, de 1 à 26 ;—et les quatrièmes, de 30 à 72. Quelle conséquence tirer de ces faits, en apparence contradictoires ? que ce peuple, où la multiplication des prairies artificielles atteste celle des troupeaux, fait aujourd'hui en viandes de boucherie, une consommation additionnelle tout au moins égale à ses exportations additionnelles en suifs, savons, laines et peaux (35).—2° Le blé-

(35) Je dis tout au moins *égale*, parce que si les Irlandais ont été en état de consommer plus de viandes fraîches, ils auront par cela même consommé plus de suifs, plus de savon, plus de

roment étant la seule espèce de grains dont l'exportation a été en décroissant, et ayant décru de moitié depuis le blocus; n'est-on pas également fondé à croire que les Irlandais consomment, d'année en année, plus de pain blanc et en général une plus grande quantité de leurs meilleures denrées (37)? Arrêtez-vous sur

---

laines et plus de peaux. Un peuple, qui dans l'espace de onze ans, s'enrichit assez pour acheter le double de sucre, huit fois plus de liqueurs spiritueuses, et dix fois plus de couvertures de laine, doit, à coup sûr, augmenter proportionnellement ses achats en savons, en cuirs, en bas, et surtout en souliers.

(37) Ce fut une cause toute semblable qui, vers le milieu du siècle passé, signala le premier décroissement des exportations de la Grande-Bretagne en blé-froment. A cette époque, ses paysans des provinces du nord, qui, jusqu'alors, s'étaient nourris de pain d'orge, de seigle et d'avoine, commencèrent à y substituer le pain blanc, dont l'usage est aujourd'hui presque général en Angleterre, sans l'être encore en Ecosse. Un même effet peut s'expliquer par la même cause. S'il est prouvé que l'Irlande exporte moins de froment, et s'il est vrai, comme le disent tous les voyageurs, qu'elle en recueille davantage, la consommation intérieure du pain doit s'y être accrue en raison composée de ces deux circonstances. Il y a, à peine trente ans, que la plupart des petits gentilhommes de province n'y mangeaient du pain qu'aux jours de fête; et pour ce qui concerne la grande masse des habitans du plat pays, c'était alors un luxe dont ils n'avaient pas même l'idée; car la grande majorité se nourrissaient exclusivement de pommes de terre et de laitages. Le Dr. Berkeley qui habitait le midi de l'île où ce luxe était encore moins connu que dans le nord, exprima, à plusieurs reprises, le vœu de le voir introduire chez ses dio-

ce point, je vous en prie, Monsieur ; car je ne connais rien de plus propre à mettre en évidence

---

cesains, et fit de son mieux pour leur faire comprendre, dans son *Querist*, que tout en consommant davantage de viandes et de grains, ils n'en exporteraient pas moins.

" Whether it is possible Ireland should be well improved, " while our beef is exported and our labourers live upon po- " tatoes ? "

" Whether comfortable living does not produce wants, and " wants industry, and industry wealth ? "

Peut-être cet habile écrivain prenait-il ici l'effet pour la cause, en représentant les richesses comme l'effet d'un accroissement de consommations, tandis qu'un pareil accroissement est l'effet de celui des richesses. Mais n'importe ; si le peuple Irlandais commence à consommer lui-même une plus grande quantité de ses meilleures denrées, on peut hardiment en conclure, qu'il est déjà devenu plus riche, et que le résultat de cette plus grande consommation sera d'abord une plus grande reproduction, puis une exportation croissante, sinon de froment et de viandes salées ; du moins d'avoines, de suifs et surtout de laines, de lins et de chanvres.

Alors se ralentira le prodigieux accroissement qu'on observe dans sa population. A mesure que le petit peuple aura contracté l'habitude de donner à ses enfans une nourriture plus substantielle et de meilleurs vêtemens ; la multiplication de l'espèce humaine y devenant plus coûteuse, les marriages y seront moins faciles. Et ce sera un bien, loin d'être un mal ; puisqu'une population croissante, quoique misérable et desœuvrée, n'ayant rien à perdre et ne courant le risque d'aucunes privations par le renversement de l'ordre établi, n'est que trop disposée à prêter l'oreille aux agitateurs qui lui promettent un meilleur sort si elle les aide à le renverser. C'est même ainsi que s'expliquent, en partie, les fréquentes insurrections dont l'Irlande a été le théâtre pendant le siècle passé. Tant l'éco-

combien se trompent ceux des administrateurs continentaux, qui, en voyant s'accroître les *importations* de leurs administrés, n'y apperçoivent que trois grands sujets d'alarme.—Elles font sortir l'argent du pays;—elles favorisent le travail des étrangers au détriment de celui des nationaux;—et elles ruinent ceux-ci par des dépenses au dessus de leurs moyens.—L'idée qu'un peuple, pris en masse, puisse, ainsi qu'un individu, faire et continuer des dépenses qui excèdent ses facultés, est si fausse, et en même-tems si nuisible, que je m'estime heureux d'y opposer l'exemple de la prospérité des Irlandais, afin qu'il puisse servir à la prospérité des autres nations.

*Cinquième Observation.*—S'il y a eu, à dater du blocus, une si forte augmentation dans les achats des Irlandais, principalement en denrées coloniales, en étoffes et en toute autre espèce de produits manufacturés que leur offrait l'Angleterre; il y a eu, en revanche, une défalcation sensible dans les achats qu'ont refusé l'Amérique Unie, la Norvège, la Russie, l'Allemagne

---

nomie politique est d'accord avec la morale et la religion, pour rendre les hommes heureux et tranquilles en les conduisant au bien-être par les travaux sédentaires qui calment les passions et amènent les jouissances! Tant le meilleur appui de toute administration, consiste à créer parmi ses administrés des intérêts qui les portent à maintenir l'ordre établi! l'Irlande en est enfin arrivée à ce point, et il en était tems.

et l'Italie ; entr'autres, sur les tabacs, potasses, graines de lin, organsins et bois de bâtisse. Quelle a été la conséquence immédiate de ce refus? que les sommes destinées à ces achats fermés aux Irlandais, se sont portées vers ceux qui leur restaient ouverts. Le retranchement forcé qui a eu lieu dans ces cinq branches de leurs dépenses explique donc, en partie, l'augmentation volontaire qui a eu lieu dans toutes les autres : mais ce qui vous l'expliquera bien mieux, Monsieur, c'est le redoublement simultané des travaux de ce peuple dont vous aurez bientôt la preuve irréfragable.

Le résultat en est déjà sous vos yeux. Parcourez la table de ses importations : vous y verrez que depuis le blocus, à l'exception d'un petit nombre d'articles, tels que le vin et le charbon ; la CONSOMMATION ADDITIONNELLE de ceux des produits du dehors dont les demandes croissantes signalent le plus l'enrichissement d'un peuple, a *égalé* ou plutôt *surpassé* la CONSOMMATION TOTALE qui s'en faisait avant l'union.

Combien ils sont précoces, les fruits de ce blocus qui devait appauvrir les Isles Britanniques, les forcer à d'innombrables retranchemens dans leurs dépenses, suspendre partout à la fois leurs entreprises industrielles ou rurales et réduire leurs habitans au désespoir!

Tels ont été, vers les jouissances et le bien-être,

les progrès du peuple Irlandais ; de ce peuple, que vous me citez comme n'étant pour l'Angleterre qu'un objet perpétuel d'inquiétudes ; de ce peuple, sur l'oppression duquel le Gouvernement Français s'est tant appitoyé ; de ce peuple enfin qu'il ne cesse de représenter comme réduit par le Gouvernement Anglais au dernier degré de découragement et de misère !

Félicitez-vous donc, Monsieur, de ce que votre Cour, si tant est qu'elle eût aussi formé le vœu d'appauvrir les Isles Britanniques (ce sur quoi j'ai toujours des doutes) ; félicitez-vous, dis-je, de ce qu'elle a eu le bonheur d'échouer dans cette entreprise. Ne voyez-vous pas qu'à la paix, enrichis comme ils le sont devenus, les Irlandais, qui resteront toujours plus ou moins dépendans de la Russie pour leurs bois de bâtisse, seront en état de lui en acheter presque autant, à eux seuls, que lui en achetait la Grande-Bretagne, à l'avènement du Roi actuel ?

Les faits dont je viens de dresser le relevé présentent, à ce que je crois, un tableau de statistique unique en son genre, et dont les Colonies les plus florissantes, soit modernes, soit anciennes, n'avaient jamais fourni d'exemple. Ils constatent que l'importation de presque tous les articles qui contribuent le plus aux commodités et aux nuisances de la vie, s'est accrue, en Irlande, de près de *moitié*, pendant les deux dernières années,

Rien, non, rien ne corrobore davantage ce que j'ai dit, p. 17, de la réaction du commerce extérieur sur le commerce intérieur, et sur l'enrichissement des classes mêmes dont les travaux semblent n'avoir aucune connexion avec ceux dont on exporte l'excédant. Ce qui en achève la preuve, c'est que les achats du peuple Irlandais, ou en d'autres termes, ses jouissances, ont augmenté dans un rapport encore plus rapide que ses ventes ; circonstance qui répandrait l'alarme chez la plûpart des autres peuples ; mais qu'on envisage ici comme un symptôme de prospérité.

Et cependant, s'il est vrai que depuis l'union la quantité additionnelle des produits que l'Irlande a achetés au dehors, ait été proportionnellement plus forte que la quantité additionnelle des produits qu'elle y a vendus ; comment se fait-il que la *balance commerciale* qui, par cela même, aurait dû tourner à son désavantage, lui soit devenue de plus en plus avantageuse ?

C'est qu'à mesure que le peuple Anglais a perfectionné les instrumens dans ses ateliers et abrégé les procédés de la main-d'œuvre, il n'a point eu besoin d'élever le prix de ses travaux industriels dans le même rapport que s'est élevé, ici et partout, le prix des travaux ruraux qui ne sont susceptibles, ni de la même subdivision, ni, par conséquent, de la même épargne. Il est en Angleterre telle manufacture, entr'autres celle des étoffes de coton communes, dont le prix

a plutôt baissé que haussé depuis dix années (38), tandis que celui des suifs, lins, beurres et autres productions que fournit l'Irlande, a doublé, ou à peu de chose près. D'où s'ensuit, que tel canton Irlandais qui avait alors un surplus de mille quintaux de suifs ou de lins, en retour duquel il se procurait mille pièces d'étoffes et cent pièces d'or; peut, avec cette même quantité de suifs, se procurer aujourd'hui quinze ou seize cent pièces d'étoffes, et recevoir en outre quatre ou cinq cent pièces d'or (39).

---

(38) A les prendre en masse, leur valeur *réelle* a haussé de 128 à 144, depuis l'établissement originel de la manufacture en Angleterre : mais c'est sur les mousselines brodées et sur les qualités supérieures qu'a porté cette hausse.

(39) La manufacture des toiles de lin Irlandaises, beaucoup moins susceptible de l'adaption des machines que celle des toiles de coton Anglaises et Ecossaises, en fournit la preuve; puisque celles-ci, sont restées, à peu près, au même prix où elles étaient lorsqu'on établit le tarif de leur valeur *officielle*, tandis que le prix vénal des toiles Irlandaises a doublé dans le cours des vingt dernières années.

| | Valeur *officielle*. | Valeur *réelle*. |
|---|---|---|
| Exportations des toiles de lin Irlandaises en 1808. | £2,933,109 | £5,859,053 |
| Exportations des toiles et étoffes de coton Anglaises en 1808. | £12,835,803 | £14,412,300 |

D'où l'on voit que si les Irlandais échangeaient, il y a vingt ans, une pièce de toile de lin contre *une* pièce d'étoffe de coton, ils en reçoivent aujourd'hui près de *deux*.

Et ce second exemple achève l'explication d'un fait qui, sans

L'Irlande a donc réellement profité, tout autant que les Anglais, des découvertes qu'ils ont faites pour simplifier et abréger le genre de travaux qu'elle reçoit d'eux en échange des siens. Et observez, Monsieur, que vos compatriotes en profitaient également, puisque les produits Russes ont augmenté de 150 pour Cent, en valeur, depuis un siècle, pendant le cours duquel, la valeur vénale de ceux de la Grande-Bretagne n'a augmenté que de

---

cela paraîtrait incompréhensible ; savoir, comment la balance commerciale des Irlandais a pu leur devenir *huit* fois plus favorable, quoique l'accroissement des produits qu'ils ont exportés ait été effectivement moindre que l'accroissement des produits qu'ils ont importés.

La *moyenne* du grand total de leurs EXPORTATIONS, pendant les trois années 1796, 7 et 8 fut,

Valeur *officielle*, £4,435,208,—— et valeur *réelle*, £6,121,757.

En 1808.

Valeur *officielle*, £5,696,897,—— et valeur *réelle*, £12,577,517.

Ainsi, et quoique depuis dix ans, les exportations de l'Irlander n'aient augmenté, en *quantité effective*, que de 44 à 56 ; leu *valeur vénale* s'est accrue dans une proportion incomparablement plus forte.

En 1798, une quantité de 44 ne se vendait que £ 61.

Et en 1808, une quantité de 56 s'est vendue £125.

La valeur vénale de ses IMPORTATIONS, ne s'est presque point accrue, pendant cet intervalle, et nullement depuis le blocus ; puisqu'en 1808, la différence entre leurs valeurs *officielle* et *réelle*, n'est que de 71 à 88.

En 1806.

Valeur *officielle*, £ 5,605,964,—— et valeur *réelle*, £ 7,036,506

En 1808.

Valeur *officielle*, £ 7,129,507,—— et valeur *réelle*, £8,860,325

75 pour Cent. Ceci vous explique pourquoi, d'année en année, la balance penchait de plus en plus en votre faveur ; et c'en est assez, ce me semble, pour consoler ceux des peuples agricoles qui se croient lésés, en échangeant leurs productions rurales contre les productions industrielles des peuples manufacturiers.

Au reste, l'Irlande a eu sa part de ce préjugé ; car la crainte d'avoir à lutter contre une balance défavorable, fut une de celles que firent le plus valoir ceux de ses Pairs qui protestèrent contre l'union. Malgré leurs horoscopes de ruine, cette balance n'a cessé d'augmenter et est aujourd'hui huit ou neuf fois plus forte en faveur de leurs compatriotes. Mais supposons qu'elle leur fût contraire ; supposons qu'ils eussent vu s'écouler de leur île, pendant l'année dernière, 2 à 3 cent mille Livres sterling *espèces* ; en quoi cette perte les aura-t-elle appauvris, si, dans la même année, leurs richesses en maisons, clôtures, plantations, bestiaux, meubles, vêtemens, instrumens de travail, &c. &c. se sont augmentées de 2 à 3 millions sterling ? Tels seront toujours les fruits d'un grand commerce extérieur, que sa balance soit favorable ou non. C'est par les valeurs réelles qu'il fait naître, et qui restent au dedans, bien plus que par les métaux précieux qu'il y retient, ou qu'il pompe du dehors, qu'on doit calculer ses profits.

Suivez-en les conséquences sur les revenus individuels ; et par cela même sur le revenu public.

| | 1806 | 1808 | *Accroissement* depuis le décret de Berlin. |
|---|---|---|---|
| Revenus des douanes et de l'exercise, *brut*.... | £4,915,843 | 5,824,038 | 908,195 |
| du timbre, id.... | 696,480 | 769,333 | 72,851 |
| de la poste, id.... | 164,023 | 195,174 | 31,153 |

En 1808, l'excise et les douanes Irlandaises ont recueilli £908,195 de plus qu'en l'année antérieure au décret de Berlin qui devait dessécher leurs recettes! Un tel *accroissement* sur ces deux branches vous paraîtra, Monsieur, à peine croyable. Je me trompe fort, néanmoins, s'il n'y aura pas eu, durant le même intervalle, un *décroissement* à peu près égal dans les douanes de la France. Le compte de ses recettes n'étant point encore publié pour l'année 1808, je suis forcé de vous renvoyer au rapport qu'en prépare M. Gaudin. Mais toute son éloquence ne sera pas de trop pour expliquer à son maître, ou pour déguiser à ses admirateurs, comment ce fulminant décret de Berlin qui devait *changer* la destinée des Isles Britanniques, et, en tarissant leurs revenus, *renverser le fondement unique de leur puissance*, n'a abouti qu'à ces deux grands effets:—augmentation d'un cinquième dans les douanes Irlandaises:—diminution d'un cinquième dans les douanes Françaises (40)!

(40) En 1807, la recette des douanes Françaises, tant de terre

Que Napoléon ne prête-t-il une fois l'un de ses ministres à ceux de l'Angleterre, pour leur

---

que de mer, s'est élevée à 60 millions de francs, somme de 2 millions plus forte que l'année précédente.

Mais ce petit accroissement, que le rapporteur a eu grand soin de relever, ne prouve autre chose, si ce n'est la grande indulgence du Conseil de Londres en différant, d'une année entière, ses représailles qui n'ont commencé qu'en 1808.

On ne doit jamais perdre de vue, que jusqu'aux *Ordres* du Conseil de Londres, en novembre 1807, et malgré les éloquentes déclamations de M. Hauterive sur l'abus que faisait l'Angleterre du *droit de blocus*; ses flottes permettaient à tous navires neutres, non-seulement de porter des cotons, des indigos, des épiceries, des tabacs, ainsi que des denrées coloniales, à Anvers, Nantes, Bordeaux, Marseilles, &c.; mais d'en sortir librement, quoique chargés des produits de la France. Tel est néanmoins l'état de choses auquel Bonaparte mit fin, de gaieté de cœur; car en déclarant toutes marchandises Britanniques *saisissables* sur mer, même à bord de navires neutres, et sans s'arrêter à ce qu'elles fussent ou non propriété neutre; il était bien sûr que les Anglais en agiraient de même à l'égard des marchandises Françaises; et avec cette différence essentielle, que leurs marins pourraient exécuter à la lettre le nouveau code de mer qu'il n'a pu décréter encore qu'*en principe*.

Aussi, afin de mieux voiler le déchet qui en résultera dans le revenu des douanes, M. Gaudin a-t-il jugé à propos de changer l'indication de cette branche des recettes dans ses budgets, où jusqu'alors elle figurait à part, et sous le simple titre de *Douanes*. Elle figure bien encore dans le budget de 1808; mais conjointement avec le nouvel impôt rétabli sur le sel, il y a quatre ans, et pour 75 millions seulement. Or, l'impôt sur le sel étant aujourd'hui en pleine perception; si l'on en tire les 30 millions qu'on s'en promettait, et que cependant les droits réunis sur le sel et les douanes ne produisent ensemble que 75 millions, ces dernières

apprendre à colorier leurs tableaux! Cette éclatante et subite prospérité de l'Irlande, malgré le

---

n'en auront rapporté que 45; ce qui serait précisément *un quart* de moins qu'en 1807.

Je ne présente ceci que comme une conjecture, et afin de donner une idée des moyens auxquels on a déjà recours à Paris, pour désorienter les Français, et mieux leur dissimuler les premiers résultats du décret de Berlin.

Mais je soumets ces résultats, tant pour l'Irlande que pour la France, aux méditations de M. de Talleyrand, qui, dans sa lettre du 15 décembre 1806, où il proposa le blocus à l'Empereur son maître, l'appelait une *grande pensée*, un *généreux projet*.

Je les soumets surtout à M. Fontanes, président du Corps Législatif, lui qui avait préparé les Français à cette *grande pensée*, dont il était sans doute dépositaire, en s'écriant:—" Ah, puissent enfin " les ennemis de la France permettre à ce courage invincible de " s'arrêter lui-même, où la nature des choses et l'intérêt de l'avenir doivent lui indiquer les bornes de sa domination naturelle! " Qu'ils ne le forcent point *d'enfanter* encore quelqu'une de ces " GRANDES PENSÉES par qui *change* le sort des Empires!"

Cette *Grande Pensée* a été *enfantée* et, qui plus est, exécutée, sans avoir rien *changé*, si ce n'est peut-être l'opinion où étaient les peuples de l'Europe continentale et même ceux de l'Amérique Unie, que l'Angleterre ne pourrait point se passer d'eux.

Je me trompe: elle a déjà opéré quelques autres *changemens* plus essentiels encore.

D'abord, elle a *changé* cette opinion erronée d'une foule d'Anglais, que leurs achats et leurs ventes en Europe étaient le *point d'appui* de leur commerce.

En second lieu; en apprenant à l'Europe que ses échanges avec les Isles Britanniques étaient encore plus nécessaires à sa prospérité qu'à la leur, cette *grande pensée* a déjà presque *changé* en bienveillance, l'envie universelle qu'inspirait leur prospérité commerciale.

En troisième lieu; cette *grande pensée* a *changé* en haine ouverte

blocus et en raison du blocus ! . . . Quel sujet pour la plume de M. de Champagny ! avec quelle ri-

---

ou secrète, les vœux que faisaient encore quelques peuples pour l'homme qui leur avait promis l'âge d'or. Tel d'entr'eux qui avait vu détrôner ses princes et dépouiller sa noblesse sans s'émouvoir, a commencé à rentrer en lui-même et à jeter les hauts cris, en lisant dans les décrets de Berlin et de Milan, que les alliés de la France ne pourraient plus se servir du pavillon neutre pour se défaire de l'excédant de leurs productions rurales ou industrielles. Comment s'en étonner ? Conçoit-on rien de plus propre à les désespérer, qu'un arrêt qui intimait aux Portugais, aux Espagnols, aux Italiens, et aux Allemands, d'avoir à cesser désormais toutes expéditions maritimes, en vins, laines, soies, toiles, grains, lins filés, &c. Cette seule sentence condamnait législativement chacun de ces peuples à la misère, en leur fermant jusqu'aux moyens de recréer par le travail ce que leur enlevaient les armées Françaises ; car par une conception qui n'appartient qu'à lui, Bonaparte a voulu associer à la découverte des *Recettes Extérieures*, la prohibition de tout commerce extérieur !

A force de répéter que les Anglais ne sont qu'une *nation boutiquière* il avait fini par le croire, opinion qui, en le conduisant au régime du *prohibitisme*, a peut-être contribué, autant que tous ses autres actes, à le rendre le fléau de ses sujets et de ses alliés. Au lieu de frapper au cœur la *nation boutiquière*, comme il s'en était flatté, son décret de Berlin a été pour elle la source d'un triomphe dont la plûpart des Anglais s'étonnent eux-mêmes ; car sans cette *grande pensée*, le secret de leurs ressources commerciales et de leurs forces intrinsèques ne leur serait point encore révélé.

Bonaparte ayant entendu dire qu'il faut de la liberté au commerce pour le faire fleurir, avait naturellement *pensé* qu'en lui ôtant toute liberté, il viendrait à bout de l'anéantir. Mais sa *grande pensée* n'a abouti qu'à mieux mettre en évidence que le commerce est un être qui n'est pas plus comprimable que l'eau.

chesse de mots il se plaindrait de ce que la langue est trop pauvre et l'imagination trop lente, pour suivre le rapide développement de tant de travaux et de tant de jouissances! avec quelle heureuse énergie, il s'écrierait encore:—*Ne sommes-nous pas dans le siècle des merveilles!*

Sérieusement: personne moins disposé que je le suis, à blâmer les ministres Britanniques de ne point prendre la nouvelle école Française pour modèle. Mais comment se fait-il qu'aucun des successeurs de M. Pitt, en présentant leurs budgets et ce qu'on appelle ici *l'état de la nation*, ne se permettent jamais certains rapprochemens, qui, en mettant en évidence la prospérité de l'Empire, ne seraient pas moins propres à rassurer ses amis du dehors qu'à désespérer ses ennemis?

J'ai fait quelquefois cette question, et voici à peu près la réponse.

Chaque peuple a son caractère. En tout tems, les Français se sont consolés de leurs souffrances pourvu qu'on les croie ou qu'on les dise heureux; et sous ce rapport, personne ne les a mieux servis selon leur gré que le Gouvernement actuel. Mais notre peuple, qui a pris au contraire pour devise: *Malo esse quam videri*, croirait presque renoncer au bonheur s'il lui fallait renoncer au droit de contester qu'il prospère et est bien administré. Ce qu'il attend de ses administrateurs, ce sont des faits, non des phrases. Il les veut nombreux, authentiques, complets, et il exige en

outre qu'on lui laisse le soin de les comparer et d'en tirer les résultats à sa manière. Voilà pourquoi l'on publie chaque année, tant sur l'Irlande que sur la Grande-Bretagne, deux volumes in folio, où tout contribuable peut suivre, jusques dans les moindres détails, la marche progressive du revenu, des dépenses, des impôts, du fonds d'amortissement, du commerce, de la navigation, &c. &c. Mais nos ministres ont toute raison de n'y joindre ni félicitations sur le présent, ni augures favorables sur l'avenir ; car dès le lendemain, ils seraient accablés d'augures tout opposés : et c'est ce qu'on vit du tems de M. Pitt qui, le premier, se fit un devoir de nous expliquer comment nos facultés contributives s'accroissaient dans le même rapport que nos contributions. Qu'en resulta-t-il? une guerre de plume où une foule d'écrivains nous assaillirent de leurs cris de décadence générale et de leurs calculs de ruine prochaine; calculs, qui malgré les répliques lumineuses de MM. Rose et Vansittart, ne laissèrent pas de faire une certaine impression sur beaucoup de lecteurs ; car il est trop vrai que notre peuple est un peu atteint de la *lugubromanie*. On reproche, avec plus de raison peut-être, à nos ministres, de se montrer indifférens à l'opinion des nations étrangères ; entr'autres, pour ce qui concerne nos finances. Mais s'ils n'ont pas même le tems de jeter les yeux sur les lamentables rapports qu'en publie périodiquement le Moniteur, où trouver celui d'y répondre

et de s'en occuper avec suite? D'ailleurs, nous aurions beau faire; jamais nous n'approcherons des Français dans l'art des décorations dramatiques: toujours ils étaleront avec plus d'effet le luxe de leurs misères, que nous celui de nos richesses; et après tout, n'avons nous pas assez de jaloux, sans qu'il soit nécessaire d'en augmenter le nombre?

Telle est, je me figure, l'explication du silence que s'est imposé, cette année, le ministre des finances Irlandaises sur le phénomène tout nouveau que présente aujourd'hui son pays, et dont l'exposé ne lui eût néanmoins coûté d'autre peine que de tirer de ses registres les trois articles suivans.

| | | |
|---|---|---|
| *Moyenne* des Exportations de l'Irlande, pendant les trois années qui précédèrent l'union (41)..... | Valeur *réelle.* 6,121,757 | Revenus publics *net,* 1,860,797 |
| Exportations de l'année 1806, antérieure au blocus..... | 9,314,854 | 5,604,153 |
| Exportations de l'année 1808, où il a eu son entier effet..... | 12,577,517 | 6,174,561 |

(41) Le premier article de chaque colonne est tiré des *Comptes Commerciaux,* dressés avec un soin particulier, et sous

Ce phénomène, qui eût fourni à M. Pitt un texte plus riche encore que celui qu'il traita

---

les yeux de M. Pitt, lorsqu'il préparait l'acte d'union qui renversa les barrières élevées, entre les deux îles, contre le commerce l'une de l'autre. Beaucoup d'Anglais craignaient que, vu le bas prix de la rente des terres et de la main d'œuvre en Irlande, la libre admission de ses productions rurales ou industrielles ne réduisit sensiblement le prix des leurs. L'effet a été tout contraire, et M. Pitt qui le prévoyait, voulant faire connaître à fond toutes les branches du commerce Britannique et du commerce Irlandais, soumit aux deux Parlements un relevé détaillé où l'on trouve, pour chaque article, la valeur *officielle* et la valeur *réelle*.

La valeur *réelle* des exportations de produits Britanniques y figurait pour..... £31,272,865
dont l'Irlande ne prenait que pour..... 2,087,672

Et la valeur *réelle* des produits de l'Irlande, y figurait (en monnaie Anglaise) pour..... £5,650,853
dont la Grande-Bretagne seule prenait pour..... 4,891,161

L'objet principal de ce travail comparatif était d'en faire l'un des trois élémens du calcul destiné à découvrir, soit le nombre de représentans qu'il convenait d'assigner à l'Irlande, soit la juste part qu'elle devait fournir aux dépenses générales de l'Empire, part qui fut fixée à *deux dix-septièmes*; mais pour vingt ans seulement, ou jusqu'à ce qu'on puisse identifier les finances, la dette et les contributions des deux îles, comme celles de l'Ecosse et de l'Angleterre, où les contribuables sont soumis aux mêmes impôts et les payent, chacun selon ses facultés contributives.

Depuis cette époque, les exportations de la Grande-Bretagne sont graduellement montées à £40,881,671, dont l'Irlande prend environ £8,500,000 (monnaie Anglaise).

A dater de la même époque, celles de l'Irlande ont doublé et au-delà, puisqu'elles s'élèvent à £12,577,517 (monnaie Irlandaise), dont la Grande-Bretagne a pris, l'année dernière, plus des

dans son beau discours du 17 février 1792, lui aurait procuré, entr'autres, la plus noble des jouissanses; celle de déployer aux deux peuples les fruits hâtifs de l'union dont il fut l'auteur, et qui suffirait seule pour l'immortaliser comme homme d'état. Quant au Chancelier actuel de l'échiquier d'Irlande; en ouvrant son budget de l'année courante, il s'est interdit de faire la moindre allusion à aucun des rapprochemens que je viens de vous présenter. Aura-t-il craint d'accélérer la levée des embargos Russe et Américain, en révélant à ces deux Gouvernemens, toute l'étendue des obligations qu'ils ont conférées à l'Irlande?.... Je supposerai plutôt qu'il a pensé que le silence sied au bonheur, et que puisque la France sait souffrir sans se plaindre, l'Irlande doit savoir prospérer sans le dire.

*..... tacitus pasci si posset corvus, haberet*
*Plus dapis, et rixæ multo minus invidiæque.*

---

deux tiers pour sa propre consommation! Ensorte que les échanges commerciaux entre les deux îles ont doublé depuis l'union!

Mais toujours est-ce depuis le blocus que s'est le plus manifesté l'accroissement des exportations de l'Irlande.

Durant les quatre années qui le précédèrent (de 1802 à 1806), elles ne s'accrurent, en valeur *réelle*, que d'un million.

Pendant le cours des deux dernières années, elles se sont accrues de *trois* millions.

Leur progression, depuis le blocus, a donc été six fois plus rapide.

Quels que puissent avoir été ses motifs ; il a eu la retenue de jeter un voile sur toute la série de faits dont vous venez de parcourir le parallèle. La seule circonstance que ce ministre ait mise en dehors pour la faire valoir ; et je dois convenir qu'elle le dispensait presque de rien ajouter sur les fruits de l'union et du blocus, est celle des conditions favorables du dernier emprunt, conditions dont il n'y avait point eu d'exemple avant lui, en tems de guerre. Afin d'en mieux juger, il faut savoir que jusqu'ici, et lors même que la dette Irlandaise en était encore dans son enfance, ce Gouvernement avait été obligé d'offrir à ses prêteurs un intérêt beaucoup plus fort que le Gouvernement Britannique aux siens. L'emprunt de 1799, année qui précéda l'union, fut contracté à £6. 4*s*. 9*d*. pour Cent, et celui de l'année précédente n'avait pas coûté moins de £8. 3*s*. 11*d*. $\frac{13}{61}$.

Aujourd'hui que la dette Irlandaise a doublé depuis la rupture du traité d'Amiens ; aujourd'hui qu'elle est déjà plus considérable que ne l'était la dette Anglaise au commencement de la guerre de sept ans ; aujourd'hui que tant de défrichemens, et d'entreprises lucratives réclament de toutes parts les capitaux disponibles ; telle est la confiance des capitalistes dans l'indissolubilité de l'union, dans l'enrichissement des gouvernés et dans la solidité

du Gouvernement, qu'il vient (chose à peine croyable dans un pays où l'intérêt légal est de 6 pour Cent sur hypothèque) d'obtenir à £4. 13*s.* 1½*d.* l'emprunt de £1,250,000 ouvert à Dublin en mai 1809!

Voilà donc l'Irlande, qui n'est dependant encore qu'au début de sa course, et qui ne fait, pour ainsi dire, que déployer ses ailes pour prendre son vol; la voilà, dis-je, déjà arrivée, en fait de crédit et d'activité exportatrice, à la même hauteur qu'atteignit la Grande-Bretagne, il y a cinquante ans, lorsqu'elle commença à devancer les Français dans la carrière commerciale. Ceux-ci prirent alors sa prospérité pour de la boursouflure, et plus d'un Anglais eût été disposé à le croire, si le Doyen Tucker ne les avait avertis qu'il n'y a point de limites à la richesse d'un peuple laborieux, parce qu'il n'y en a point à la division du travail (42).

---

(42) " No man can pretend to set bounds to the progress " that may yet be made both in agriculture and manufactures; " for who can take upon him to affirm, that our children " cannot as far exceed us as we have exceeded our gothic fore- " fathers? And is it not much more natural and reasonable to " suppose, that we are rather at the beginning only and just " got within the threshold, than that we are arrived at the " *ne plus ultra* of useful discoveries?" — *Four Tracts on trade and finance by Josiah Tucker D. D. Dean of Glocester*, 1774.

Depuis qu'il encourageait ainsi ses compatriotes, leurs exportations ont triplé. Si l'Irlande fait, vers le travail et la richesse, des pas encore plus rapides que n'aient jamais été les leurs; elle en est surtout redevable aux Décrets de Paris, aux Ukases de Pétersbourg et à l'Embargo Américain. Quand le concours simultané et presque miraculeux de ces trois mesures a donné aux Irlandais le monopole exclusif du riche marché de la Grande-Bretagne; faut-il s'étonner qu'ils aient redoublé de travail pour obtenir, de leur fertile sol, les productions rurales que toute l'Europe et jusqu'à l'Amérique-Unie refusaient aux Isles Britanniques?

Les Irlandais en ont profité sous une foule de rapports.

En premier lieu; ces trois mesures ayant proclamé, coup sur coup, jusques dans les districts les plus reculés de l'île, que le moment était venu pour elle de sortir de l'inertie dont l'accusaient les Anglais; elles y servirent de signal pour pousser la culture des avoines et celle du lin, ainsi que pour reprendre la filature de ce dernier qui s'était rallentie depuis quelques années; mais dont l'exportation a triplé, dès que Bonaparte eut défendu aux Prussiens d'envoyer en Angleterre leurs lins filés.

En second lieu; le monopole du marché Britannique que la France, l'Amérique et la Rus-

sie délèguèrent ainsi à l'Irlande pour la vente de ses productions, y ayant beaucoup haussé leur valeur vénale; non-seulement elle en a créé et vendu davantage, mais elle en a reçu un prix presque double (43). Il n'y a pas jus-

(43) Voici un aperçu du prix comparatif de quelques-unes de ces productions sur le marché de Londres, avant et après le blocus.

| | | 1806. | 1808. | 1809. |
|---|---|---|---|---|
| Lin brut | *quintal* | £3 0 0 | £5 18 0 | £5 0 0 |
| Lin filé | *paquets* | 0 10 6 | 1 2 0 | 18 0 0 |
| Suif | *quintal* | 2 16 0 | 5 18 0 | 5 0 0 |

Le prix des avoines et du beurre a aussi augmenté, quoique dans une moindre proportion, soit parce que l'Angleterre en a produit davantage; soit surtout, parce que malgré les décrets Français, l'Ostfrise et la Hollande ont réussi à en expédier. Mais quoiqu'ils se soient vendus à un prix plus haut qu'auparavant, ce ne sont point les Hollandais qui en ont profité; car les peuples du nord de l'Europe se plaignent avec raison d'être victimes d'une révolution précisément inverse de celle dont jouit l'Irlande. S'il est vrai, comme ils l'assurent, que malgré tous les risques auxquels ils s'exposent pour favoriser la contrebande, le prix de leurs productions rurales ait considérablement baissé sur leurs marchés, tandis que celui des productions industrielles de l'Angleterre y a considérablement haussé; c'est à la France seule qu'ils doivent s'en prendre, puisque les consommateurs souffrent de cet exhaussement de prix sans que les producteurs en profitent. Ceux qui le reçoivent et s'y enrichissent, sont:—1° les Juifs qui font un trafic de faux papiers:—2° les navigateurs neutres, qui, obligés de s'en servir, ne se font plus scrupule d'attester sous serment que ces papiers forgés ne le sont pas;—3° les magistrats ou autres officiers du fisc qu'ils subornent sur toutes les côtes de la Baltique:—4° les Généraux et Con-

qu'à la vente de ses toiles à qui le décret de Berlin n'ait été éminemment favorable, par cela même qu'ayant fermé aux navires neutres, tous achats en toiles de Bretagne, de Flandre, de Hollande, de Saxe et de Silésie, l'Irlande a eu, tout à la fois, pour les siennes, et le monopole de la Grande-Bretagne et celui du nouveau monde.

En troisième lieu ; le prix des denrées coloniales ayant graduellement baissé depuis sept ou huit ans que Bonaparte commença à leur fermer l'entrée de la France et d'une partie de l'Europe ; les Irlandais en ont profité pour acheter, à moindre prix, une beaucoup plus grande quantité de sucre, d'indigo, de poivre, etc. Il y a environ dix ans qu'un quintal de lin brut ne valait précisément qu'un quintal de sucre brut. Depuis cette époque, le prix du premier ayant doublé, et celui du second ayant baissé

---

suls Français qui y connivent à l'évasion des ordres dont leur Empereur les a chargés de surveiller la sévère exécution, comme pour mieux les faire participer à la moisson des *Recettes Extérieures* :—5° les assureurs qui exigent et reçoivent des sommes proportionnelles aux risques presqu'incalculables qu'entraîne ce nouvel état de chose pour le commerce maritime. Ainsi les honnêtes négocians sont, ou ruinés, ou retirés des affaires, pendant que des hommes peu délicats s'enrichissent sous les auspices du décret de Berlin qui a été une PRIME immense pour l'immoralité. Espérons que le génie du mal s'est épuisé et ne saurait aller plus loin !

de moitié, les Irlandais, avec un quintal de lin, ont pu se procurer quatre quintaux de sucre ; ce qui explique de reste l'accroissement de consommation qu'ils en ont faite. Peut-être diminuera-t-elle à mesure que le prix des denrées coloniales continuera à se relever (44). Mais je croirais plutôt que lorsqu'il remontera à son taux naturel, les Irlandais qui ont pris goût à cette jouissance, travailleront davantage et produiront d'autant plus d'avoines, de lin, ou de chanvre, pour ne point éprouver la privation du sucre et du rum (45). Avec un peuple aussi ingénieux, tout ce dont il s'agissait était de lui donner des besoins et de le stimuler au travail. Grâce au blocus, ces deux pas sont franchis.

Je crois les Anglais trop bons calculateurs, et surtout trop justes, pour se plaindre de ce que cette révolution s'est opérée à leurs dépens. S'ils n'eussent pas mis l'Irlande en mesure d'acheter une beaucoup plus grande quantité de

---

(44) Depuis les décrets de Berlin et de Milan qui étaient surtout destinés à réduire leur prix, celui du sucre a un peu haussé et celui du rum a doublé.

(45) C'est précisément ce qui est arrivé à l'égard des cotons bruts, dont l'importation a augmenté de 17 à 22, depuis le blocus, quoique l'embargo Américain les eut renchéris dans le rapport de 3 à 5.

leurs travaux industriels, la valeur vénale de ceux-ci ayant infailliblement baissé, le peuple Anglais aurait tout à la fois, et moins travaillé et obtenu un moindre prix pour ses travaux. Dans le fait, c'est l'Irlande, beaucoup plus que l'Amérique Espagnole, qui a aidé les manufacturiers d'Angleterre et d'Ecosse à déjouer la ligue sous laquelle tant de gens les croyaient prêts à succomber (46).

Il est dans la vie des nations, comme dans celle des individus, certaines occasions rares qui ne se représentent plus si l'on les laisse échapper. Le peuple Irlandais peut se vanter d'avoir saisi celle du blocus avec une prestesse et un succès qui font déjà une nouvelle ère dans son histoire. Si je reviens toujours ici sur les bienfaits de ce blocus, ce n'est point que je prétende les comparer à ceux de l'union ; mais outre que l'examen du décret de Berlin et des ukases de Pétersbourg appartenait à mon sujet, autant je suis porté à croire que sans l'union, le blocus eût pu être aussi nuisible à l'Irlande qu'il lui a été

---

(46) Il ne faut jamais perdre de vue que, depuis l'union, les achats de l'Irlande en manufactures Britanniques se sont accrus de £2,087,672 à £4,560,000 (monnaie Anglaise), et que ses achats en denrées coloniales s'étant élevés à £1,220,000 (monnaie Irlandaise ;) ce double accroissement a presque couvert en entier le décroissement qui a eu lieu dans les achats de l'Europe.

utile; autant je suis convaincu que sans le blocus, les fruits de l'union ayant été beaucoup plus lents, paraîtraient encore équivoques.

Par une espèce de miracle, cette ligue, qui se tramait contre les Isles Britanniques depuis l'avènement de Bonaparte au Consulat (47), n'a été signée et proclamée, qu'a-

(47) Je crois devoir protester ici contre toute idée d'impliquer les Américains dans la coalition anti-commerciale tramée en Europe, quoique leur embargo, ayant eu lieu en même-tems que celui de la Baltique, ait donné quelque prise à ce reproche. Pour être juste, il faut convenir que jamais Gouvernement ne se trouva dans des circonstances plus embarrassantes. A tout prendre, cette mesure du Congrès aurait été la plus noble et la moins hasardeuse qu'il pût adopter, si, dès que lui parvint le décret de Berlin, il eût interdit à ses Constituans toutes communications commerciales avec la France, et déclaré d'avance que cet interdit s'étendrait de fait, sur tous les Etats, qui, en imitant ce décret, priveraient injustement les nations neutres de leur commerce avec les nations belligérentes. Une semblable déclaration, faite à tems, aurait vraisemblablement suffi pour engager Bonaparte, sinon à revenir en arrière en révoquant son décret, du moins à permettre aux Hollandais et aux Italiens de ne point se l'approprier. Très-certainement les *Ordres* du Conseil de Londres n'eussent jamais eu lieu, et les Américains auraient eu le double avantage de conserver leur commerce le plus étendu (celui des Isles Britanniques), et le mérite d'une résolution vigoureuse qui leur eût fait partout le plus grand honneur. Au lieu de cela, le Congrès a biaisé et n'a embrassé la mesure que lorsqu'elle a paru personnellement dirigée contre les Anglais, qui cependant lui avaient

près que le contrat d'union avait déjà eu six ans entiers pour produire ses effets sur l'Irlande et y effacer jusqu'à la trace des absurdes règlemens commerciaux qui repoussèrent, ou taxèrent si long-tems les produits de son industrie, comme s'ils fussent venus d'une province étrangère. Cette bienheureuse union, en apprenant aux Irlandais qu'il ne tenait désormais qu'à eux de devenir le grenier de l'Angleterre et de l'Ecosse, les avait mis en mesure de rassembler toutes

---

laissé une année entière pour prévenir leur acte de retaliation du 11 novembre 1807.

On peut encore reprocher au Gouvernement Américain :— 1° une partialité marquée pour les Français révolutionnaires ; partialité qui conduisit, peu à peu, ceux-ci à mettre au jour leur nouvelle jurisprudence maritime, dans l'idée que les Etats-Unis, aux intérêts et aux droits desquels elle attentait le plus, préféreraient dissimuler cet outrage, plutôt que de s'exposer à une rupture, en le ressentant :—2° de s'être persuadé que la Grande-Bretagne, l'Irlande et surtout leurs îles à sucre ne sauraient se passer, pendant six mois entiers, des produits ruraux de l'Amérique du nord :—3° de s'être flatté que ses gouvernés auraient assez d'esprit public pour se prêter au sacrifice de leur commerce maritime ; sacrifice tellement onéreux, qu'afin de le consommer, il aurait fallu que le Gouvernement Américain eût été aussi fort qu'il est faible. La mesure de l'embargo général était légitime : mais outre qu'elle fut beaucoup trop tardive, à moins qu'elle n'eût été exécutable, elle était hautement imprudente, et d'autant plus impolitique, qu'il n'eût tenu qu'au Congrès d'en prévenir la nécessité.

leurs forces pour le grand défi que leur préparait l'Europe et auquel ils ont si honorablement répondu. Si, par malheur, le blocus avait eu lieu sept ans plutôt, il les aurait pris, pour ainsi dire, au dépourvu: mais à l'époque du décret de Berlin, ils en étaient déjà arrivés à ce point dont parle Rousseau, où *il est plus facile de gagner le second million que le premier écu.* Tant il est vrai que l'aisance et la richesse sont les deux premières conditions du développement de la richesse et de l'opulence!

Admirez, je vous prie, Monsieur, comment le génie d'un seul homme, secondé par un caractère pur et doué d'une volonté ferme, peut aider une nation à faire servir à l'œuvre de sa prospérité les événemens qui s'emblaient la conduire à sa ruine!

Si vous en exceptez la révolte des matelots, et les deux disettes de 1798 et 1800, il n'y a rien eu dans toute cette guerre qui ait donné autant d'anxiétés à M. Pitt que l'insurrection des Irlandais unis, et la descente des Français en Irlande, où fort heureusement le Général Humbert arriva trop tard au secours de ses alliés. C'est néanmoins à ces deux entreprises de la France pour enlever à George III un Royaume bien autrement précieux que l'Empire de l'Inde; c'est à elles qu'est dû l'acte d'union qui a amalgamé, consolidé les deux îles en ne fai-

sant de leurs habitans qu'un seul et même peuple. Sans la juste crainte d'avoir à traverser, plutôt ou plus tard, une révolution sanglante, dont les chefs, dévoués à la France, n'aspiraient à rien moins qu'à faire de l'Irlande une république d'égaux ; jamais, non jamais, il n'eût été pratiquable d'amener la haute noblesse à l'acte qui mit fin à son aristocratique influence ; car avant l'union, c'était une douzaine de familles, bien plus que le Vice-roi, qui y gouvernaient le Parlement et disposaient de toutes les places. Cependant, les Irlandais étaient si enivrés de l'acte déclaratoire de 1782 qui avait reconnu leur Parlement indépendant de celui de la Grande-Bretagne, que j'ai vu le tems où il eût été impossible d'exprimer, parmi eux, le vœu de l'union, sans être signalé comme un insensé ou comme un traître (48). Quoique leur législature séparée

(48) Dans son *Querist*, écrit qui, sans être exempt de quelques erreurs, présentait beaucoup de vérités neuves et le texte d'une foule d'ouvrages sur l'économie politique ; l'Evêque Berkeley hasarda deux ou trois lignes sur la question de l'union, non pour la recommander ouvertement, mais pour empêcher que les préjugés qui la repoussaient ne s'enracinassent au point de la faire regarder comme une question qu'il n'était plus permis d'agiter.

" Whose fault is it, if poor Ireland still continues *poor* ?

" Whether it be not the interest of both nations to become " *one people*, and whether either be sufficiently apprized of " this ?"

Cet

ne fut et ne put être qu'une législature subordonnée; la prolongation de cette fausse indépendance, à mesure que ce peuple croissait en richesses et acquerrait le sentiment de sa force, prolongeait les anciens conflicts commerciaux et en préparait une foule d'autres entre deux îles qui, tout en s'appelant *sœurs*, se traîtaient

---

Cet Evêque, l'esprit le plus philosophique qu'ait produit l'Irlande, n'était pas moins distingué par ses vertus que par ses rares lumières en économie politique. C'est lui que Pope a immortalisé dans ces deux vers;

*Manners with candour are to Benson giv'n,*
*To Berkley, ev'ry virtue under Heaven.*

Quelle jouissance pour ce patriote éclairé, s'il voyait les fruits de l'union politique et commerciale qu'il avait signalée comme le plus grand service à rendre aux deux îles!

En faisant une nouvelle édition de son *Querist*, qui est devenu très-rare et que ses compatriotes ne sauraient trop lire et méditer, ne pourrait-on pas y ajouter les deux questions suivantes?

1. Si au lieu de suivre le conseil salutaire de cet Evêque, si au lieu de s'unir, législativement et commercialement, à la Grande-Bretagne; les Irlandais s'en fussent séparés, en passant sous la tutelle d'un allié qui leur eût interdit toutes espèces d'échanges commerciaux avec l'Angleterre, où en seraient-ils aujourd'hui, sous le triple rapport, des travaux, des jouissances et de la civilisation?

2. En supposant que les deux îles eussent toujours existé et existassent encore sous un Gouvernement séparé, ou même rival, qu'auraient-elles pu faire de mieux; pour leurs intérêts respectifs bien entendus, que de s'ouvrir mutuellement leurs marchés, comme elles le firent lors de l'union?

néanmoins en sœurs rivales pour l'importation et l'exportation de leurs produits. Bien que les Irlandais fussent encore plus que les Anglais victimes de cet ancien état de choses, l'idée de devenir, ainsi que l'Ecosse, une simple province de l'Empire, se présentait à eux comme une dégradation, comme une espèce de suicide politique. Le tiers-état lui-même qui y a déjà tant gagné, et les catholiques qui sans doute en profiteront le plus dans l'avenir, repoussaient de concert cette mesure, avec un zèle presque égal, quoique par des motifs différens. Quant aux grands propriétaires, y donner les mains, était une véritable abdication de leur influence. Aussi, je le répète, ni les efforts de M. Pitt, ni ses talens, ni les moyens de séduction qu'on lui reproche d'avoir prodigués, n'auraient jamais amené les deux Chambres à se fondre dans le Parlement Impérial; si l'effroi d'une démocratie anarchique qui menaçait évidemment les propriétaires fonciers d'une spoliation universelle, ne les eût réduits, ou plutôt forcés, à se jeter dans les bras de l'Angleterre pour échapper au coup que leur préparait la France. Mais écoutez ce qui suit :

A peine l'union eut-elle été signée et jurée, que la destruction successive des marines Française, Espagnole et Hollandaise, ayant mis l'Irlande à l'abri de tout danger d'invasion, et l'esprit républicain s'y étant calmé ; beaucoup

d'hommes influens et éclairés commencèrent à déplorer le sacrifice inappréciable que leur avait arraché l'effroi de ce double péril. Même parmi ceux qui avaient concouru à l'acte d'union, j'en connais qui en éprouvaient des remords, et s'en représentaient sincèrement les suites, comme aussi fatales à la prospérité future de leur pays, qu'elles avaient été utiles à celle de l'Ecosse. Entre les Anglais qui visitèrent cette île, avant le blocus, je doute s'il est un seul observateur impartial qui n'en fût revenu, persuadé que l'impopularité de l'union allait en croissant, et que bien que tous les faits parlassent déjà en sa faveur, toutes les voix, tous les préjugés étaient contr'elle. L'illustre Pitt n'a point assez vécu pour jouir de la reconnaissance que lui voueront bientôt les Irlandais. Il est mort, qu'ils l'accusaient encore de les avoir surpris, appauvris, dégradés!

Tout à coup est survenu le mémorable anathème, qui, en mettant les Isles Britanniques, *hors de la loi des nations commerciales*, annonça à l'Irlande qu'elle était appelée à fournir exclusivement à l'Angleterre, à l'Ecosse et même aux îles à sucre, les produits ruraux que leur refusaient les autres peuples. Jamais acte inattendu d'hostilité ne vint plus à propos, tant pour faire connaître aux Irlandais l'étendue de leurs forces productrices, que pour faire apprécier aux Anglais l'utilité dont leur est, et leur

sera, cette île jusqu'alors trop négligée. Quoiqu'il soit peut-être fâcheux pour elle que l'embargo Américain ne se soit pas prolongé davantage, il a duré précisément assez pour la mettre en mesure de franchir ses anciennes limites. Cet événement a été un coup de soleil qui a échauffé, fécondé, développé tous les germes de prospérité dont elle abonde. Peut-être aussi ne fallait-il rien moins que le succès complet et inespéré de toutes les mesures proposées par M. Hauterive, pour cimenter et rendre indissoluble l'amalgame des deux peuples, en révélant à l'un et à l'autre l'immensité de leurs services réciproques. Le Gouvernement révolutionnaire de la France et celui qui lui a succédé, leur ont causé des alarmes de plus d'un genre et surtout des dépenses inimaginables (49). Mais le contrat d'union, pro-

---

(49) Dans son discours du 20 Juin 1809, Mr. N. Vansittart en a soumis à la Chambre des Communes un relevé à peine croyable, si son nom ne faisait autorité en finance. Peut-être ne sera-t-il pas inutile d'en présenter ici l'extrait à ceux des financiers continentaux qui croyent que l'Angleterre s'épuise et touche au terme de ses efforts.

" Supposing the war to continue to the same period of next year as that at which I am now speaking, the expenditure of Great Britain, during the war, from 1793 (exclusively of Ireland), *will have exceeded a thousand millions sterling*; a sum at first sight, sufficient to impress us with astonishment and apprehension. But when we consider that this expenditure has been the means, under Providence, of saving us from the calami-

duit par les intrigues du premier, et la prospérité hâtive de l'Irlande, ouvrage des décrets du se-

---

ties which have overwhelmed the rest of Europe, we shall cease to regret its amount, however enormous, and as we look into particulars, our feelings will be changed into *admiration* of the *spirit* and the *resources* of the country. It will be seen that, in proportion to the pressure of continued warfare, the exertions of the nation increased, and its means appeared to expand; and that they have been applied with much greater vigour in the latter period of the war, namely, since its renewal than in the former. Of about 503 millions, which were expended previously to the peace of Amiens (including the whole of the year 1802), about 273 millions were raised, either by the ordinary revenue, or by extraordinary taxes within the year; and about 230 millions by addition, either to the funded or unfunded debt. In the six years, since the renewal of hostilities, ending with the 5th of January last, about 396 millions have been expended, of which upwards of 311 have been raised within the year, and less than 85 millions by addition of debt. In the first period, almost one half was borrowed; in the second, less than one fourth."

Il est beaucoup trop rare, en Angleterre, de voir des orateurs, non-ministériels, présenter ainsi l'état de la nation sans chercher à en rembrunir le tableau depuis l'époque où ils ont cessé d'être à la tête des affaires. Aussi, est-ce pour moi une double satisfaction de pouvoir, par ce discours, publié postérieurement à ma première édition, lever les doutes qu'avaient conçus quelques personnes sur mon exposé de la prospérité de l'Irlande, par cela seul qu'elles n'en avaient vu nulle mention dans les débats Parlementaires. Une prospérité si éclatante pouvait d'autant moins échapper à l'œil exercé de M. Vansittart qu'il avait été principal sécretaire d'état de cette île, précisément à l'époque où son commerce annonçait les grands développemens qu'on vient

cond, sont deux bienfaits qui compensent amplement l'énorme surcroît de taxes, au prix des-

---

de passer en revue et sur lesquels il s'est fait un devoir d'appeler l'attention publique.

" And here it is with a peculiar pleasure that I turn to the Irish part of the account, and find the commerce of that important and interesting part of the Empire in a state of progressive improvement.... The real value of Irish produce and manufactures, exported in 1802, was about £8,300,000, and in 1808 above 12,500,000, being an encrease of more than one half in the course of six years of a burdensome and expensive war."

Cet accroissement de commerce lui a même paru d'une importance si majeure qu'il la déposé dans les résolutions financières de cette année ; résolutions où jusqu'ici l'Irlande n'avait jamais été mentionée, et qui sont un régistre chronologique de la marche des revenus publics, des dépenses, de la dette, du fond d'amortissement, du commerce, de la navigation, &c.

L'Irlande figure cette année, pour la première fois et avec éclat, dans celles qu'a votées la Chambre des Communes en terminant la session. L'une d'entrelles, la 34, présente, entr'autres, les progrès de la marine marchande Irlandaise, dont voici le relevé ; mais en prenant, pour point de départ, l'année 1806 antérieure au blocus :

| | Nombre de Navires Irlandais entrés dans les ports d'Irlande. | Tonnage | Nombre des Matelots. |
|---|---|---|---|
| 1806..... | ....., 1497..... | 102,163..... | ...7,049 |
| 1808..... | ..... 1583..... | 111,614..... | ...7,485 |

Ainsi, pendant que les Irlandais se livraient avec tant d'ardeur et de succès aux travaux ruraux et industriels, leur marine marchande n'a pas laissé de prendre un accroissement plus grand qu'à aucune autre époque, depuis ce même blocus maritime qui lui avait interdit l'entrée et la sortie de ses ports !

quelles ces deux Isles ont évité le sort de la Suisse, de l'Italie, de la Hollande et de l'Allemagne.

Ce surcroît est déjà d'environ *cinquante millions sterling!* mais les Irlandais, dont le revenu imposable a augmenté bien plus encore que leurs impôts (50), devraient élever une statue d'or à M. de Hauterive, lui, qui le premier prêcha cette croisade; lui, qui réussit à persuader aux Russes que l'Angleterre les dégradait, les appauvrissait en *accaparant* tous leurs produits pour se les APPROPRIER!

Si jamais les flottes triomphantes de Napoléon portent aux Irlandais, l'égalité, ainsi que la liberté civile et religieuse qu'il leur avait promises, je doute qu'il parvint également à leur faire envisager comme un conseil amical, celui de se soustraire à la *tyrannie commerciale* de l'Angleterre, en s'interdisant, par patriotisme, de lui porter leurs toiles, avoines, beurres, suifs, lins, chanvres, &c. &c.

Sans l'activité redoublée qu'a donnée le blocus aux exploitations rurales de l'Irlande,

---

(50) L'addition aux taxes de l'Irlande seule, est d'environ *cinq* millions sterling depuis la révolution Française: mais la rente des terres et des maisons, qu'on y évalue aujourd'hui entre 16 et 17 millions sterling, a doublé ou plutôt triplé depuis l'année 1792.

la Grande-Bretagne en aurait sans doute beaucoup plus ressenti le contrecoup. Heureusement, les privations qu'il lui a imposées n'ont été que temporaires, tandis que la leçon qu'elle en a reçue sera durable ; celle d'avoir appris à devenir indépendante des étrangers pour toutes les subsistances auxquelles sont propres le sol et le climat des deux îles. Depuis que l'étendue toujours croissante des achats de l'Angleterre avait fini par persuader à ses vendeurs qu'il lui serait impossible de subsister sans leur secours; depuis qu'à deux époques, en 1780 et en 1800, l'Impératrice Cathérine, et son fils avaient suspendu sur les Isles Britanniques le glaive d'un pareil interdit, il fallait bien se résoudre à passer, plutôt ou plus tard, par cette épreuve; sous laquelle je crois pourtant qu'elles auraient risqué de succomber, si le double embargo de l'Europe et de l'Amérique fût venu les frapper simultanément, avant que les deux dernières disettes eussent conduit l'Angleterre à défricher beaucoup de communes et l'Irlande à dessécher beaucoup de marais. Le souvenir de ces deux cruelles disettes était même si récent, que beaucoup d'Anglais timides envisageaient le décret de Berlin et les ukases de Pétersbourg, comme étant pour eux le cap des tempêtes. Ce cap a été doublé, non-seulement sans y avoir rencontré aucun des écueils dont ils s'effrayaient; mais en y découvrant une rade où le vaisseau de l'état peut

désormais rester à l'ancre, et y défier, en toute sûreté, ses ennemis, jusqu'à ce qu'ils invitent les deux îles à oublier le passé et à rentrer en communion commerciale avec eux.

L'Irlande n'en perdra jamais ni le souvenir ni les fruits. Rien ne peut l'arrêter dans la carrière de sa prospérité : l'essor est pris, et pour tout dire, je dois reconnaître qu'il était pris avant le blocus et même avant l'union. Le premier développement de ses forces agricoles et commerciales, date de plus de vingt-cinq ans : il remonte à l'époque où George III illustra son règne, en voulant qu'on déchirât toutes les lois pénales qui pesaient encore sur les catholiques, et qu'on leur rendît le libre exercice de leur religion, ainsi que le droit d'acquérir des terres. Cet acte, aurore du jour qui brille sur eux, leur assure, tôt ou tard, une participation complette aux droits politiques; à moins que par quelque nouveau transport de délire, ils n'étouffent eux-mêmes l'objet de leurs légitimes convoitises en voulant en jouir avant le tems, ou en oubliant ce qu'ils doivent au Monarque qui ne juge point convenable d'ajouter encore cette dernière concession à toutes celles dont il les a comblés coup sur coup. Quant à leur prospérité agricole, protestans et catholiques ne perdront, sans doute, jamais de vue qu'ils en sont redevables à leur proximité du plus riche marché de l'univers.

Il ne fallait rien moins que cette circonstance pour tirer ce peuple de l'inertie où l'avaient plongé ses animosités religieuses, ses longues guerres civiles et un Gouvernement de conquête. Depuis l'acte d'union qui effacera, peu à peu, jusqu'aux traces du passé, l'enrichissement des Irlandais est déjà dans une progression plus rapide que celui des Ecossais, lequel est aussi dans une progression plus rapide que celui des Anglais.

Mais permettez-moi d'y revenir encore, Monsieur. Si c'est aux richesses de l'Angleterre que les Ecossais et les Irlandais doivent l'accroissement des leurs ; ce fait ne pourrait-il point servir à la solution d'un problême important, dont votre Cour aurait dû s'occuper, ce semble, avant de rompre toutes relations commerciales avec les Isles Britanniques ?—De deux peuples, l'un pauvre, l'autre riche, et qui s'échangent leurs produits, lequel souffrira le moins par l'interruption soudaine de ces échanges ?

Je puis me tromper : mais je persiste à croire que c'est le peuple déjà riche, et par la même raison qu'un homme, dans la vigueur de l'âge, peut, mieux qu'un enfant, supporter les privations, la fatigue et la faim.

*Haud facile emergunt, quorum virtutibus obstat*
*Res angusta domi.*

Cependant l'ukase que vous m'avez fait

l'honneur de m'envoyer, n'envisage ce problême que d'un seul côté. Il y est bien dit qu'en redoublant de rigueurs et de zèle afin de découvrir et d'empêcher tous chargemens quelconques destinés pour l'Angleterre, on l'empêchera de se *renforcer* : mais l'ukase se tait sur cet autre point non moins important; savoir, si la Russie ne *s'affaiblira* pas bien davantage en s'interdisant cette utile contrebande. A lire le *Considérant* de son ukase, on dirait néanmoins que toutes les privations seront du côté des Anglais et aucune du vôtre.

Certes, Bonaparte tient un langage très-différent à ses sujets. Quoiqu'ils souffrent moins que vous de ces privations qu'il a provoquées de gaieté de cœur; ou que s'ils en souffrent, il s'embarrasse fort peu de leurs souffrances : c'est là une raison de plus pour qu'il y compatisse. Relisez son message du 5 décembre 1806, au Sénat :—" Nous avons mis " les Isles Britanniques en état de blocus, et " nous avons ordonné contr'elles des dispo- " sitions qui *repugnaient à notre cœur.* Il nous " en a coûté de faire dépendre les intérêts " particuliers, de la querelle des Rois, et de re- " venir, après tant d'années de civilisation, aux " principes qui caractérisent les premiers âges " des nations. Mais nous y avons été CON- " TRAINTS POUR LE BIEN DE NOS PEUPLES ET " DE NOS ALLIÉS. . . . Ces déterminations, com-

" mandées par un juste sentiment de réciprocité, " n'ont été inspirées ni par la *passion* ni par la " *haine*, &c."

Il ne s'en tient pas là ; car pour empêcher ses fidèles sujets de déchirer de plus en plus son *cœur* par leurs doléances sur la ruine de leur agriculture et de leurs ateliers, il s'en charge lui-même; il prend la Grande Nation par l'amour propre ; il l'invite paternellement—" à " supporter, avec la dignité et le courage qui " appartient à son *grand caractère*, *les entraves* " *passagères* imposées à ses goûts, à ses habi- " tudes et à son industrie."—Puis, et pour détourner du présent l'attention des Français, il les transporte dans l'avenir ; il leur annonce que *chacune de ses conquêtes, en fermant un débouché à l'Angleterre, est une conquête future pour le commerce de la France :* il ne cesse surtout de nourrir leur résignation, en répétant que le *succès* de cette lutte commerciale ne *peut être incertain*.

Que dis-je! il fait mieux encore ; car à peine eut-il entrevu que les *Recettes Extérieures* pourraient lui échapper un jour, et depuis que les contribuables de l'intérieur, ne pouvant plus vendre au dehors l'excédant de leurs vins et de leurs grains, l'assaillent de leurs remontrances sur l'impossibilité où ils se trouvent de payer la taxe foncière autrement qu'en nature ; Napoléon s'est vu vraiment *contraint*, sinon *pour*

*le bien de ses sujets et de ses alliés*, du moins, *pour le bien de son fisc*, à suspendre l'effet de ces mêmes déterminations qui avaient tant *répugné à son cœur*. Le même jour où ses agens vous reprochent de ne point vous montrer assez sévères sur la sortie de vos bois, de vos suifs et de vos chanvres, son ministre de l'intérieur expédie des ordres pour conniver à celle des vins et eaux-de-vie de ses provinces méridionales. A peine a-t-il su qu'on était ici en mesure de se passer des soies de son Royaume d'Italie, et qu'en 1808, l'Angleterre en a tiré de la Chine et du Bengale pour £.78,949; il a ouvert cette exportation, au point, qu'après en avoir totalement manqué pendant dix-huit mois, elles viennent d'arriver ici en sur abondance.

Il vous dira sans doute que ses soies, ses eaux-de-vie et ses vins ne sont que des objets de luxe, de pures superfluités:—soit; mais ignorez-vous qu'en apprenant que les Irlandais se livraient avec succès à la culture des avoines, il a permis au Roi d'Hollande de favoriser, sous main, la sortie de celles de l'Ostfrise? Et qu'aurez-vous pensé en lisant la circulaire, où pour mieux correspondre à votre Ukase, le Directeur en chef de ses douanes invite publiquement les neutres à venir dans ses ports y charger les blés Français, dont même, avant le blocus, il avait si sévère-

ment défendu l'exportation (51) ? Quoique depuis le décret de Berlin, l'Angleterre soit en plein

(51) Il ne la permet sans doute aujourd'hui que parce qu'il sait bien que la Grande-Bretagne peut s'en passer : mais c'était au contraire, lorsque la disette de 1800 y avait porté le prix du froment à près de deux louis le quintal, que malgré la guerre, l'administration Française, si elle eût connu les intérêts de ses administrés, aurait dû permettre l'extraction de leurs grains et la favoriser de tout son pouvoir. Outre que les Isles Britanniques se sont fort bien tirées d'affaire sans ce secours; quiconque a une idée de l'étendue des sommes qu'elles dépensèrent au dehors, en achats de subsistances, concevra aisément combien ces achats auraient vivifié l'agriculture de la France, où les provinces du nord-est regorgent de grains, qui y sont au plus vil prix, en raison même de l'impossibilité de les transporter par mer dans celles du midi, où ils sont à un prix excessif.

Au lieu de cela, Bonaparte, avec son décret de blocus, a mis fin au cabotage que faisaient les neutres en prêtant leur pavillon aux provinces à grains, pour les porter à celles du midi dont ils leur rapportaient les vins.

Ce cabotage (en lui même illicite, puisque les neutres ne sauraient réclamer avec justice, durant la guerre, un commerce qui leur est fermé durant la paix,) était néanmoins si utile à la France, que le prix du froment, dont le ministre de l'intérieur permet, je ne sais trop pourquoi, de publier chaque mois les matricules, y est *trois fois plus haut* dans telle province que dans telle autre. Lorsque l'hectolitre est à 11 francs dans les départemens de la Meuse, il est à 22 fr. dans les départemens du centre, et à plus de 33 fr. dans celui du Var.

Cette énorme différence de 3 à 1, entre le *maximum* et le *minimum* des prix du froment, à tels ou tels marchés, différence doublement étonnante dans un Etat aussi compact que la France et coupé par tant de rivières navigables, s'y soutient,

droit d'interdire toute espèce de chargemens pareils aux neutres, et qu'elle ait des moyens

---

sans variation, depuis le renouvellement de la guerre, quoique le régénérateur suprême se vante d'avoir remis à neuf toutes les anciennes routes et d'en avoir ouvert beaucoup de nouvelles. C'est si loin d'être le cas, que les rapports officiels de divers Préfets se plaignent,—les uns, de ce que pour se procurer du vin dans le nord, leurs administrés y ont planté des vignes;—les autres, de ce qu'afin d'avoir du grain dans le midi, on les y arrache, avec l'intention de les replanter après la paix!

Tout extraordinaires et incroyables que paraissent ces faits, ils sont aisés à vérifier et me sembleraient de nature à tranquilliser ceux des Anglais qui répandent ici l'alarme sur ce que leur marine n'empêche point suffisamment le cabotage de la France, à l'aide duquel, s'il faut les en croire, elle fait encore un commerce prodigieux.

Ce n'est pas ainsi du moins qu'en pensait M. de Talleyrand lorsqu'il écrivait à M. Fox—" Aujourd'hui, notre commerce et " notre industrie se sont *repliés sur eux-mêmes* et se sont *adaptés* à notre situation . . . Vous savez très-bien que les nations, " semblables, en ce point, à chaque homme considéré in- " dividuellement, s'accoutument à une situation de guerre " comme à une situation de paix."

Tout cela n'est que trop vrai; car avant même que l'ancien Evêque d'Autun rendit cet hommage public à l'exemplaire résignation de ses compatriotes, le nouvel Evêque de Poitiers publiait, à Paris même, un ouvrage destiné à montrer que l'agriculture de la France a encore plus souffert que ses manufactures et son commerce; thèse qu'il me paraît avoir prouvée, et qui le conduisait à proposer, entr'autres, le remède suivant, ainsi qu'à faire les aveux qui l'accompagnent :—" La révolution a armé le Gouver- " nement d'une *force* qui n'appartient à aucun autre sur le globe: " ayant *plié les Français à une docilité inconnue sur toute la terre*, " et les commandemens du Gouvernement étant tout à la fois

efficaces pour les empêcher de se rendre dans les ports Français ainsi que d'en sortir: comme elle leur accorde, de tems en tems, cette faveur, je ne serais point étonné si le Bureau des vivres, faisait en ce moment ses achats de farines à Bordeaux; ne fut-ce que pour constituer Napoléon I, approvisionneur en chef, des flottes et des armées Britanniques.

Réfléchissez donc sur tout cela, Monsieur; comparez les conseils de votre allié à sa conduite, et vous verrez que suivre les directions qu'il vous donne, ce n'est point suivre son exemple.

Au reste, votre Gouvernement à fort bien

---

" montés et descendus à des degrés que tous les autres ne soup-
" çonnent même pas, le Gouvernement Français peut *comman-*
" *der*, là où les autres oseraient à peine *recommander*.... S'il com-
" mence par des *conseils*, il peut finir par des *ordres*, et aller
" jusqu'à *prescrire* dans la culture, les changemens et les mé-
" thodes qui lui paraîtront utiles."—*De l'Etat de la Culture en France: par D. Depradt*, 1802, tom. 2, p. 41.

Tel est l'écrit qui aura donné à Bonaparte la première idée de *recommander* et de *commander* en France la culture du coton, ainsi que d'en *prescrire* la méthode: du moins est-ce d'autant plus probable qu'il s'était empressé de conférer un Evêché à l'auteur de ce courageux conseil et de ces aveux non moins courageux.

Mais n'est-ce pas une chose digne de remarque d'entendre s'exprimer ainsi, deux des membres les plus distingués de cette assemblée constituente, qui avait promis si solennellement aux Français d'en faire le peuple le *plus libre* de la terre!

jugé en n'essayant pas de vous faire considérer l'ukase du 7 mai, comme un *bienfait*. Vos ministres en auront senti l'inconvenance; et à tout prendre, cette retenue me paraît d'un heureux augure. Mais il n'en est pas moins certain que c'est votre Cour seule qui s'obstine aujourd'hui à ce système de prohibition, dont vos compatriotes souffrent incomparablement davantage que le peuple Français, par cela seul, que le surplus des travaux dont elle leur ferme ainsi l'exportation, allait chaque année en augmentant, tandis que le surplus des travaux de la France a toujours été en diminuant depuis la conscription. Espérons que lorsque les fâcheux effets dont vous me parlez, seront devenus encore plus sensibles, et que votre Empereur aura vu l'inutilité de ses mesures pour le but qu'il annonçait, celui *d'affaiblir* les Anglais; il reconnaîtra qu'il n'y a qu'une espérance illusoire, une idée fausse et, qui plus est, une idée pernicieuse, qui s'interpose entre le rapprochement des deux peuples de l'Europe les plus intéressés à rester en relation commerciale.

Quant aux Isles Britanniques, après vous avoir ainsi développé en détail les causes qui ont fait si complettement échouer la mesure prise pour frapper à mort leurs manufactures, leur commerce, leurs finances et leur crédit; après vous avoir prouvé, que leurs ateliers n'ont pas souffert, que leur commerce n'a point déchu,

que leurs revenus se sont accrus, que leur crédit s'est fortifié et que leur agriculture prospère plus que jamais; ne suis-je pas en droit de répéter avec M. Gaudin? — *Aujourd'hui tout prestige cesse, toute illusion est détruite. Le secret de la force de l'Angleterre est bien connu: sa situation peut donc être jugée par tout le monde, et son sort devient facile à prévoir.*

Tels ont été jusqu'ici, et tels, je l'espère, seront, jusqu'au bout, les fruits de cette monstrueuse coalition que M. Hauterive prêchait depuis neuf ans à l'Europe, pour briser les *chaînes* dont l'industrie *perfectionnée* des Anglais, leur caractère *avide, calculateur, méthodique*, et leur *tyrannie commerciale, entravaient, garottaient*, disait-il, l'industrie et le commerce de tous les peuples continentaux (52)!

N'oublions pas que, dans le tems où il vous étalait cette doctrine que j'ai entendue applaudir au nord de l'Allemagne, son maître se frayait en France le chemin à la Monarchie universelle en disant. . . . *La* PAIX, *est pour moi, le premier des besoins et la première des gloires. . . . Dans tout ce que j'ai fait, j'ai eu uniquement en vue le bonheur de mes peuples, plus cher à mes yeux que ma propre gloire. . . . Témoin,*

(52) Voyez, à la suite de cette lettre, p. 135, une NOTICE sur son écrit.

*Dès les premiers tems de notre jeunesse, de tous les maux que produit la guerre; notre bonheur, notre gloire, notre ambition, nous les avons placés* DANS LES CONQUETES, DANS LES TRAVAUX DE LA PAIX, *et dans le bonheur de la génération actuelle.... Je veux que dans toutes les parties de mon Empire, même dans le plus petit hameau, l'aisance des citoyens et même la valeur des terres se trouvent augmentées par l'effet du système général d'amélioration que j'ai conçu... Je veux, autant que je pourrai y influer, que les idées* GÉNÉREUSES *et* LIBÉRALES *soient le caractère du siècle.*

Qui l'eût cru! les Français, et jusqu'aux peuples occidentaux qu'il avait pris sous sa protection spéciale, étaient encore ébahis d'admiration et émus de reconnaissance, en se voyant ainsi à la veille de devenir solidaires du bonheur les uns des autres: déjà, ils proclamaient, à l'envi, le règne des *travaux de la paix* et le régime *des idées généreuses*, lorsque ce philantrope, couronné des mains de la victoire, proclama le régime du PROHIBITISME, et mit, ou fit mettre par tout, à l'ordre du jour:

"Que les Anglais ne sont qu'un peuple de marchands qui font la guerre pour le commerce, et le commerce par la guerre (53).

(53) Voyez le Bulletin d'Austerlitz où le vainqueur mit

" Que le commerce extérieur est une table de jeu où aucune nation ne saurait gagner que ce que perdent les autres.

---

cet étrange aveu dans la bouche de l'Empereur vaincu, qui n'a aucun souvenir d'avoir rien dit ni pensé de semblable.

Il paraît que le premier compte aussi parmi ses droits sur les têtes couronnées celui de les faire parler comme il lui convient. Dans la conversation d'Austerlitz qui était sans témoins, il en a été quitte pour soutenir hardiment son dire : Mais lisez dans le Moniteur du 10 Juillet 1809, l'aveu, bien autrement étrange, qu'il y met dans la bouche de S. M. George III.

Qu'en publiant, par forme d'extrait, le discours véritable, il eut jugé expédient d'en supprimer le paragraphe où sa conduite envers l'Espagne était qualifiée *d'atroce*, comme elle l'est dans toute l'Europe, même dans les conversations de ses ministres et de ses courtisans ; cela se concevrait. Mais en supprimant la censure, il a profité de l'occasion pour y substituer son propre éloge et fait dire au Roi d'Angleterre, en plein Parlement : NOUS AVONS A LUTTER CONTRE UN ENNEMI D'UN GÉNIE ACTIF, A QUI TOUT PROSPÈRE, ET DONT TOUS LES DESSEINS, MEME LES PLUS INCROYABLES, RÉUSSISSENT TOUJOURS.

Ce GÉNIE ACTIF n'aura vu sans doute, dans cette supercherie qu'un moyen légitime de persuader à ses conscrits que les Isles Britanniques se reconnaissent enfin pour vaincues, et ne tarderont pas à implorer sa clémence. Mais cela seul [illegible] suffisamment en évidence, l'idée qu'il se fait encore [illegible] dulité des Français, puisqu'il a pu se fi[illegible] d'une harangue où George III aura[illegible] tinuer la lutte, en les exhor[illegible] vue que leur ennemi [illegible]

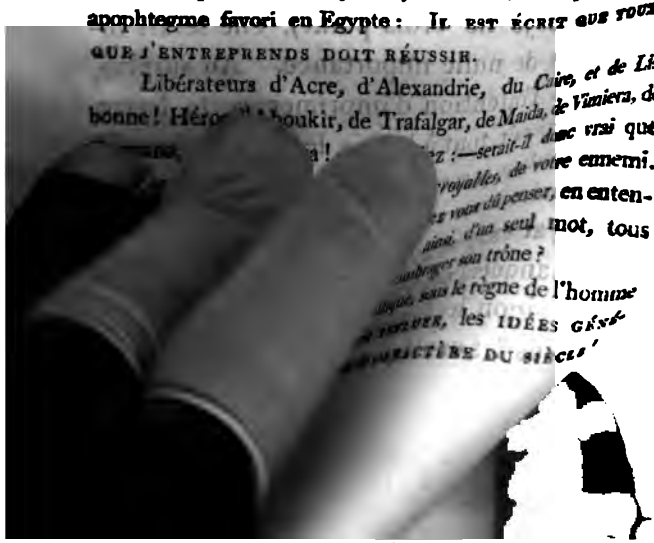
" Que pour les peuples, comme pour les individus, le moyen de s'enrichir consiste, non à vendre beaucoup, mais à acheter le moins possible.

" Qu'afin d'empêcher l'argent de sortir de chez lui, un peuple éclairé et qui connaît le prix de l'indépendance, ne doit hésiter sur aucun sacrifice, soit pour s'interdire les jouissances que lui refuse son climat, soit pour produire lui-même tous les objets de ses besoins; sans jamais s'arrêter à ce que telle autre nation aurait certains avantages, ou naturels ou acquis, qui la met-

---

Certes, si cette nouvelle ruse de guerre lui *réussit*, il n'est aucun de ses *incroyables desseins*, sans même en excepter celui du blocus, dont il ne soit en droit d'espérer le succès.

On ne reconnaît guère ici le coloris de l'astuce *Italienne*; et cependant, il est impossible de se tromper sur *l'auteur de* cette interpolation, lorsqu'on y retrouve, mot pour mot, son apophtegme favori en Egypte: IL EST ÉCRIT QUE TOUT CE QUE J'ENTREPRENDS DOIT RÉUSSIR.



tent en mesure de créer ces objets avec moins de bras et à moins de frais.

" Qu'enfin, et par dessus tout, une nation court à sa ruine en commerçant de préférence avec les nations riches.

L'histoire dira que ce fut sous la maligne influence de son règne, où par un oubli de tous les principes qui multiplient les commodités de la vie, et conduisent à la civilisation; les sociétés Européennes arrivèrent à un tel excès de démence qu'elles prétendirent se passer les unes des autres, et que la plûpart des souverains se disputèrent l'honneur d'offrir leurs sujets en victimes pour donner l'exemple, à qui d'entr'eux, supporteraient le mieux et le plus long-tems les innombrables sacrifices attachés à cet état d'isolation.

Il est tems, Monsieur, de terminer ce long exposé. Vous me connaissez assez pour être convaincu que s'il s'y était glissé quelque erreur (ce que je ne crois point), elle serait involontaire et de nulle importance. Au surplus, comme j'ai l'intention d'imprimer cette lettre, ce qui me paraît, tout à la fois, le meilleur moyen de vous la faire parvenir avec sûreté, et surtout de répondre à vos vues, vous pouvez être sûr que si j'ai exagéré les heureux effets du blocus, il ne manquera pas ici de gens disposés à contester, sinon les faits sur lesquels je me fonde, du moins les conséquences que j'en tire.

Quant aux éclaircissemens que vous me demandez sur le dernier budget de M. Perceval, et même sur l'avant-dernier, je m'en occuperai si vous persistez à le désirer : mais cette lettre me semble en quelque manière les rendre superflus.

Je suis, etc.

# NOTICE

*Sur l'écrit de M. de Hauterive, intitulé : De l'état de la France à la fin de l'an VIII.*

Dans cet ouvrage, où l'on prétend que M. Talleyrand avait vidé son porte-feuille, M. de Hauterive n'osa point proposer d'emblée aux ministres Russes de rompre toutes relations commerciales avec l'Angleterre ; mais il les y préparait en leur reprochant amicalement,—" les " préférences *presqu'exclusives* que la Russie a *presque* " toujours accordées au commerce Anglais, et qui ont " donné à celui-ci, *comme* par une *sorte* de privilège ex- " clusif, la facilité de s'approprier tous les profits " de l'importation des produits Russes."

Puis, après avoir posé en fait—" que la France est " le *seul* Etat qui n'ait aucun intérêt à mettre obstacle " aux progrès de la prospérité du peuple Russe, et un " grand intérêt à le voir devenir riche et puissant, pour " qu'il soit moins tenté de recevoir des subsides,"—il l'exhortait à *ouvrir ses ports à toutes les nations de l'Europe*, pour ne plus laisser à des *facteurs étrangers* les *soins* et la culture de ses moyens de richesse, &c.

Cette exhortation, à laquelle les Russes auraient fort bien pu repliquer en six mots,

*Vous vous amaigrissez de l'enbonpoint d'autrui,*

dut d'autant plus les surprendre, que leurs ports n'étaient pas moins ouverts aux autres nations qu'aux Anglais.

Depuis long-temps, ces *facteurs étrangers* n'y jouissaient d'autre *privilège*, si c'en est un, que de faire servir leurs capitaux à vivifier, jusqu'aux extrémités de ce vaste Empire, les exploitations rurales qui avaient besoin de leurs avances ainsi que de leurs *soins*, et dont presque tout l'excédant était consommé par les Isles Britanniques.

Aujourd'hui que les Russes ont embrassé le conseil officieux de la France et qu'ils ont eu tout le temps d'en faire l'épreuve, c'est à eux de dire [illegible] après lui avoir donné le monopole qu'elle enviait [illegible]rce Britannique, elle leur a acheté le surp[illegible] récoltes, et si en cessant de vendre ce surplus, ils ont continué à le produire.

*Sans une paix solide avec l'Angleterre, notre peuple ne saurait jouir des bienfaits qui sont le premier but de nos travaux, l'unique objet de notre vie.*—Telle aurait dû être la réponse de l'Empereur Russe à l'Empereur Français; et celui-ci aurait pu d'autant moins s'en formaliser que cet aveu tardif, mais remarquable, lui est échappé dans le même mois où il venait de déclarer les Isles et les flottes Britanniques en état de blocus!

L'ouvrage de M. de Hauterive avait encore deux buts qu'il atteignit également l'un et l'autre, quoiqu'en pleine opposition l'un à l'autre.

Dans la première partie, il représentait les Anglais comme tellement accablés par le poids de leur dette, par l'excès de leurs impôts et par *l'exagération des efforts* qu'ils avaient déjà fait dans cette guerre, que pour peu qu'elle se prolongeât, on pouvait compter sur l'écroulement inévitable et prochain de leurs finances, de leur crédit et de leur commerce. C'est de là que M. Gaudin a tiré, presque mot à mot, son rapport cité p. 28.

Dans la seconde, oubliant tout ce qu'il venait d'en

dire, M. de Hauterive s'attachait à montrer que le commerce de la Grande-Bretagne ne prospère et ne peut prospérer que par la guerre;—" que n'ayant besoin " d'avoir ni alliés, ni amis, cette puissance est *seule* en " position de se RÉJOUIR des calamités générales et " d'en faire tourner les résultats à son profit;"—ce qui le conduisait naturellement à proposer à tous les peuples continentaux, sous le nom de *système fédératif*, une confédération générale contre le commerce de l'Angleterre, —" afin de la mettre hors d'état de faire peser désor- " mais sur eux le *poids de ses secours.*"

Tout ce chapitre de *l'état de la France à la fin de l'an VIII*, était la paraphrase de l'Adresse du Directoire aux Français, en novembre 1797. *Il est clair que le cabinet de Londres doit* DESIRER *la guerre, puisque la guerre* L'ENRICHIT.

Cette accusation n'en eut pas moins un succès prodigieux, surtout dans le nord de l'Allemagne, où elle se trouva si bien en harmonie avec les préjugés régnans, que beaucoup d'hommes, d'ailleurs éclairés et impartiaux, admettaient et admettent encore, comme un fait incontestable, que l'enrichissement rapide des Anglais depuis le ministère de M. Pitt, est dû à la ruine des manufactures Françaises et à l'appauvrissement général de l'Europe.

C'est dans l'inverse de cette position que se trouve le vrai. En raison même du perfectionnement de son industrie, le peuple Anglais est précisément celui qui perd le plus à toutes les guerres qui appauvrissent les autres peuples, celui qui s'enrichit le plus de leur enrichissement. Bien entendu néanmoins, que ses pertes ne sont que *négatives*, tandis que les leurs sont des pertes *positives:* Bien entendu aussi, que le nouveau caractère qu'a pris la guerre depuis le blocus, fait ici une ex-

ception ; car c'est certainement à lui que l'Irlande doit son redoublement de travaux et de jouissances.

J'avais entrepris de mettre au jour cette importante vérité dans un écrit où j'aurais développé les *cinq principales causes* de la prospérité croissante de la Grande-Bretagne depuis l'année 1688. On y aurait vu comment et pourquoi elle a prospéré et continue à prospérer, en dépit de la guerre, malgré la guerre; mais non *à cause de la guerre*:—doctrine calomnieusement imputée à M. Pitt, doctrine la plus anti-sociale qu'ait enfanté la révolution Française, doctrine bien digne du siècle où l'on a vu les RECETTES EXTÉRIEURES figurer publiquement dans les budgets du *meilleur des peuples* et de l'homme qu'il a appelé *Grand Juge de paix de l'Univers!*

En y réfléchissant mieux, je suspendis ce travail, dans la conviction que les misères sans nombre auxquelles son nouveau *régime fédératif* allait exposer les nations qui avaient été par leurs vœux au-devant de lui, les feraient rentrer en elles-mêmes, beaucoup plus vite et d'une manière plus sûre que les raisonnemens les plus solides ou les calculs les plus démonstratifs.

Peut-être sera-t-il convenable d'y revenir aujourd'hui que ces nations sentent à froid leurs blessures et commencent à en discerner la cause et l'auteur. Mais si je reprends jamais ce travail, j'essayerai de l'accompagner et de l'appuyer d'un autre qui y jettera un grand jour: *l'Exposé des causes et des progrès de l'appauvrissement du peuple Français depuis le Consulat.*

Un pareil exposé ne serait guère moins utile que le précédent à la science de l'économie politique. Il servirait surtout d'antidote aux nombreux écrits où l'on ne manquera pas de célébrer les progrès continus que fit la science de la guerre sous les auspices du *Grand Juge de Paix de l'Univers.*

Envisagé comme Grand Capitaine ; l'histoire de ses campagnes est bien digne sans doute de devenir le manuel des hommes de guerre. Mais considéré comme législateur et financier ; j'ose dire qu'il n'est presque aucune de ses mesures administratives, qui ne semble avoir été calculée, tout exprès, pour mieux signaler la marche la plus sûre à prendre, afin de ruiner promptement un Empire au-dedans, en le couvrant de gloire au-dehors.

Ces deux tableaux pourraient servir de pendans l'un à l'autre, et s'ils étaient bien nourris de faits comparatifs, peut-être fourniraient-ils la meilleure réponse à ces deux questions de l'Evêque Berkeley.

" Whether there ever was, is, or will be, an indus-
" trious nation poor, or an idle rich ?"

" Whether force be not of consequence as it is
" exerted, and whether *great force without wisdom*
" may n[illegible] NUISANCE ?"

J. B. G. VOGEL, Imprimeur, 18, Poland Street, Oxford Street.
LONDON.